

Économies AFRICAINES

Le magazine des Investisseurs et des Décideurs - www.economiesafricainemagazine.fr

BILAN

Les réalisations
d'Alpha Condé,
président de
la République de Guinée

Spécial GUINÉE

CROISSANCE

Un rebond salubre

CLIMAT DES AFFAIRES

La Guinée parmi
les meilleurs réformateurs

FMI

« On note une amélioration
de la transparence et
du contrôle budgétaires »

UNION EUROPÉENNE

« INTEGRA facilite l'accès
des jeunes à la vie active »

OPPOSITION PRÉSIDENTIELLE 2020

Cellou Dalain Diallo joue
à quitte ou double

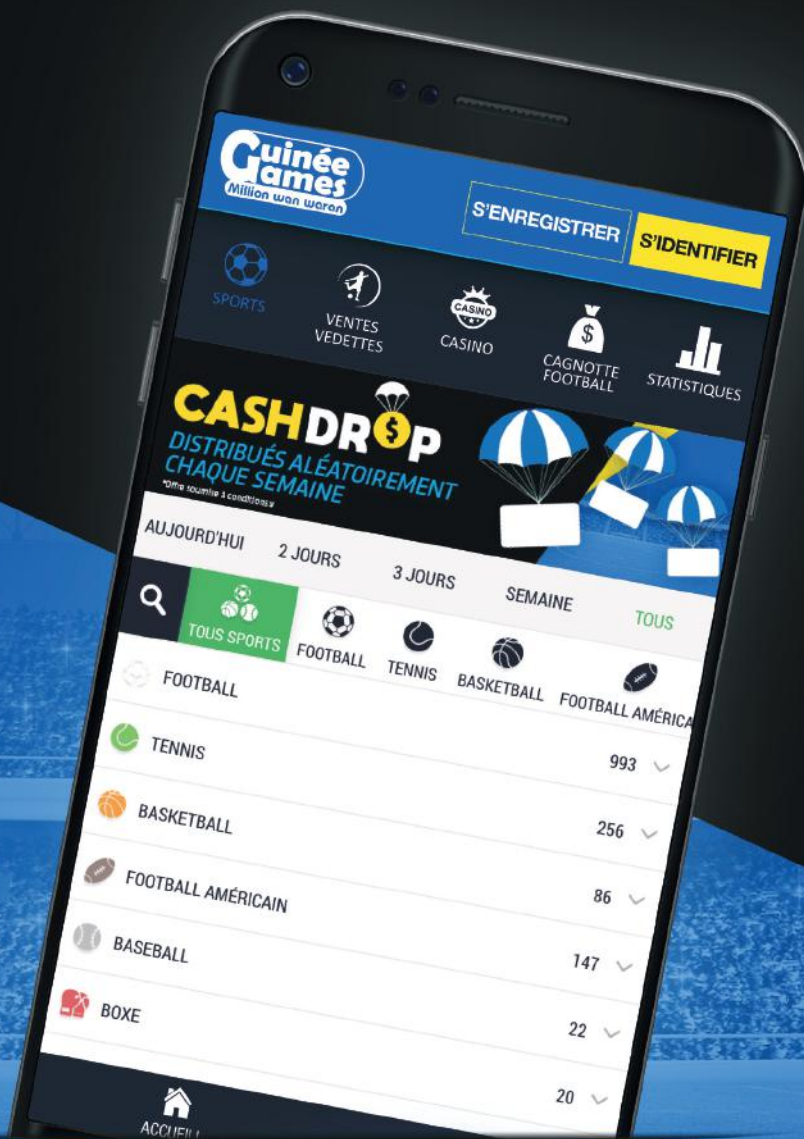
TENIR LE CAP

M 06547 - 9 - F: 6,00 € - RD



PARIEZ EN LIGNE

PLUS DE MATCHS QUE PARTOUT AILLEURS !



Pariez en ligne sur www.guineegames.com

UN BILAN À APPRÉHENDER AVEC HONNÊTÉTÉ

7 L'édito par Serge Henri Malet

POLITIQUE

- 8 Un aperçu des réalisations d'Alpha Condé
- 11 Retour triomphal
- 13 Primature – Ibrahima Kassory préfère « l'impopularité à l'irresponsabilité »
- 17 Sommet Afrique-Russie – La Russie, un partenaire stratégique
- 18 Opposition – Présidentielle 2020 – Cellou Dalein Diallo joue à quitte ou double
- 21 Opposition – Présidentielle 2020 : Sidya l'outsider peut-il gagner ?



08 – POLITIQUE

Les réalisations d'Alpha Condé

ENVIRONNEMENT - ÉDUCATION/EMPLOI - SOCIAL & RSE

- 22 Entretien – Ambassadeur de l'Union européenne en Guinée, Josep Coll
- 25 Office national de formation et de perfectionnement professionnel – Les objectifs de formation sont atteints
- 26 Entretien – Ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle, de l'Emploi et du Travail, Lansana Komara
- 28 Entretien – Directeur général de l'Office national de formation et de perfectionnement professionnel, Lucien Beindou Guilao
- 30 Société – L'Europe n'est pas la seule « terre promise »
- 32 Entretien – Co-fondatrice de Trust Africa, Mélina Rafin Gozlan
- 34 Société – By Issa, une réussite guinéenne

MACROÉCONOMIE & BAILLEURS DE FONDS

- 36 Croissance – Un rebond salutaire
- 37 Réforme – Pour un secteur privé plus compétitif
- 38 Entretien – Représentant résident du FMI en Guinée, Salifou Issoufou
- 41 Budget – Il faut sécuriser les budgets des institutions républicaines
- 42 Entretien – Ministre du Budget, Ismaël Dioubaté
- 44 Ministère de l'Économie et des Finances – Les chantiers du macro-économiste Mamadi Camara
- 47 Analyse – Conseiller spécial auprès du Premier ministre chargé de l'Économie, des Finances et du Budget – Les effets escomptés d'une économie vertueuse
- 48 Entretien – Conseiller spécial auprès du Premier ministre chargé de l'Économie, des Finances et du Budget, Ansoumane Camara
- 50 Entretien – Directrice générale de l'Agence nationale de l'inclusion économique et sociale, Sanaba Kabau

TOURISME & HÔTELLERIE

- 52 Noom Hotel Conakry – Une excellente réputation

A graphic for NSIA Assurance. On the left is the NSIA logo with the text 'NSIA ASSURANCES'. In the center, under the heading 'NOS PRODUITS', are several circular icons representing different services: TRANSPORTS, MULTIRISQUES HABITATION, MULTIRISQUES ENTREPRISE, AUTO, VOYAGE, SANTÉ, RETRAITE, and ÉTUDES. On the right, contact information is provided: (+224) 666 18 12 82 / 625 00 00 70, address: Immeuble NSIA, BP: 0884 Avenue de la République, Conakry, website: www.grouppnsia.com, and email: nsia@nsia.com. At the bottom right, there is a small NSIA logo and the text 'NSIA, le vrai visage de l'Assurance et de la Banque'.

Ecobank Mobile

Enfin une solution mobile
faite pour tous !



Avec Ecobank Mobile
Le pouvoir est entre vos mains !

Téléchargez dès aujourd'hui



Notre appli est **_on**
Ecobank est **_on**



WWW.ECOBANK.COM

Ecobank
La Banque Panafricaine



13 – PRIMATURE

Ibrahima Kassory préfère «l'impopularité à l'irresponsabilité»



38 – INTERVIEW

Salifou Issoufou, représentant résident du FMI en Guinée

INVESTISSEMENTS

- 54 Climat des affaires – La Guinée parmi les meilleurs réformateurs
- 56 Entretien – Ministre des Investissement et des Partenariats public-privé, Gabriel Curtis
- 58 Entretien – Directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés, Namory Camara
- 61 Commerce – Quel est l'impact des réformes ?
- 62 Entretien – Ministre du Commerce, Boubacar Barry
- 64 Entretien – Directeur général de Webb Fontaine et du Guichet unique du commerce extérieur, Mamoudou Diane
- 66 BICIGUI – Une confiance gravée dans la pierre
- 68 Entretien – EY EMEIA Advisory Mining Leader & WEM/FSSA MENA Mining Leader, Christian Mion
- 70 Entretien – Directeur général associé EY Guinée, René-Marie Kadouno
- 72 Guinée Games : 10 ans au service de la Guinée
- 74 Industrie – Un nombre d'unités de production en nette hausse
- 76 Entretien – Ministre d'État à la Présidence Conseiller spécial du Président, ministre de l'Industrie et des PME, Tibou Kamara

MINES - PÉTROLE & ÉNERGIE

- 79 Mines – Une filière de plus en plus stratégique ?
- 80 Entretien – Ministre des Mines et de la Géologie, Abdoulaye Magassouba
- 82 Entretien – Directeur général de la Société Guinéenne du Patrimoine Minier, Mamady Fofana
- 84 Entretien – Directeur général de Kamsar Petroleum et Hummingbird Guinea Mining Corporation, Louis Camara

NSIA ASSURANCES

MULTIRISQUES HABITATION
MULTIRISQUES ENTREPRISE

TRANSPORTS

AUTO

VOYAGE

SANTÉ

NOS PRODUITS

PRÉVOYANCE

RETRAITE

ETUDES

(+224) 666 18 12 82 / 625 00 00 70

Siège : Immeuble NSIA, BP: 0584 Avenue de la République Kaolim Conakry
www.groupeasia.com - nsia@guinee@groupeasia.com

NSIA, le vrai visage de l'Assurance et de la Banque



HUMMINGBIRD
GUINEA MINING
CORPORATION

Votre satisfaction est notre priorité

LA GARANTIE D'AGRÉGATS DE QUALITÉ

aux normes et standards internationaux



Crée en 2017, Hummingbird Guinea Mining Corporation SA (HGMC) réalise des opérations de minage, de découverte, de transport, de concassage et met à disposition de ses clients une gamme variée de produits bruts et concassés pour la fabrication de béton armé, la construction de maisons, de ponts, de bitume, de routes, de ports et de voies de chemin de fer.

Inaugurée en septembre 2018, HGMC exploite une carrière de dolérite (ou diabase) située à Sirimandans la Sous-Préfecture de Dabis, Préfecture de Boké pour laquelle elle a obtenu un bail d'exploitation d'une durée de 25 ans sur les 5055 hectares que compte la carrière. Doté d'équipements numériques high-tech, le site produit 200 tonnes de granulats par heure, à partir de dolérite concassée.

Avec une équipe jeune, dynamique et compétente, HGMC s'attache au strict respect de normes internationales de qualité ainsi qu'aux normes environnementales.

Toutes les granulométries utilisées dans le secteur de la construction et de la voirie peuvent être produites. Cinq types de produits sont actuellement disponibles en livraison ou à récupérer directement sur place, une gamme de granulats qui vous permettra de concrétiser tous vos projets.

Tél. : (+224) 662222055 - Email : contact@hummingbirdguinee.com - Facebook : @HummingBirdGuinee

www.hummingbirdguinee.com

Hummingbird Guinea Mining est une filiale de Kamsar Petroleum



ÉDITÉ PAR LLB AFRIQUE



LLB Afrique

SIÈGE SOCIAL:

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS
Tél/Fax : +33 142 65 25 52
administration@economiesafricaines.fr
www.economiesafricainesmagazine.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Cyrille MARTIN
cmartin@economiesafricaines.fr

RÉDACTEUR EN CHEF

Serge-Henri MALET
shmalet@economiesafricaines.fr

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Annie JUNJAUD

RÉDACTION

Andju ANI
Louise BIBALOU-DURAND
Abraham KAYOKO DORÉ
Christian KOUAMEN
Paul de MANFRED
Serge-Henri MALET
redaction@economiesafricaines.fr

SERVICE PHOTOS

Cellou Diallo

COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

Directrice commerciale
Christine LE CUZIAT
clecuziat@economiesafricaines.com

FABRICATION

Tristan BEN MAHJOUB

WEBMASTER

Jean OTIS

IMPRIMEUR

2GCA'pari.s - 24, rue de la Folie Méricourt
75011 Paris

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque
procédé que ce soit, réservés pour tous pays.
2019©Economies Africaines - Dépôt légal novembre 2019
Commission paritaire en cours - Prestalis 6547



52 – TOURISME & HÔTELLERIE

**Noom Hotel Conakry :
une excellente réputation**



87 – ROUTES

Où en est le projet du « Grand Conakry » ?

INFRASTRUCTURES & TRANSPORTS

- 87 Routes – Où en est le projet du « Grand Conakry » ?
- 88 Entretien – Ministre des travaux publics, Moustapha Naïté
- 90 Entretien – Directeur de projet de Leduc succursale Guinée, Jean Roubion
- 93 Transport – Le gouvernement roule pour la modernisation
- 94 Entretien – Ministre d'État, ministre des Transports, porte-parole du gouvernement, Aboubacar Sylla
- 96 Conakry Port – Le port autonome de Conakry devient compétitif

TIC

- 98 Entretien – Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Moustapha Mamy Diaby

BANQUES & ASSURANCES

- 100 Banques – Deux nouvelles banques sur la place financière de Conakry
- 102 Entretien – Directeur général d'Ecobank Guinée, Diawadou Bah
- 104 Entretien – Administrateur directeur général de la Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce, Mohamed Attaher Maïga
- 106 Entretien – Directeur général de la Banque islamique de Guinée, Sidy Dieye
- 107 Assurances – Le code des assurances guinéen s'aligne sur celui de la CIMA
- 108 Entretien – Directeur général et directrice générale adjointe de SUNU Assurances Guinée, Mandiaye Gueye et Soona Bah Ndiaye
- 110 Entretien – Directeur général et directrice générale adjointe de NSIA Assurances Guinée, Momar Seck et Maïmouna Baldé

AGRICULTURE & PÊCHE

- 112 Production agricole – Une puissance agricole en devenir ?

NOS PRODUITS

- MULTISÉRIÉS HABITATION
- MULTISÉRIÉS ENTREPRISE
- TRANSPORTS
- PRÉVOYANCE
- RETRAITE
- AUTO
- VOYAGE
- SANTÉ
- ÉTUDES

(+224) 666 18 12 82 / 625 00 00 70
Siège : Immeuble NSIA, BP: 0584 Avenue de la République Kaolam Conakry
www.groupeasia.com - nsia@guinee@groupeasia.com

NSIA, le vrai visage de l'Assurance et de la Banque



BSIC

**BANQUE SAHELO-SAHARIENNE
POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE**

7^{ème} Avenue-Route du Niger, Commune de Kaloum

BP: 4614 Conakry

Tél: (+224) 666 55 55 57 / (+224) 626 26 26 46

E-mail: bsic.guinee@bsicbank.com

Site Web: www.bsic-guinee.com



PRODUITS ET SERVICES À LA CLIENTELE

Compte Chèque ;
Compte Courant ;
Compte Epargne ;
Chèque sur place et hors place
Mise à la disposition
Virement Bancaire
Engagement par signature
(Avale, Caution etc.)
Crédit documentaire ;
Crédit d'Exploitation ;



→ Nos filiales :

La BSIC est présente dans quatorze pays à travers le continent africain, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Libye, le Mali, le Niger, la République Centrafricaine, le Sénégal, le Soudan, le Tchad et le Togo.

→ Nos correspondants :

Le groupe BSIC dispose à travers le monde, de correspondants bancaires de grande qualité pour faciliter l'ensemble des transactions financières et commerciales de sa clientèle.

**BIA, UBAF, ARAB TURKISH BANK,
FIMBANK, NACB, ALWAHA BANK.**

→ Notre mission :

La BSIC-Guinée SA, est une banque commerciale qui intervient dans tous les secteurs de l'économie nationale offrant des produits et services bancaires adaptés aux besoins des particuliers, des Professionnels, des Institutionnels et des Entreprises.

Elle a pour mission la collecte des ressources financières publiques et privées afin de les utiliser pour contribuer au financement du développement économique et social ainsi que du commerce extérieur de la Guinée.

→ Nos objectifs :

L'ambition du groupe est de faire de la BSIC-Guinée un partenaire financier privilégié des populations, des opérateurs économiques vivant en Guinée ainsi que dans la sous-région en offrant des solutions adaptées et innovantes à leurs besoins.

La BSIC-Guinée se positionne en tant que banque commerciale ayant une expertise et une qualité de service reconnues.

Ainsi, la banque envisage d'élargir sa part de marché au niveau des ressources et des emplois par la poursuite de la collecte des ressources clientèle qui reste prioritaire pour les années à venir.

Une vision, un instrument !



Par Serge-Henri Malet

Un bilan à appréhender avec honnêteté

Il n'a échappé à personne que la Guinée connaît actuellement des manifestations liées à l'organisation d'un référendum visant à valider ou rejeter le projet de modification de la Constitution. Des rassemblements conduits par les ténors de l'opposition que sont Sidya Touré et Cellou Dalein Diallo appuyés par des organisations de la société civile, ainsi que des contre-manifestations menées par les partisans du président Alpha Condé comme le ministre de la Culture Sanoussy Bantama Sow qui a réussi, selon les autorités, à faire venir 1,3 million de personnes pour accueillir triomphalement le chef de l'État de retour d'une tournée internationale. Il s'agissait de montrer à l'opposition, mais aussi et surtout à l'opinion internationale, que le président guinéen n'était pas si isolé. Devant tant de tumultes, *Économies Africaines* a cherché en priorité à analyser un bilan présidentiel que l'opposition estime « *négalif sur toute la ligne* » avant la fin d'un mandat prévue pour 2020. Quelle a été son action ? Quelle est la portée des réformes mises en œuvre ? Est-il parvenu à changer son pays ?

Outre les bailleurs de fonds (FMI et UE), la parole a aussi été donnée aux dirigeants de sociétés privées ou étatiques ainsi qu'à 10 des 33 ministres de l'équipe gouvernementale d'Ibrahima Kassory Fofana : Budget, Mines, Transports, Industrie et PME, etc. Chacun a souhaité défendre son action et celle du chef de l'État. Moustapha Naité, ministre des Travaux publics, nous a même expliqué regretter que ses compatriotes aient souvent tendance à comparer les travaux routiers entrepris en Guinée à ceux du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire. C'est oublier une différence de taille : en arrivant au pouvoir, les dirigeants sénégalais et ivoiriens ont trouvé des fondamentaux routiers qui, même s'ils étaient abîmés, ne l'étaient pas à plus de 80 % comme en Guinée. L'un a pu continuer aisément la construction

d'autoroutes parce qu'il n'avait pas besoin de réhabiliter ou de reconstruire les principaux axes à Dakar et dans le reste du pays, et l'autre pouvait ériger de nouveaux ponts à péage à Abidjan parce que l'existant le permettait. Alpha Condé était dans une configuration où tout était à reconstruire. « *Mais en cela, hélas, les Guinéens font preuve d'amnésie totale!* », lance celui pour qui l'objectif de 60 % de routes nationales en bon état sera atteint en 2020, sachant qu'il a déjà été réhabilité et reconstruit plus de 2 000 km de routes nationales, des kilomètres de voiries urbaines et, sur les routes préfectorales, plus de 2 600 mètres linéaires d'ouvrages de franchissement.

Parmi les réformes majeures mises en route par ce gouvernement en termes de mobilisation des ressources, on compte la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI), dont l'un des objectifs est ni plus ni moins de permettre d'engranger des recettes fiscales annuelles d'environ 726 millions de dollars supplémentaires, soit l'équivalent de 6,6 points du PIB alors que le niveau actuel est de 13,4 % du PIB, contre 18 à 19 % dans la sous-région.

L'autre réforme de taille concerne l'inclusion financière, avec la création de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) dont l'une des activités principales est d'apporter une aide directe aux plus démunis, soit environ 60 % des Guinéens. Un conseiller du Premier ministre considère avec fierté et optimisme cette innovation guinéenne, aucun pays en Afrique n'ayant de dispositif similaire ni ne prévoyant de consentir un effort financier de 2 % du PIB en faveur de la réduction de la pauvreté. Autant d'innovations à mettre au crédit du président guinéen. Donc, sans aller jusqu'à prétendre qu'il a tout réussi en presque dix ans de gouvernance, il serait honnête de « *rendre à César ce qui appartient à César* »...

■ Politique intérieure



Le président de la République de Guinée, Alpha Condé, saluant la jeunesse guinéenne.

UN APERÇU DES RÉALISATIONS D'ALPHA CONDÉ

En presque dix ans de gouvernance, Alpha Condé a réussi sur bon nombre de chantiers : le développement des TIC et du parc hôtelier, la promotion des femmes ou encore l'accès à l'électricité, qui devrait d'ailleurs s'amplifier en 2020.

Quand la figure de proue de l'opposition Cellou Dallein Diallo déclare que « *sous Alpha Condé, la démocratie et les droits humains ont reculé. Le chômage et la pauvreté se sont aggravés. Son bilan est négatif sur toute la ligne* », l'on serait tenté de lui répondre que l'auteur de tels propos est dans son rôle d'opposant. Et de lui rappeler qu'en matière d'avancées démocratiques, à l'instar du Burkina Faso, du Mali ou du Ghana, c'est à l'initiative du président Alpha Condé qu'en 2014 a été formellement institutionnalisé par le Parlement le statut de chef de file de l'opposition en Guinée. Un statut que M. Diallo incarne aujourd'hui en tant que leader de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), premier parti d'opposition. Car si tout n'a pas été rose sous l'ère Alpha Condé, des avancées et des réalisations dans certains secteurs sont bel et bien à relever. En Guinée, « *les opposants au président ne font jamais dans la demi-mesure. Tenez Ousmane Kaba, qui a pourtant été l'un des ses ministres, l'un des membres fondateurs du RPG Arc-en-ciel avec lequel il est en rupture de ban : il a basculé dans l'opposition et a même créé sa propre formation politique, le PADES. Pour lui, le bilan des neuf ans du président est un désastre. En 9 ans, dit-il souvent, le Pr Alpha Condé n'a même pas réussi à*

réaliser 100 km de route bitumée », fait observer un conseiller à la Présidence.

60 % de routes nationales en bon état en 2020

Or justement, il se trouve que « *la modernisation des moyens et des infrastructures de transport figure en bonne place dans les priorités gouvernementales et dans le Plan national de développement économique et social (PNDES)* », indique Moustapha Naité, ministre des Travaux publics (*lire son interview p. 88-89*). Le président Alpha Condé ne sous-estime pas l'enjeu de développement que représentent les 46 130 km de routes de son pays. Il considère par conséquent la construction et la réhabilitation des routes nationales comme un point crucial de sa politique d'infrastructures routières, et il s'est fixé l'objectif de faire en sorte qu'au moins 60 % des routes nationales de Guinée soient en bon état en 2020.

D'ailleurs, le même ministre des Travaux publics n'hésite pas à rafraîchir la mémoire des plus amnésiques : « *En arrivant au pouvoir en 2010, le Pr Alpha Condé a hérité d'un réseau routier dégradé à plus de 80 % : les routes revêtues étaient en mauvais état, et même, pour une bonne partie d'entre elles, en dégradation avancée. Ces chiffres et ces données sont disponibles au*

Le déficit électrique comblé par Souapiti et Amaria

L'accès à l'électricité est encore très faible en Guinée, notamment en milieu rural, puisqu'en 2016 seul un ménage sur trois en bénéficiait (33,5 %). Mais pour palier ce handicap, le 22 décembre 2015, le président Alpha Condé a officiellement lancé les travaux de construction du gigantesque barrage hydroélectrique de Souapiti, à 170 kilomètres au nord de Conakry, par China Water & Electric Corp. (CWE), une entreprise chinoise filiale du groupe des Trois Gorges⁽¹⁾. Les travaux de ce barrage d'une capacité de 450 mégawatts sont avancés à plus de 80%. Ce projet devrait permettre à la Guinée de combler une grande partie de son déficit électrique, tout comme celui du troisième barrage d'Amaria d'une capacité de 300 MW, au montant de 1,85 milliard de dollars, dont les travaux de construction ont démarré en janvier 2018.

La volonté du président Alpha Condé est d'accroître la production énergétique de son pays et d'en finir avec le cycle des délestages. C'est en effet dans cet objectif que s'inscrit le second barrage hydroélectrique de l'ère Alpha Condé. Situé sur le fleuve Konkouré à 6 km en amont du barrage hydroélectrique de Kaléta, cet ouvrage d'une hauteur de 116 mètres sur terrain naturel présente une longueur de 1 125 mètres à la crête.

Lors de la cérémonie de pose de la première pierre du barrage de Souapiti le 22 décembre 2015, à laquelle avait pris part le président guinéen en personne, Lansana Fofana, directeur général du barrage de Kaléta qui assure aussi la supervision du projet de Souapiti, avait indiqué que le barrage aurait « une retenue d'eau de 320 km², avec une chute normale de 100 mètres ». Par ailleurs, il dispose également d'une centrale de production semi-enterrée équipée de cinq turbines et d'un poste de départ de 225 kilovolts. Le coût de réalisation de cet ouvrage est de 1,5 milliard de dollars, et son schéma de financement prévoit un partenariat public-privé impliquant l'État guinéen, Exim Bank de Chine et d'autres investisseurs privés.

Ajoutons que le projet hydroélectrique de Souapiti dormait dans les tiroirs depuis 1947. En le réanimant, le président Alpha Condé a l'ambition de booster les secteurs porteurs de croissance, et en particulier celui des mines, premier pourvoyeur de devises du pays, ainsi que de parvenir à l'autosuffisance énergétique et de favoriser la transformation locale de minerais comme le fer et, surtout, la bauxite, le pays détenant les 2/3 des réserves mondiales. Alpha Condé n'a cessé d'appeler à la fin de l'exportation des minerais vers les autres continents. « Il est important que l'Afrique puisse transformer ses matières premières tant agricoles que minières sur place. Car cela va donner du travail à notre jeunesse et permettre à notre économie de se développer », avait-il déclaré lors de son discours donnant le coup d'envoi des travaux de Souapiti.

Abraham Kayoko Doré

⁽¹⁾ C'est cette même entreprise qui a bouclé un an auparavant les travaux du barrage de Kaléta, dont les capacités sont de 240 mégawatts et le coût estimé à plus de 446 millions de dollars.



Le barrage hydro-électrique de Kaléta, d'une capacité de 240 MW et situé à 150 km au nord-est de Conakry, a été inauguré en 2015.

Bureau stratégies et développement et de la banque de données routières du ministère des Travaux publics. » Et d'ajouter : « Très peu de voiries urbaines étaient construites, et nous avons trouvé le pays avec une densité routière en dessous de la moyenne sous-régionale. Ainsi, si je me permets d'insister sur ce taux si élevé de dégradation, c'est pour faire comprendre et apprécier à sa juste valeur ce qui a été réalisé par notre président en matière de routes durant ces presque dix ans. »

Un engagement qui a nécessité de revoir la politique de développement des infrastructures, de créer des organes de gestion et de fonctionnement plus structurants, et enfin d'élaborer des réformes fortes pour lancer cette nouvelle dynamique. Des réformes également orientées vers la mise en place d'un cadre propice à l'utilisation de financements privés pour la réalisation des infrastructures routières à travers les partenariats public-privé (PPP) avec l'adoption de la loi n° 2017-32 du 4 juillet 2017. « Nous avons réhabilité et/ou reconstruit – certains travaux sont encore en cours ou vont démarrer – plus de 2 000 km de routes nationales, des kms de voiries urbaines et, sur les routes préfectorales, il a été construit plus de 2 600 mètres linéaires d'ou-

vrages de franchissement », précise Moustapha Naïté.

Surcapacité d'accueil des investisseurs étrangers

En matière d'énergie (*lire notre encadré*), le défunt secrétaire général du « stratégique » ministère des Travaux publics Kadiata Mamoudou Kaba, connu pour être un inconditionnel du président Alpha Condé, aimait à répéter qu'à lui seul, « le barrage hydro-électrique de Kaléta détient une capacité de 240 mégawatts, contre 128 mégawatts réalisés en cinquante ans par les régimes précédents. Et je ne citerai pas les barrages Souapiti et Amaria actuellement en cours. C'est dire que le P^r Alpha Condé a réalisé en Guinée près de cinq fois plus de puissance électrique que les deux régimes réunis, et cela sans compter les lampadaires solaires installés dans toutes les sous-préfectures du pays. »

Autre aspect positif des réalisations du président qui ont fortement marqué l'empreinte de ses deux mandats, la capacité, voire la surcapacité d'accueil des investisseurs étrangers. « Quand un investisseur vient dans un pays, c'est pour investir, mais il ne veut pas non plus souffrir. Il doit dormir la nuit dans des conditions maximales de tranquillité. C'est un choix politique d'avoir ►(suite p. 10)

► opté pour attirer en Guinée de grandes enseignes hôtelières internationales », explique un conseiller à la Présidence. En effet, la volonté politique de réduire le déficit en hôtellerie des années 2010 à Conakry, devenu un lointain souvenir puisque la capacité hôtelière du pays est passée de 1 152 chambres en 2010 à 3 670 chambres en 2018, a fait que la métropole guinéenne a su attirer la plupart des investissements.

Les femmes à l'honneur

Dans un autre domaine, pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, plusieurs mesures ont été prises, parmi lesquelles la mise en œuvre du projet d'appui à la promotion du genre : les principaux acquis sont l'élaboration et l'adoption d'une Politique nationale du genre assortie d'un plan d'action stratégique, ainsi que la mise en place de cellules genre dans les départements ministériels et d'un système de micro-crédits à travers les Mutuelles financières des femmes africaines (MUFA). Toutefois, les femmes continuent d'être sous-représentées dans la vie publique et politique ainsi qu'aux postes de décision, même si sur ce sujet des efforts forts louables ont été fournis par le chef de l'État, qui n'a pas hésité à les nommer à des ministères régaliens dans quasiment chacun de ses gouvernements : Économie et Finances, Agriculture, Plan, etc. Dès le début de son second mandat, s'inspirant du Rwanda, il a parlé de quotas pour imposer les femmes dans les instances politiques et lors des candidatures aux différentes élections locales et nationales, faisant de la femme « une priorité » dans ses gouvernements.

Forte progression de l'accès aux TIC

Autre chantier réussi, la forte progression de l'accès aux technologies de l'information et de la communication, notamment à la connexion Internet haut débit, qui a considérablement augmenté depuis 2010 en passant de 4 000 abonnements en 2015 à 1 204 000 abonnements en 2018. Ajoutons à cela le taux de pénétration de la téléphonie en Guinée, qui a nettement évolué : « Nous avons observé qu'en 2015, ce taux de pénétration était de l'ordre de 99,1 %. Ce chiffre est passé à 97 % en 2016, puis a augmenté à 98 % en 2017 pour passer à 101,2 % en 2018 », explique Moustapha Mamy Diaby, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique (lire son interview p. 98-99). Animal politique, le président guinéen, par son action durant ces presque dix années, a contribué à ouvrir son pays au reste du monde, relève l'expert Christian Mion, Senior Partner minier et métallurgique parmi les plus expérimentés du cabinet EY dans le réseau mondial. Il soutient que le chef de l'État s'est fortement impliqué pour faire venir plus d'investisseurs, notamment dans le secteur des mines : Rio Tinto pour le fer de Simando, l'Anglo-Australien BHP Billiton pour la bauxite, le Brésilien Vale qui a plusieurs concessions minières ou le Russe Rusal avec la fonderie de Fria, etc. « En remplaçant la Guinée au centre du concert des nations sur le continent lorsqu'il a été président en exercice de l'Union africaine, il est clair qu'il a donné à la Guinée une vitrine médiatique de premier ordre, adossée par ailleurs sur les flux importants du secteur minier de la bauxite », reconnaît M. Mion. **Paul de Manfred**



A l'image du tête-à-tête Alpha Condé-Vladimir Poutine, en 2017, les investissements russes avec le géant de l'alumine Rusal s'élevaient à près de 300 millions de dollars en Guinée.

RETOUR TRIOMPHAL

Selon les autorités, ce sont près de 1,3 million de Guinéens qui se sont mobilisés pour accueillir le P^r Alpha Condé de retour au pays après une tournée internationale. Une démonstration de force qui visait à montrer que, n'en déplaise à l'opposition, le président n'est pas isolé.

À l'issue d'une tournée diplomatique qui l'a conduit à *Sotchi* pour le sommet Afrique-Russie, en *Turquie* puis en *France*, le président Alpha Condé a regagné Conakry où, le 31 octobre, l'attendaient des milliers de ses partisans déterminés à rivaliser avec les rassemblements de l'opposition.

En effet, cette dernière se mobilise en nombre pour manifester son refus de la réforme constitutionnelle souhaitée par la majorité présidentielle. Mais les partisans du chef de l'État, favorables à cette réforme, se sont rassemblés très tôt le matin tout le long du parcours présidentiel pour manifester leur adhésion à ce projet. Ainsi, l'on pouvait lire sur des pancartes « *Je veux ! Tu ne veux pas ? Allons au référendum* », ou encore, de façon plus directe sur des banderoles, « *Oui à la nouvelle Constitution, c'est la Guinée qui gagne !* », ainsi que « *P^r Alpha Condé, l'espoir du peuple* » et « *Laissez-le achever ses chantiers* », autant de messages portés par des militants gonflés à bloc et censés contrebalancer les slogans de l'opposition comme « *Amoulanfè* », qui signifie « *Ça ne passera pas* »



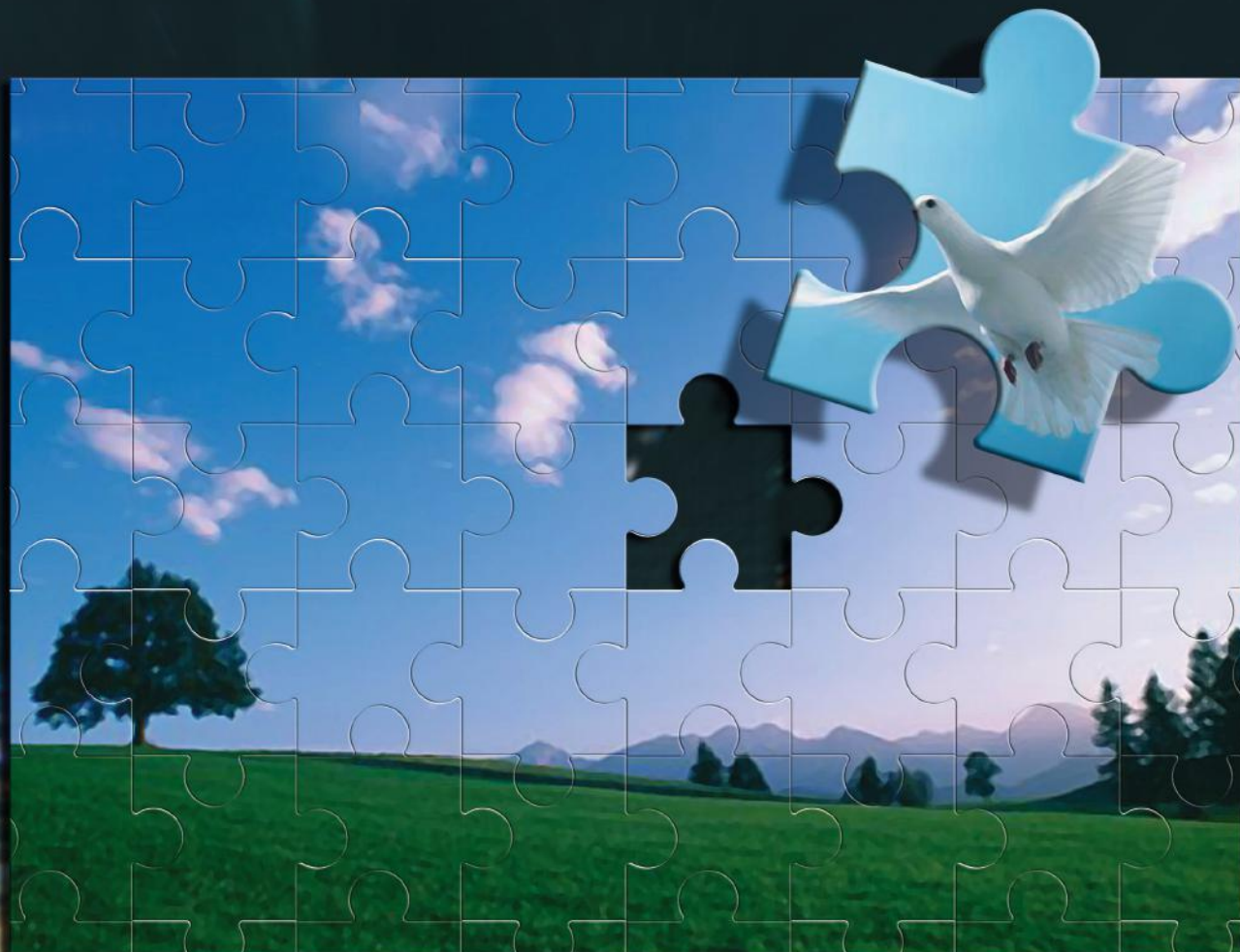
Le président Alpha Condé saluant la population massée tout au long de son parcours présidentiel.

en soussou ⁽¹⁾ et qui a été adopté par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) opposé à tout projet de référendum susceptible de permettre au président Alpha Condé de briguer un troisième mandat en 2020.

L'avion du président de la République est arrivé à l'aéroport international de Conakry aux environs de 13 heures. Accueilli par l'ensemble du gouvernement avec, à sa tête, le Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana, le président Alpha Condé, dans sa voiture de commandement, devait se diriger vers Kaloum, centre de l'administration et des affaires. Vêtu d'une chemise africaine bleue et portant ses lunettes noires, celui-ci n'a pas hésité, avant de quitter l'aéroport, à prendre un bain de foule au milieu de ses partisans. Ce n'est que près de 3 heures plus tard que le cortège présidentiel atteindra l'esplanade du Palais du peuple, où Alpha Condé sera accueilli sous l'ovation de la population. Toujours debout dans son véhicule, il fera un tour d'honneur, puis repartira alors que la foule s'attendait à le voir prendre la parole. Mais le soin en avait été laissé au ministre des Sports et de la Culture, Sanoussy Bantama Sow, l'un des partisans de cette mobilisation à travers la Coalition démocratique pour une nouvelle Constitution, qui s'est mis à haranguer la foule. « *Nous demandons à tous les jeunes capables de marcher d'accompagner le président jusqu'au palais Sékhoutouréya* », a-t-il signifié au micro depuis le podium...

Louise Bibalou-Durand

⁽¹⁾ L'une des trois langues nationales les plus parlées en Guinée.



Vous allez comprendre l'Actualité !

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

www.lintelligentdabidjan.ci

Depuis 2007, l'Intelligent d'Abidjan nouvelle formule est arrivé. Plus clair, plus précis, plus dense, plus beau, en somme plus INTELLIGENT que jamais : nouvelles rubriques, plus de loisirs, plus d'investigations. Découvrez-le dès maintenant dans vos kiosques.

Le Quotidien dont vous avez rêvé.

■ Primature



Ibrahima Kassory Fofana, Premier ministre.

IBRAHIMA KASSORY PRÉFÈRE « L'IMPOPULARITÉ À L'IRRESPONSABILITÉ »

Après un an de gouvernance, le Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana évoque une série d'initiatives, parmi lesquelles une nouvelle Constitution et l'inclusion économique et sociale à travers l'ANIES.

À moins de deux ans de la fin de son quinquennat, le président Alpha Condé a fait appel à Ibrahima Kassory Fofana en le nommant Premier ministre en mai 2018. C'est donc à lui, considéré comme « *fin politique* » malgré le même profil de technocrate que son prédécesseur Mamady Youla, qu'a été confiée la

lourde charge de coordonner l'action gouvernementale en assurant le dialogue social avec les acteurs politiques de l'opposition et de la société civile, ainsi que de conduire à son terme tous les grands chantiers présidentiels, dont l'un des plus importants, semble-t-il, est la modernisation des institutions via une ►(suite p. 14)

Bio

Le 21 mai 2018, un décret signé du président Alpha Condé portait nomination du D' Ibrahima Kassory Fofana, 65 ans, au poste de Premier ministre, chef du gouvernement. Avant de devenir locataire du Palais de la Colombe, il était ministre d'État en charge des Investissements et des partenariats public-privé (PPP).

On sait qu'il a été un adversaire politique du président Alpha Condé – certains le jugeaient même « assez teigneux » – et proche de feu le général président Lansana Conté (1984-2008), dont l'un des opposants historiques n'était autre que... Alpha Condé. Mais les deux hommes se sont rapprochés après la victoire d'Alpha Condé à la présidentielle de 2010. Si, à l'instar de son prédécesseur Mamady Youla, le D' Kassory est un technocrate rompu de longue date aux secteurs stratégiques de l'économie guinéenne, il est aussi et surtout un politique avisé. À la présidentielle de 2010, il tenta de se faire élire avec sa formation GPT (Guinée pour tous) mais fut recalé au premier tour. En 2014, c'est à la faveur d'un accord politique avec le parti au pouvoir qu'il intégrera le gouvernement guinéen comme ministre d'État ayant en charge la conduite des négociations avec plusieurs partenaires étrangers. L'accord politique entre le GPT du D' Kassory Fofana et le RPG-Arc-En-Ciel de l'actuel chef de l'État sera d'ailleurs définitivement scellé avec la disparition du GPT, absorbé par le parti au pouvoir en mai dernier.

Riche de plus de trente ans d'expérience dans la gestion des affaires, le management de projets ainsi que l'ingénierie financière et sociale, Ibrahima Kassory Fofana est connu pour être un macro-économiste spécialiste des politiques économiques. Préalablement directeur national des investissements publics de 1990 à 1994, administrateur des grands projets de 1994 à 1996 et ministre du Budget et de la Restructuration du secteur parapublic en 1996-1997, il a aussi été gouverneur pour la Guinée de la Banque africaine de développement, administrateur pour la

Guinée du Fonds monétaire international et membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés privées et publiques, dont la Société Guinéenne de Palme et Hévéc (SOGUIPAH), la Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG) et la Société d'Exploitation des Eaux de Guinée (SEEG). Ministre de l'Économie et des Finances de 1997 à 2000, il mettra en œuvre, avec la participation active des unions syndicales, un programme d'assainissement du fichier de la fonction publique, aboutissant à la suppression des postes fictifs, donc à des milliards de GNF d'économies sur la masse salariale du Trésor public.

Durant sa carrière, l'actuel Premier ministre a été chef de nombreuses délégations techniques et ministérielles lors de négociations de financement de projets et de programmes nationaux, parmi lesquels les projets d'adduction d'eau des principales villes de Guinée, soit la capitale Conakry et sept préfectures de l'intérieur, la réhabilitation de l'hôpital Ignace Deen en partenariat avec la Communauté européenne, les projets routiers de Route le Prince avec la Coopération russe, les projets Sérédou-N'Zérékoré-Kankar et Kourémalé ainsi que l'autoroute à 2 voies Tombo-Gbessia, réalisés sur financement des Fonds arabes et de l'Agence française de développement (AFD). Il a aussi initié et mis en œuvre de nombreux microprojets sur financement propre de l'État : la réfection de l'université de Conakry, de la mosquée Fayçal de Conakry et du stade de Donka ainsi que la construction des stades de Kaloum et de Labé.

Titulaire d'un doctorat en développement, finances et banque de l'American University de Washington DC obtenu en 2002, il a aussi décroché un diplôme d'études supérieures avec mention « Remarquable » de la faculté de comptabilité de l'université IPGAN de Conakry. Enfin, sachez également qu'il est depuis 2003 président d'un cabinet de consultant international basé à Washington.

► réforme constitutionnelle. Concernant l'éventualité d'une nouvelle constitution, le Premier ministre Kassory Fofana a été clair le 30 mai dernier à Conakry lors d'une conférence de presse consacrée au bilan de sa gouvernance des douze derniers mois, et n'a pas mâché ses mots en affirmant être favorable au changement de la loi fondamentale. « *La Constitution garantit la libre opinion. Qu'on soit d'accord ou pas d'accord sur les sujets, il faut que les Guinéens s'expliquent. La Constitution change au rythme des mutations sociales.*

« **À la question d'une nouvelle Constitution, en tant que citoyen, je réponds oui.** »

En tant que citoyen, j'ai posé la question au gouvernement, individuellement, en invitant chaque ministre à se prononcer sur le principe d'une nouvelle Constitution. La réponse est unanime: il n'y a pas de doute », a indiqué le Premier ministre. Et pourquoi ? « Nous avons une Constitution qui consacre une douzaine

d'institutions républicaines dont le fonctionnement, en termes de coût, est très lourd pour les jeunes démocraties que nous sommes. Donc à la question d'une nouvelle Constitution, en tant que citoyen, je réponds oui. En tant que gouvernant, je dis oui », a-t-il déclaré, rappelant au passage que tous les membres de son gouvernement partageaient sa position.

Lors de cette intervention, évitant de céder à l'autosatisfaction, le chef du gouvernement n'a pas manqué de faire le point sur une série de thèmes au rang desquels l'amélioration de la gouvernance, avec un accent mis sur la lutte contre la corruption et l'impunité. Sur ce point, beaucoup se souvenaient que lors de sa déclaration de politique générale devant les députés au Parlement au lendemain de sa nomination

en juin 2018, le nouveau Premier ministre annonçait un coût de la corruption et des détournements de l'ordre de 600 milliards de GNF par an dans son pays. Un fléau qu'il jurait de combattre. En un an pourtant, les scandales financiers se sont multipliés, à l'exemple des 4 milliards de GNF qui se sont mystérieusement

volatilisés des caisses de la SOGEAC (Société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Conakry Gbessia). Le Premier ministre a répondu : « *Les réformes sont difficiles à mener en Guinée, mais nous restons fidèles à nos engagements et nous ne ménagerons aucun effort dans la poursuite de cette lutte essentielle pour le pays.*

Dans la lutte contre la corruption, « les résistances sont réputées nombreuses et fortes ».

À ce titre, je soulignerai que le cadre institutionnel de lutte contre la corruption a été restructuré et renforcé. Les corps de contrôle, à travers l'Inspection d'État, l'Inspection des Finances et des ministères sectoriels, ont été réactivés. Les premiers résultats issus des audits menés ont donné lieu à un début de sanctions des fonctionnaires incriminés, avec des poursuites judiciaires sanctionnées par des condamnations. C'est un combat qui requiert la conjugaison d'efforts de tous, y compris de la police pour les investigations, de la presse pour l'information objective des citoyens et de la justice pour l'application rigoureuse de la loi. De plus, ce n'est pas le travail d'un jour ou une action qu'un homme seul peut réussir : la pratique étant très ancienne et ancrée dans les mœurs, les résistances aussi sont réputées nombreuses et fortes. ».

Sur d'autres préoccupations dont la sécurité, la paix et la quiétude sociale, le développement des infrastructures socio-économiques de base (énergie, routes, télécommunications, logements sociaux, etc.), l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes, l'assainissement et la salubrité publique, les initiatives présidentielles visant le développement de l'agriculture à travers des filières à valeur ajoutée ou encore la répartition inclusive de la richesse nationale, ce qu'il est convenu d'appeler, selon lui, le partage équitable de la prospérité, le gouvernement de M. Kassory est à la manœuvre. L'une de ses ambitions porte sur « *le projet novateur du chef de l'État qui affecte 15 % des revenus miniers au financement du développement des collectivités locales, avec pour organe d'exécution l'Agence nationale de financement des collectivités. C'est un programme ambitieux de plus de 700 milliards de GNF visant à impulser une dynamique de développement économique à la base en créant des emplois et en stimulant l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans tout le pays. Plus de 700 projets d'infrastructures mobiliseront près de 700 PME et près de 500 jeunes encadreurs pour le suivi des projets sur l'ensemble des 342 communes urbaines et rurales.*

Enfin, une autre initiative porte sur l'inclusion économique, financière et sociale à travers l'ANIES (Agence

nationale d'inclusion économique et sociale (*lire l'interview de sa directrice générale, p. 50-51*). L'objectif? « *Extraire de l'extrême pauvreté 40 % des Guinéens, soit 5 millions de nos concitoyens, à l'horizon 2025* », a indiqué le Premier ministre. Comme Georges Pompidou, il affirme qu'il « *préfère l'impopularité à l'irresponsabilité* », estimant qu'à notre époque, il reste possible de changer son image et de convertir l'opinion, mais que l'histoire a montré maintes fois qu'il

est parfois impossible de rattraper des erreurs liées à l'hésitation des dirigeants pendant les heures graves de la vie des nations. Pour lui, ce bilan au bout d'un an de gouvernance et les perspectives en cours s'inscrivent dans la vision de son président, qui a à cœur d'œuvrer pour une Guinée émergente.

Paul de Manfred

Les initiatives d'Ibrahima Kassory Fofana

Comment traduire les performances économiques de la gouvernance du P^r Alpha Condé en réalités tangibles dans le quotidien des Guinéens ? C'est à cette question que veut répondre la série d'initiatives lancées par le Premier ministre. « *À ce titre, les initiatives entreprises sont nombreuses et les résultats déjà perceptibles. D'ores et déjà, nous avons mobilisé 104 millions de dollars de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de nos fonds propres* », explique-t-il. L'objectif est la mise en œuvre d'un programme pilote portant sur les transferts monétaires et les travaux à haute intensité de main-d'œuvre sur un échantillon de 400 000 personnes vulnérables.

Deuxième initiative, la création de la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI) en vue de relever le niveau actuel de collecte des ressources internes en les faisant passer de 13,5 % à au moins 20 % du PIB, conformément aux recommandations de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

La troisième initiative est l'amélioration du cadre de vie des Guinéens par l'élaboration d'une politique ambitieuse de logements sociaux se traduisant dans un premier temps par la création de l'Agence guinéenne pour le financement du logement (AGUIFIL). D'ores et déjà, un accord tripartite a été conclu pour le financement du logement social entre le gouvernement, la Banque centrale et l'Association professionnelle des banques. En outre, un projet pilote de 5000 logements va être lancé.

La quatrième initiative est le lancement d'une stratégie globale pour l'emploi et l'entrepreneuriat en Guinée, notamment en faveur des jeunes et des femmes. Ce sont environ 300 millions de dollars qui ont déjà été négociés et conclus avec différents bailleurs de fonds dont, entre autres, l'UE, la Banque mondiale et la Société financière internationale, ainsi que les agences spécialisées du système des Nations unies : la BID, l'AFD et la BAD.

Votre hebdomadaire satirique se rapproche de vous



Retrouvez-vous maintenant sur mobile



LA RUSSIE, UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE

Le 1^{er} sommet Afrique-Russie s'est tenu les 23 et 24 octobre à Sotchi, sous la coprésidence de Vladimir Poutine et de Fattah Al-Sissi. Quarante chefs d'États africains y ont pris part. Le président Alpha Condé, dont le pays entretient depuis plus d'un demi-siècle des rapports étroits avec Moscou, a eu droit à un traitement de faveur.

« Je suis très heureux d'accueillir notre nouvelle rencontre, et d'emblée, je tiens à souligner que la Guinée est notre amie fiable et de longue date en Afrique. » C'est avec ces mots que le président Vladimir Poutine a ouvert sa rencontre avec son homologue Alpha Condé le 24 octobre lors du 1^{er} sommet Afrique-Russie à Sotchi en présence des délégations des deux pays (lire notre encadré). Le dirigeant russe a promis d'être du côté du peuple de Guinée en appuyant le gouvernement dans le plan de développement de son pays. Il a également rappelé les liens anciens qui unissent la Russie à la Guinée depuis son indépendance en 1958. « Je vous rappelle que l'Union soviétique a été l'une des premières nations

le directeur général, ainsi que dans la formation des cadres, et notamment ceux du secteur de la santé. « Je rappelle que les médecins russes présents sur la base du Centre médical russo-guinéen de Kindia ont élaboré une nouvelle version du vaccin contre le virus Ebola afin de prévenir toute résurgence de cette pandémie. Ce vaccin, dans sa forme en poudre, est une version qui peut être conservée exclusivement à une température de -5°C. Nous maintenons également une coopération militaire suivie avec la Guinée », a indiqué l'ancien diplomate. En effet, en 2018, la Russie et la Guinée ont conclu pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS un accord de coopération militaire, l'ambassadeur de Guinée à Moscou Mohamed Keita indiquant : « Cette coopération a atteint un niveau stratégique ». Il a aussi précisé que, « à l'époque de l'URSS déjà, la formation du personnel militaire à tous les niveaux et dans tous les domaines était russe. Nous envoyions nos cadres de l'armée étudier en Russie dans les écoles d'aviation, de la marine et les universités de l'armée de terre. Tous nos équipements militaires sont russes. C'est dire que ce processus ne s'est jamais arrêté jusqu'à aujourd'hui. » En outre, la Guinée fait partie des pays d'Afrique concernés par le programme d'effacement par la Russie de 20 milliards de dollars de dettes africaines.

Paul de Manfred

Une nouvelle version du vaccin contre Ebola a été mise au point par des médecins russes en Guinée.

à reconnaître la jeune République de Guinée, juste deux jours après la déclaration d'indépendance de votre pays », a-t-il déclaré, ajoutant que l'ex-Union soviétique avait aidé la Guinée à reconstruire des chemins de fer ainsi qu'à se doter d'un réseau de routes, de l'université de la capitale, de l'aéroport et de plusieurs autres infrastructures. Aujourd'hui, les relations entre les deux pays sont un partenariat étroit. « La coopération bilatérale a considérablement augmenté depuis votre visite officielle en Russie en septembre 2017 », a d'ailleurs fait observer Vladimir Poutine. Pour sa part, le président Alpha Condé, entouré de plusieurs de ses ministres, a salué la bonne relation qui existe entre son pays et la Fédération de Russie : « Depuis l'Union soviétique, vous avez été avec nous, main dans la main, en nous soutenant. »

Pour donner un aperçu des relations entre les deux pays, Alexandre Brégadzé, ancien ambassadeur de Russie en Guinée, a indiqué qu'actuellement cette coopération se développe essentiellement dans le domaine économique avec la société minière Rusal, dont il est aujourd'hui

La Russie veut renforcer ses exportations

Si la Russie signe un grand retour politique dans le giron africain, c'est avec la volonté d'intensifier ses échanges économiques et commerciaux : ils représentaient 5 milliards de dollars en 2017 en Afrique subsaharienne en incluant les 17 milliards des pays du Maghreb, alors qu'entre l'Afrique et l'UE, ils sont de l'ordre de 275 milliards de dollars sur la même période, de 200 milliards avec la Chine, de 70 milliards avec l'Inde et de 53 milliards avec les États-Unis. Vladimir Poutine a bien l'intention d'inverser cette tendance...

CELLOU DALEIN DIALLO JOUE À QUITTE OU DOUBLE

Battu aux présidentielles de 2010 et de 2015, le chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo sait que si Alpha Condé se représente en 2020 – après changement de la Constitution –, ses chances d'être élu président de la République se réduiraient comme peau de chagrin.

L'obstacle de taille que doit surmonter Cellou Dalein Diallo, chef de file de l'opposition et leader de l'UFDG, est l'exploitation à ses dépens par ses adversaires de la notion d'ethnocentrisme, dont ils remplacent le sens large de « tendance d'une société, d'une ethnie à se considérer comme le centre du monde » par une définition plus étroite de « tendance d'une ethnie à cultiver le repli identitaire et l'exclusion communautariste ». L'exploitation politique de l'ethnocentrisme a abouti à une stigmatisation de la communauté peule qui dénonce, à son tour, la victimisation dont elle fait l'objet. Il résulte de cette structuration des rapports sociaux un sentiment de méfiance, voire de défiance, préjudiciable à un vote en faveur

de l'UFDG. Le défi est donc important, car M. Diallo doit apporter à ce blâme « explicite ou implicite » de délit d'ethnocentrisme une réponse idoine alors même que le sujet est délicat, sensible. Mais le jeu en vaut la chandelle.

Après la révolution, sous le régime du président Lansana Conté de 1984 à 2008, les hommes d'affaires peuls qui avaient fui les « pogroms » du parti-État pour s'exiler en Afrique ou ailleurs sont revenus et se sont largement investis dans les affaires, tous secteurs de l'économie confondus. Bénéficiant à la fois d'une longue pratique de l'économie libérale dans leurs différents pays d'accueil et du laxisme de l'administration fiscale guinéenne, ils prospèrent face à des compatriotes souvent

confinés dans l'informel et dont le dynamisme entrepreneurial est handicapé par la logique de l'économie socialiste dont ils sont coutumiers. L'emprise des Peuls sur l'économie nationale s'affirme rapidement, puis se raffermir au fil des ans depuis 1984. Cette tendance haussière de l'hégémonie des opérateurs économiques de Moyenne-Guinée suscite alors de la jalousie, puis des frustrations et enfin des récriminations de la part de leurs concurrents des autres communautés, certes, mais aussi d'une importante frange de la population. Cette réussite économique, qui est aussi bien celle des grands opérateurs que des moyens et petits commerçants, intervenue sous un président qui n'est pourtant ni des leurs, ni de leur région naturelle, a produit un effet boomerang inattendu : une levée de boucliers contre ce que certains considèrent comme une oppression économique peule et qui plombe l'UFDG, notamment lors des consultations électorales. S'affranchir des blâmes de « délit d'ethnocentrisme » et « d'oppression économique » probablement issus d'un procès d'intention constitue un défi électoral majeur à relever, car ces accusations deviennent, entre les mains des adversaires de Cellou Dalein Diallo, des instruments de campagne imparables vis-à-vis d'électeurs

Bio

Le chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo, 67 ans, marié et père de 3 enfants, est un pur produit de l'école guinéenne, où il a effectué tout son cursus en dehors de quelques stages au sein des institutions de Bretton Woods. Diplômé en 1976 de l'École nationale d'administration de Guinée, il a rapidement intégré la Banque guinéenne du commerce extérieur, actuelle Banque centrale du pays (BCRG), où il a été chef du bureau d'études de 1982 à 1984. De 1986 à 1994, toujours à la BCRG, il accède à différents postes à responsabilités : directeur du département de la comptabilité et du budget, puis directeur général des affaires économiques. De 1994 à 1996, il devient administrateur général adjoint de l'administration et du contrôle des grands projets, une structure chargée de veiller à l'exécution des projets de développement.

Être un homme du sérail a sans doute largement favorisé son ascension politique, qui commence en 1996 lorsque M. Sidy Touré, promu Premier ministre, lui confie l'important ministère des Travaux publics, des Postes et Télécommunications et des Transports. Après une longue carrière ministérielle qui s'étendra jusqu'en 2004, il sera Premier ministre de 2004 à 2006, période où il prendra la tête de l'UFDG, une formation insignifiante à l'époque mais qu'il transformera en première force politique du pays lui permettant, lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2010, de devancer largement ses deux principaux concurrents, Alpha Condé (18 %) et Sidy Touré (13 %), avec près de 44 % des voix. Pourtant, dans un contexte « d'ethnisation » à outrance des consultations électorales qui voient depuis 1993 les électeurs s'intéresser très peu aux programmes des candidats, le fait d'appartenir à l'ethnie la plus importante des points de vue économique et démographique n'a pas suffi à M. Diallo pour remporter les batailles présidentielles ou législatives.



Cellou Dalein Diallo,
chef de file de l'opposition
et leader de l'UFDG.

dont beaucoup sont indigents, sensibles et poreux. Associés dans un argumentaire électoral raffiné, ces deux stéréotypes peuvent devenir des obstacles rédhibitoires dans l'ascension vers le palais présidentiel de Shekoutoureya. À n'en pas en douter, le président de l'UFDG et son entourage ont compris ces paramètres et envisagent les solutions appropriées.

Les velléités de l'actuel chef de l'État de solliciter un troisième mandat après un changement de la Constitution au moyen d'un vote référendaire ou parlementaire sont considérées par M. Dalein Diallo et ses partisans

Pour l'opposition, l'idée d'une candidature d'Alpha Condé en 2020 est inacceptable.

comme une épreuve à craindre. Les caciques de la majorité présidentielle évoquaient vaguement, il y a un an, l'éventualité de ce troisième mandat pour l'actuel locataire de Sekhoutoureya au terme de ses deux quinquennats constitutionnels. Mais comme la Constitution ne présente aucune faille pour une telle initiative, ils préconisent depuis le début de l'année l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui « oublierait » les deux mandats déjà assumés par M. Alpha Condé.

Les principaux partis de l'opposition (UFDG, UFR, PADES, etc.) et une importante frange de la société civile (PECUD, Balai Citoyen, etc.) s'opposent à cette démarche qu'ils qualifient d'anticonstitutionnelle et taxent de déni de démocratie. Si elle réussit, les chances de Cellou Dalein Diallo et des autres challengers tels que Sidya Touré et Lansana Kouyate d'être élus présidents de la République se réduiraient comme peau de chagrin en 2020, voire au-delà. Comme disait le président gabonais Omar Bongo Odimba: « *En Afrique, un président n'organise pas des élections pour les perdre* ».

Pour ces prétendants, l'idée de la candidature d'Alpha Condé en 2020 est tout simplement inacceptable. Ils s'engagent à la combattre par tous les moyens, y compris les manifestations de rue.

Pour remporter la présidentielle de 2020, le chef de file de l'opposition devra donc affronter de nombreux et importants défis, dont le moindre n'est pas la candidature de l'actuel président. Empêcher l'opportunité de cette candidature est au cœur de la bataille électorale de l'UFDG et de son leader, qui n'entend certainement plus se laisser rouler dans la farine comme en 2010 et en 2015, car « *chat échaudé craint l'eau froide* », dit l'adage.

Abraham Kayoko Doré

FRÉQUENCE RADIO : 93.5 FM

De 06h à 02 h du matin



- *Un outil d'information, de sensibilisation, de dialogue, d'éducation et de divertissement*
- *Le choix et la pertinence de ses programmes*
- *Son originalité basée sur l'Interactivité avec les auditeurs, les SMS, et par l'internet*

www.soleilfmquinee.net

Accueil : (+224) 666 10 62 12 / 631 20 27 27
Standard : (+224) 666 93 59 35 / 628 93 59 35 / 657 93 59 35
E-mail : soleilfmradio@yahoo.fr

PRÉSIDENTIELLE 2020 : SIDYA L'OUTSIDER PEUT-IL GAGNER ?

Sidya Touré, dirigeant de l'UFR, est le troisième poids lourd de la politique guinéenne. En effet, depuis la présidentielle de 2010, son parti talonne toujours les deux grandes formations du pays : l'UFDG et le RPG-Arc-En-Ciel. Mais de quels atouts dispose-t-il pour prétendre battre ses deux principaux rivaux en 2020 ?

Logiquement, on ne peut pas imaginer que l'ancien Premier ministre leader de l'Union des Forces Républicaines (UFR), dans sa position favorable d'outsider, ne soit pas tenté de briguer à nouveau en 2020, pour la troisième fois, la fonction de président de la République. Mais comment peut-t-il vaincre ses deux principaux adversaires, le chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG, et le RPG-Arc-En-Ciel de l'actuel président Alpha Condé, dont les formations politiques sont nettement plus fortes que la sienne ?

On observe que dans la sociologie électorale actuelle, aucun parti ne peut prétendre, sans alliance, remporter l'élection présidentielle, car la conquête et la conservation du pouvoir requièrent nécessairement la constitution d'alliances. Et cette évidence s'applique encore davantage à Sidya Touré et à l'UFR, formation concernant laquelle plusieurs voies peuvent être explorées, la solution la plus efficace semblant être l'alliance entre l'UFDG et l'UFR. Lors de l'élection de 2015, M. Touré avait vivement souhaité une candidature unique de l'opposition impliquant forcément l'alliance UFDG-UFR, avec sans doute le secret espoir d'être

plébiscité. Car, quoique son parti politique bénéficie d'une assise populaire de moindre envergure que celles de ses concurrents, M. Touré est crédité d'atouts solides, dont son appartenance à une minorité ethnique, son talent d'excellent communicant, et enfin et surtout sa connaissance des dossiers acquise lors des différentes fonctions qu'il a assumées : en Côte d'Ivoire, celles de direc-

teur de cabinet du Premier ministre de l'époque, Alasane Ouattara, et en Guinée celles de Premier ministre. Mais il s'agit pourtant là d'une alliance fort improbable. Car outre cette solution, bien d'autres opportunités d'alliance s'ouvrent au président de l'UFR, sachant que le microcosme politique guinéen est composé d'environ une centaine de partis de taille plus ou moins grande qui ne disposent pas, pour la plupart, de ressources humaines, financières et matérielles à même d'assurer leur fonctionnement quotidien, à plus forte raison de soutenir les coûteuses campagnes électorales. Ces partis sont disposés à conclure des alliances avec ceux dont les leaders bénéficient d'une notoriété et d'une crédibilité qui représentent un gage de mobilisation des fonds substantiels indispensables aussi bien au fonctionnement du parti qu'au financement des dépenses liées aux différentes consultations électorales. Dans cette perspective, un deal gagnant-gagnant avec une formation telle que l'UPG, déjà en alliance parlementaire avec l'UFR, le PADES, l'UDG et bien d'autres partis de la Basse-Guinée et de la Guinée forestière, n'est pas une vue de l'esprit. Par ailleurs, la société civile constitue un vivier électoral à explorer, sensibiliser et exploiter judicieusement. La réputation de technocrate compétent et avisé dont jouit Sidya Touré joue en faveur de la mobilisation d'électeurs parmi les populations, et notamment de la frange que l'on pourrait qualifier de « classe moyenne », sans appartenance politique définie. Enfin, sur le plan régional, la Guinée forestière demeure un no man's land électoral, excentré, accessible à tous les partis. En l'absence de leader charismatique depuis la disparition de l'ancien Premier ministre Jean-Marie Doré et la mise à l'écart à Ouagadougou, depuis 2009, de l'ancien chef de la junte militaire Moussa Dadis Camara pour « convalescence », M. Touré et l'UFR pourraient bien transformer en électorat opérationnel le capital d'estime qu'ils avaient engrangé dans cette région. Dans la course à l'élection présidentielle de 2020, le président de l'UFR pourrait donc disposer d'arguments consistants pour rivaliser avec les favoris.

Abraham Kayoko Doré



Sidya Touré, président de l'Union des Forces Républicaines.

« INTEGRA FACILITE L'ACCÈS DES JEUNES À LA VIE ACTIVE »

Josep Coll, ambassadeur de l'UE en Guinée, évoque le dispositif INTEGRA qui vise à offrir aux jeunes des opportunités d'emploi pour les empêcher de s'engager dans des filières de migration clandestine. En partenariat avec le gouvernement, il s'agit de développer le secteur du travail à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO).

La Guinée et l'Union européenne ont procédé le 19 novembre 2018 au lancement du programme INTEGRA. Quel est son objectif ? On sait que l'enveloppe budgétaire est débloquée par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique, mais quels sont sur le terrain les partenaires qui contribuent à la mise en œuvre d'INTEGRA ?

Josep Coll : L'objectif global d'INTEGRA est de contribuer à la prévention et à la limitation de la migration irrégulière. Le programme INTEGRA se veut également vecteur de réintégration des migrants de retour et facilitateur d'une insertion socio-professionnelle durable des jeunes Guinéens, ceci afin de promouvoir le développement économique inclusif de la Guinée. Spécifiquement, il s'agit de développer le secteur du travail à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) en

« La stabilité d'un pays dépend fortement de sa capacité à offrir à la jeunesse un accès à la vie active. »

combinant plusieurs actions : l'établissement de plans de développement économique de niveau local, l'accès à la formation professionnelle ainsi que la préparation à la vie professionnelle, la création d'emplois durables à travers le développement de l'entrepreneuriat et le renforcement de certaines chaînes de valeur porteuses, une offre de services financiers adaptés répondant aux besoins des bénéficiaires diffusée et renforcée dans les régions d'intervention, et enfin l'information des populations cibles dans les régions de départ et les zones d'intervention quant aux opportunités de ces actions et aux risques liés à cette migration irrégulière.

À combien peut-on estimer le montant des investissements dédiés à INTEGRA ?
Il est de 65 millions d'euros et il est entièrement financé

par l'Union européenne au titre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Les partenaires de mise en œuvre sont la Coopération belge à travers ENABEL, la Coopération allemande à travers la GIZ et les agences du système des Nations unies : PNUD, UNCDF et ITC. La mise en œuvre de ce programme est étroitement coordonnée avec les actions des ministères suivants : ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, ministère du Commerce, et enfin ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle, de l'Emploi et du Travail.

Alors qu'il s'est déjà écoulé plus d'un an, êtes-vous en mesure d'avancer un premier bilan de ce dispositif prévu sur 4 ans ?

Comme pour tout projet, la première année est d'abord caractérisée par la mise en place du dispositif. Ceci est d'autant plus vrai pour un programme tel qu'INTEGRA, qui est d'une complexité élevée. Néanmoins, vous avez un premier aperçu de l'impact du dispositif avec l'avancée des travaux d'infrastructures en HIMO déjà commencés, et d'autres pour lesquels les préparatifs sont terminés, à l'instar des infrastructures prévues pour une meilleure gestion et exploitation de la plage de Bénarès à Conakry. Ensemble avec les jeunes du quartier et le ministre de la Jeunesse, nous y étions le 9 octobre 2019 pour une campagne d'assainissement fortement symbolique. Certains jeunes ont commencé leurs parcours d'intégration socio-économique et ont ouvert des comptes bancaires pour la première fois de leur vie. Sur leurs comptes seront versés les revenus qu'ils auront gagnés en travaillant sur les chantiers HIMO. L'épargne que certains auront pu commencer constituera à la fin de leur parcours de formation une ressource pour se lancer dans des projets personnels ou avoir accès à des microcrédits.

En termes de cohésion, de stabilité et de sécurité, quels sont les objectifs d'INTEGRA ?



Josep Coll,
ambassadeur de l'Union
européenne en Guinée.

La stabilité d'un pays dépend fortement de sa capacité à offrir à la jeunesse un accès à la vie active. La cohésion sociale en dépend. C'est un enjeu majeur partout dans le monde. Dans un pays comme la Guinée où les moins de vingt-six ans représentent les deux tiers de la population, cette intégration dans la vie active est évidemment l'une des grandes priorités du gouvernement. Au vu de l'immensité de cette tâche, j'aimerais de nouveau souligner que l'Union européenne précise qu'INTEGRA doit être considéré comme une étape pour entamer une dynamique, une sorte de laboratoire pour mettre en place des approches nouvelles. INTEGRA à part, ce sont les politiques publiques qui doivent effectuer le gros du chantier.

Cette approche fait écho à ce que propose la Commission européenne à travers la nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe, une alliance pour des investissements et des emplois durables. Cette alliance permettrait de créer jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq années à venir. Afin d'encourager ces investissements et de créer des emplois, il faut faire correspondre les compétences aux exigences du marché du travail.

Lors du lancement de ce dispositif, la directrice exécutive du Centre du commerce international a expliqué qu'INTEGRA était certes un catalyseur, mais pas la solution à tous les problèmes, proposant de l'utiliser de manière intelligente. À quels types de solutions faisait-elle allusion ?

Quand ma collègue de l'ITC a souligné cela au lancement d'INTEGRA, elle a voulu exprimer exactement ce que je viens de vous dire : INTEGRA n'est qu'un projet, mais la grande tâche de l'intégration de la jeunesse

guinéenne dans la vie active doit être portée par notre partenaire, le gouvernement. En même temps, il faut appeler les jeunes bénéficiaires guinéens à bien vouloir comprendre et saisir l'opportunité unique qu'INTEGRA leur offre.

Qu'apporte INTEGRA au Plan national de développement économique et social (PNDES), sur lequel il s'est aligné ?

Le gouvernement de Guinée a récemment lancé le premier processus de *stocktaking* concernant les avancées réalisées dans le cadre du PNDES. Il est donc encore un peu tôt pour en parler. Toutefois, je suis convaincu que les objectifs d'INTEGRA s'alignent parfaitement sur ceux du PNDES. Il faut rappeler qu'avant de lancer INTEGRA, un exercice d'identification a été conduit avec les départements sectoriels concernés afin de travailler en parfaite synergie.

L'objectif de ce programme est d'améliorer notamment la formation à la vie professionnelle. À cet effet, avez-vous des synergies avec l'Office national de formation et de perfectionnement professionnel guinéen ?

Évidemment, nous travaillons avec les structures nationales compétentes dans la formation professionnelle, l'enseignement technique, l'emploi jeune, les investissements, la finance inclusive, les partenariats public-privé, et j'en oublie. L'ONFPP en fait partie. Cela va de soi et illustre de nouveau l'esprit de notre coopération : nous pouvons fournir uniquement une aide financière et technique, car ce sont les structures nationales qui portent la dynamique du changement de la République de Guinée.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet



atogomatin@gmail.com

La neutralité positive

Le Togo en un seul endroit.
Togo Matin, quotidien d'informations
générales et d'analyses.

Bihebdomadaire privé,
d'analyses et d'informations générales



■ Office national de formation et de perfectionnement professionnel

LES OBJECTIFS DE FORMATION SONT ATTEINTS

En matière de suivi, la division ingénierie de l'ONFPP, en charge de l'évaluation des formations, s'assure de l'impact économique de programmes tels que celui consacré à l'autonomisation des femmes en milieu rural.

Quel est le mécanisme de financement de l'Office national de formation et de perfectionnement professionnel (ONFPP) ? Lucien Beindou Guilao, directeur général (*lire son interview p. 28-29*), précise que son organisme est financé à 100 % par les contributions à la formation professionnelle et à l'apprentissage. Toutefois, voulant diversifier ses sources de financement, L. Beindou Guilao s'est employé à convaincre les bailleurs de fonds de venir renforcer les capacités financières de l'ONFPP. « *En effet, nous avons essayé, sans trop de succès. Cependant, nous avons pu obtenir une subvention de l'OIF pour notre programme d'autonomisation de 250 femmes vivant en milieu rural, et je profite de cette occasion pour leur exprimer toute notre gratitude. Pour être franc, nous n'avons pas insisté sur cette voie, dans la mesure où la Guinée est l'un des rares pays qui octroie des exonérations sur le social. Nombreuses sont les entreprises minières et industrielles qui bénéficient d'une exonération de paiement de la contribution à la formation professionnelle et à l'apprentissage. Or il est incohérent de se priver de ressources légales d'un côté et de demander l'aumône aux partenaires de l'autre. Il nous appartient donc d'orienter tous nos efforts vers une mobilisation interne efficace des ressources et, une fois que nous aurons épuisé notre potentiel en la matière, nous pourrions explorer d'autres leviers* », explique-t-il. Par ailleurs, en matière de gouvernance, l'ONFPP a mis en place des outils de suivi pour des programmes tels que le dispositif d'autonomisation des femmes

« L'ONFPP, avec son plan stratégique 2015-2020, déploie une gestion axée sur les résultats. »

vivant en milieu rural et péri-urbain. Cela a permis à la division ingénierie en charge du suivi et de l'évaluation des formations de s'assurer de ce que les objectifs de formation sont atteints. « *Ces évaluations sont très importantes car elles nous permettent d'estimer le nombre de situations où les bénéficiaires ont pu*

1^{er} Salon de l'orientation de l'étudiant guinéen

Du 28 au 30 août 2019 à Conakry, les attentes étaient grandes lors de la tenue de la 1^{re} édition du Salon de l'orientation de l'étudiant guinéen. « *Ce premier cru a permis entre autres de favoriser une meilleure compréhension des avantages liés à la formation technique et professionnelle pour la maîtrise de compétences qui facilitent l'accès à divers emplois. C'est d'ailleurs dans ce cadre que pour le projet INTEGRA financé par l'UE, mon département, en partenariat avec la GIZ (agence allemande de Coopération internationale), développe des champs sur la préparation à la vie professionnelle (PVP) à travers une formation de courte durée axée sur les filières porteuses dans les régions administratives de Kindia, Mamou, Labé et Faranah* », indique Lasana Komara, ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (*lire son interview p. 26-27*).

Le ministre ajoute que son département s'attache à développer des programmes de formation à travers l'approche par les compétences (APC), une approche soutenue par des stages en entreprise destinés à favoriser une meilleure intégration dans les milieux de l'emploi. Toutes ces actions s'inscrivent dans la mise en œuvre des objectifs et cibles définis par le Plan national de développement économique et social. Ce premier salon a réuni six universités du pays et des centaines de bacheliers soucieux de faire le bon choix d'orientation dans les filières proposées. **L.B-D**

mettre en œuvre les compétences acquises. Pour ce qui est du programme d'autonomisation des femmes en milieu rural, au-delà des aspects classiques, nous essayons d'évaluer ce qu'ont apporté nos formations sur le plan économique. Les résultats sont encourageants : les femmes touchées par le programme gagnent mieux leur vie que par le passé », explique le directeur général. Ce qui n'empêche pas ce dernier de reconnaître qu'il y a encore des progrès à faire en termes de modernisation de l'institution. Aujourd'hui plus que jamais, l'ONFPP, qui a mis en œuvre un plan stratégique 2015-2020, déploie une gestion essentiellement axée sur les résultats.

Louise Bibalou-Durand

« DES FORMATIONS QUI PRÉPARENT UNE MAIN-D'ŒUVRE OPÉRATIONNELLE »

Lansana Komara, ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle, de l'Emploi et du Travail, présente les initiatives mises en œuvre par son département visant à favoriser l'emploi des jeunes.



Celou Diallo

Lansana Komara, ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle, de l'Emploi et du Travail.

Dans votre discours de prise de fonctions, vous indiquez que le chef de l'État et le chef du gouvernement vous faisaient plus une obligation de résultats qu'une obligation de moyens. À l'approche de 2020, quels sont les résultats ?

Lansana Komara : Les résultats obtenus sont la construction et l'équipement de quatre Écoles régionales des arts et métiers (ERAM) à Labé, Boké, Siguiiri et Nzérékoré, l'amorce de construction de deux autres ERAM à Coyah et Dabola, l'obtention du financement par la BID des ERAM de Mamou et Kindia, dont les travaux débiteront en janvier 2020, la construction et l'équipement d'un complexe BTP-Hôtellerie à Nongo – don de la Fondation Mohamed VI –, la construction de deux CFP à Kouroussa et Kérouané, et enfin la construction et l'équipement d'une École normale des instituteurs à Mamou. Ces nouvelles écoles sont venues renforcer le réseau des institutions existantes, pour lesquelles la plupart des infrastructures et des équipements sont en pleine rénovation. C'est aussi le cas pour onze autres établissements : les CFP de Boké, Fria et Matoto, le CEPERTAM et l'ENAM, les ENAE de Koba, Tolo et Macenta, ainsi que le CAFPP-S de Macenta, l'ENPETP de Matoto, dont la rénovation et l'équipement se font par le PAFISAM sur financement C2D de l'AFD, et enfin la rénovation et l'équipement de l'ENPT de Kipé, financés dans un projet de partenariat public-privé avec la Chine. Tout cela a permis de créer de nouvelles filières porteuses et de développer de nouveaux programmes d'enseignement.

La mise en place d'une politique nationale d'emploi est venue conforter les activités de préparation et d'appui en faveur des jeunes diplômés dans la recherche du premier emploi. Dans ce cadre, l'achèvement de la construction et de l'équipement de la Maison de l'Emploi et des Compétences (MEC) de Kankan, ainsi que l'ouverture et l'équipement des bureaux de l'Emploi et des Compétences dans les communes de Kaloum, Ratoma, Matam et Matoto ont créé un cadre favo-

nable pour améliorer l'employabilité des diplômés et promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Quelle est la politique de votre gouvernement en matière d'enseignement technique ?

Le gouvernement a confié à mon département la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique en matière d'adéquation entre la formation et l'emploi. Sa vocation essentielle est de former pour le marché de l'emploi des agents et techniciens qualifiés et compétents grâce à la formation initiale et continue ainsi qu'à un apprentissage modernisé et performant. Cette formation et ce perfectionnement couvrent des domaines aussi variés que les mines, l'agriculture, l'industrie, l'hydraulique, l'énergie, l'hôtellerie, le tourisme, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), etc. Ainsi mon département a pour mission de former aux diverses compétences techniques et professionnelles nécessaires à la mise en œuvre de la politique de développement socio-économique du pays, en vue de la satisfaction progressive des besoins en main-d'œuvre dans les principaux secteurs de développement du pays, surtout agricole et minier, et cela grâce à une politique dynamique d'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Cette vision s'appuie essentiellement sur l'adéquation formation-emploi et vise à préparer une main-d'œuvre formée pour l'emploi.

Et de plus en plus, cette adéquation formation-emploi est bien instaurée dans les institutions de formation technique et professionnelle sur l'ensemble de notre dispositif de formation, qui compte actuellement 163 institutions réparties entre le public (56) et le privé (107), et qui développe 84 filières dans 50 corps de métiers pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. À ceci s'ajoute le dispositif de formation de courte durée constitué de 15 centres et qui assure une formation souple s'adaptant aux demandes sociales et

« Près de 7 500 femmes sont formées et équipées en outillage pour la couture, la teinture, les activités maraîchères, etc. »

économiques propres à chaque localité de notre pays et portant sur diverses filières comme la couture, la maçonnerie, le carrelage, les bars-restaurants, la coiffure, la floriculture, la peinture en bâtiment...

Le chef de l'État souhaitait dans un discours en 2015 axer son deuxième mandat essentiellement sur l'emploi, s'engageant réhabiliter les infrastructures des écoles et

à lutter contre le chômage. Le taux de chômage des moins de 25 ans étant estimé à plus 60 %, quelles initiatives ont été lancées pour favoriser leur emploi ?

Comme je vous le disais, la mise en œuvre de cet engagement du chef de l'État a permis de renforcer l'offre de formation existante, à travers notamment

Bio

Lansana Komara, 64 ans, marié et père de 5 enfants, est ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle, de l'Emploi et du Travail depuis mai 2018, conservant parallèlement ses fonctions de président du Comité de gestion et d'exploitation du barrage hydro-électrique de Kaléta (SAGEKA.SA) prises en décembre 2017, et de vice-président du Conseil économique et social de Guinée depuis 2015.

Une grande partie de sa carrière a été consacrée à l'enseignement dans les domaines de l'optique ondulatoire, de la physique nucléaire, des mesures en électricité et en électronique, de l'informatique, de l'électronique numérique et analogique, de la maintenance informatique et de la physique.

Ce plurilingue français, russe, kanianké, malinké, soussou et anglais a étudié en Union soviétique, en Biélorussie, en France et en Guinée. Il est titulaire d'un master en sciences physiques et mathématiques et prépare un DEA en énergie renouvelable ainsi qu'un doctorat étudiant l'influence de la latérite rouge de Conakry sur le climat et la détermination de la teneur en fer.

la réhabilitation des infrastructures et équipements existants et la réalisation de nouvelles institutions, mais aussi avec l'ouverture de nouvelles filières et le développement de nouveaux programmes ainsi que la rénovation des programmes existants en vue d'une meilleure adéquation des formations aux emplois disponibles sur le marché. À tous ces acquis s'ajoutent de nombreuses innovations orientées vers des formations en entrepreneuriat et en création de PME, et l'organi-

sation de stages pratiques en entreprise. Dans ce cadre de création d'emplois, un programme d'autonomisation des femmes par la femme et l'apprentissage a été mis en œuvre par l'ONFPP en faveur des groupements pro-

ductifs, associations coopératives et Muffa (Mutuelles financières des femmes africaines de Guinée). Ainsi, ce sont près de 7 500 femmes qui sont déjà formées et équipées en outillage et matières premières en faveur de groupements et coopératives pour la couture, la teinture, les activités maraîchères, la transformation agroalimentaire et autres.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

« NOUS PASSONS DE 730 FEMMES FORMÉES EN 2017 À 1 332 EN 2018 »

Lucien Beindou Guilao, directeur général de l'Office national de formation et de perfectionnement professionnel (ONFPP), met en avant un bilan positif. Cependant, il explique que son institution ne pourra pas atteindre la totalité de ses objectifs stratégiques à l'horizon 2020.

Pensez-vous atteindre d'ici à 2020 les objectifs fixés par le plan stratégique de l'ONFPP, qui se définit en trois axes : modernisation de la structure, renforcement des capacités des ressources et appui à la compétitivité ?

Lucien Beindou Guilao : Non, je ne pense pas que notre institution puisse atteindre la totalité des objectifs stratégiques fixés à l'horizon 2020. Cependant, ce dont nous sommes sûrs, c'est que l'ONFPP est devenue une institution forte et incontournable dans l'écosystème de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage guinéens.

Nous avons réussi en 4 ans à restaurer le climat de confiance qui faisait cruellement défaut entre l'ONFPP et les entreprises du secteur privé et parapublic. Disons qu'aujourd'hui, l'ONFPP peut compter sur ses forces : son expérience, la qualité de sa communication, les textes juridiques et légaux, son autonomie financière et administrative, mais aussi et surtout la motivation de ses ressources humaines bien formées, bien rémunérées et bien soignées. Pouvoir compter sur ses forces est une bonne chose, mais nous avons su profiter des opportunités qui se sont présentées, telles que la volonté politique affichée de l'État, les besoins accrus en termes de formation et de perfectionnement de nos cibles, et enfin l'existence de textes juridiques. Par contre, l'ONFPP a souffert de certaines faiblesses qui expliquent notre léger retard dans l'atteinte de nos objectifs stratégiques, notamment l'insuffisance de ressources financières, d'infrastructures et d'équipements. Comme toute entité, l'ONFPP a fait face à quelques menaces, et l'octroi d'exonérations de façon abusive constitue la principale menace à laquelle nous avons dû faire face.

Lucien Guilao a l'œil sur la FÉGUIFOOT

Pourquoi Lucien Beindou Guilao, patron de l'ONFPP auréolé de sa gloire d'ancien footballeur professionnel, a-t-il souhaité, il y a cinq mois, jouer un rôle important au sein de la FÉGUIFOOT (Fédération guinéenne de football) en plus de ses autres activités ? « *Tout simplement parce que je pense qu'il est temps pour moi, en ma qualité d'ancien footballeur et sociétaire du Syli National (NDLR : l'équipe nationale), de mettre mes compétences et mon expérience à la disposition de la FÉGUIFOOT. L'organisation de la CAN 2025 octroyée à la Guinée est une opportunité pour nous de rattraper notre retard dans plusieurs domaines, dont celui des infrastructures. Pour la saisir, notre pays a besoin de toutes les compétences, et je m'interdis d'être en retrait* », explique-t-il.

Est-il acquis que les anciens professionnels de foot font souvent de bons dirigeants ? « *Pas forcément. Les anciens sportifs ne font pas obligatoirement de bons dirigeants* », répond L.B. Guilao, ajoutant que « *les anciens sportifs qui ont échoué dans leur carrière de dirigeant sont aussi nombreux que les anciens sportifs qui ont réussi* ».

Dans la catégorie des footballeurs dirigeants, on a connu, au niveau européen, le cas de Platini à l'UEFA. Les dirigeants des fédérations au niveau national en Afrique ont-ils eux aussi parfois des visées au niveau de la Confédération africaine de football ? Pour L.B. Guilao, tout dirigeant d'une fédération au niveau national qui se respecte s'impose un plan de carrière ambitieux : « *Il est donc tout à fait normal d'avoir des visées régionales ou continentales. C'est le contraire qui m'étonnerait [Rires.]* ». Et il se souvient qu'à l'époque où il évoluait dans l'équipe du Syli, le football lui avait tout apporté : le respect, la considération et l'amour de ses compatriotes.

S.-H.M.

Quel est votre bilan pour l'exercice 2018 par rapport à 2017, notamment sur votre Programme d'autonomisation des femmes en milieu rural et péri-urbain, un programme qui vous est cher ?

Le Programme d'autonomisation des femmes par la formation et l'apprentissage s'était donné pour objectif d'ici à 2020 de former 15 000 femmes en milieu rural et péri-urbain. En 2018, nous avons fini l'année avec 1 332 femmes formées et équipées, alors que l'année dernière nous n'avions pu former et équiper que 730 femmes.

Avez-vous mis en place des outils de suivi pour ce dispositif afin de vous assurer que les objectifs de formation sont atteints ?

Absolument. La division ingénierie de la formation est en charge du suivi et de l'évaluation des formations que nous finançons au bénéfice de nos cibles. Ces évaluations sont très importantes en ce sens qu'elles nous permettent d'estimer le nombre de situations où les bénéficiaires ont pu mettre en œuvre les compétences acquises. Pour ce qui est du Programme d'autonomisation des femmes en milieu rural et péri-urbain, au-delà des aspects classiques, nous essayerons d'évaluer ce qu'ont apporté nos formations sur le plan économique. Les résultats sont encourageants, en ce sens que les femmes bénéficiaires du programme gagnent mieux leur vie qu'au passé.

Pourquoi l'ONFPP s'engage-t-elle par ailleurs dans la lutte contre l'émigration clandestine par le biais de la formation ? Comment cela se caractérise-t-il sur le terrain et espérez-vous un soutien de l'Union européenne sur ce sujet délicat ?

La migration irrégulière constitue aujourd'hui une question récurrente qui se pose avec acuité aux autorités guinéennes et à leurs partenaires au développement. Ce phénomène très ancien est actuellement ravivé par une jeunesse de la tranche d'âge 14-35 ans, qui pense trouver avec l'émigration une solution à ses problèmes

« L'ONFPP fait face à quelques menaces, et l'octroi d'exonérations de façon abusive constitue la principale menace. »

d'emploi et de revenus (*lire notre article sur le film *The Way* p. 30*). Le développement de réseaux clandestins, avec des passeurs professionnels attirés par l'appât du gain, rend difficile l'action des différents intervenants dans la lutte contre ce fléau. Le caractère multidimensionnel de l'émigration irrégulière nécessite une action coordonnée de toutes les structures impliquées dans la lutte contre ce fléau, c'est-à-dire la famille, les autorités religieuses, la société civile, l'État et les partenaires au développement. À l'ONFPP, nous pensons qu'il faut aussi sensibiliser et conscientiser les candidats potentiels avant de leur proposer une alternative. C'est donc pour cela que depuis le début de cette année, nous avons initié sur fonds propres un vaste programme qui part de la sensibilisation pour aboutir à la proposition d'une alternative crédible et



Lucien Beindou Guilao,
directeur général de l'Office national de formation
et de perfectionnement professionnel.

objective. Le phénomène de l'émigration clandestine n'étant pas propre à la Guinée, le Réseau africain des institutions et fonds de formation professionnelle (RAFPRO) a, sur proposition de l'ONFPP, décidé à l'unanimité de mettre en œuvre un programme régional d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ayant entre 16 et 35 ans. Pour ma part, je pense que pour parvenir à des résultats conséquents dans la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine, nous devons d'abord compter sur nous-mêmes.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

L'EUROPE N'EST PAS LA SEULE « TERRE PROMISE »

Isabelle Kolkol Loua vient de réaliser *The Way*, soutenu par l'ONFPP. Un film qui pose un regard neuf sur l'émigration clandestine en montrant comment Malick, le héros, résiste à la tentation d'aller en Europe et choisit de valoriser son savoir-faire dans son pays.

« L'Office national de formation et de perfectionnement professionnels (ONFPP) a estimé nécessaire de contribuer à la promotion de ce film qui traite de l'émigration clandestine parce qu'il contribue à expliquer à nos jeunes diplômés que, malgré les insuffisances dans le traitement de la question de l'emploi dans notre pays, la solution ne réside pas dans le choix d'aller risquer sa vie en Libye. Un diplômé de gestion, major de sa promotion comme c'est le cas de l'acteur principal du film *The Way* (Le chemin), peut ouvrir un restaurant et réussir », explique Lucien Beindou Guilao, directeur général de l'ONFPP (lire son interview p. 28-29).

En effet, la réalisatrice guinéenne Isabelle Kolkol Loua se veut optimiste dans ce moyen métrage d'à peine quarante minutes qui ne montre ni cadavres flottant sur les côtes libyennes ni jeunes Africains ayant fui leur pays en quête du mirage européen, mais au contraire la détermination d'un jeune Guinéen, Malick (Lansana Keita), diplômé en gestion, qui résiste à la l'injonction maternelle répétée d'aller tenter l'aventure à l'étranger pour trouver de quoi subvenir aux besoins de la famille, quitte à traverser le désert libyen au péril de sa vie... Rougulatou Sylla joue le rôle de cette mère qui n'accorde aucun intérêt au projet professionnel de Malick : se lancer dans la restauration en créant sa PME dans son pays.

Isabelle K. Loua joue sur le suspense en montrant comment Malick, personnage principal, feint de se laisser convaincre par un escroc lui faisant miroiter les images idylliques de la vie occidentale après avoir convaincu sa mère, mais il ne parviendra pas à le séduire. Certes, Malick partira de la maison, fera ses adieux à sa mère, mais... pour mieux se concentrer sur son projet. Cinq ans après, son entreprise a prospéré et, malgré les sommes d'argent

régulièrement reçues, sa mère ne supporte plus l'absence de ce fils tant aimé.

The Way sort des sentiers battus précisément en mettant en lumière un Malick qui, résistant à toutes les tentations, a fait le choix de valoriser son savoir-faire et son diplôme pour réaliser son rêve de réussir une entreprise sur place, montrant que l'idée selon laquelle la terre promise, c'est l'Europe, rien que l'Europe est fausse. Isabelle K. Loua a aussi voulu défendre l'image du jeune Africain, souvent présenté comme sans personnalité, sans convictions, toujours prêt à se laisser bernier par les miroirs aux alouettes. Elle a le projet de faire doubler son film dans la plupart des langues autochtones de Guinée afin que son message touche aussi les parents et grands-parents. « Pour changer les mentalités, plus que les jeunes étudiants, ce sont les parents les premiers concernés », estime-t-elle.

Serge-Henri Malet

Bio

Est-ce le scoutisme qui a donné à la jeune réalisatrice Isabelle Kolkol Loua le goût de s'impliquer en faveur de son prochain et de faire œuvre utile en dénonçant les mirages sur lesquels repose l'émigration clandestine ? L'attrait pour les questions de société n'est pas récent pour cette ancienne étudiante en scénario-réalisation cinématographique et audio-visuel à l'Institut supérieur des arts de Guinée (ISAG) également formée par OSIWA au renforcement des capacités des journalistes guinéens dans le suivi de la transparence en matière de gestion des industries extractives en Guinée et à l'écriture lors des RECIO (Rencontres cinématographiques de Ouagadougou). Outre *The Way*, cette plurilingue français, anglais, guéréz, soussou, malinké et peul a déjà à son actif maints reportages et documentaires, notamment sur Ebola. Elle produit actuellement un film sur la gestion du plastique en République de Guinée.





TRUST AFRICA
Fournisseur de compétences

TRUST AFRICA VOUS PROPOSE DES SOLUTIONS GLOBALES POUR VOS RESSOURCES HUMAINES.



NOTRE ÉQUIPE VOUS AIDE À IDENTIFIER, ATTIRER ET SÉCURISER LE PROFIL IDÉAL RECHERCHÉ ET LES MEILLEURS **#TALENTS** DISPONIBLES EN **#GUINÉE** ET EN AFRIQUE DE L'OUEST.

"Success through people"

NOS TRUST SOLUTIONS



GRH



Recrutement



Interim



Formation



Facility management



Conseil



TRUST AFRICA SARL

BP 2268 Immeuble WAQF - BID, Kaloum, Conakry, Guinée
info@trustafrica-rh.com www.trustafrica-rh.com +224 654400004

Postulez ou publiez vos offres d'emploi sur notre job-board www.trustafrica-emploi.com

« DANS UN MONDE EN ÉVOLUTION, LA FORMATION N'A PAS DE LIMITE »

Chez Trust Africa, l'on travaille avec conviction. Recruter pour les entreprises les compétences adéquates, ajuster par la formation l'offre et la demande d'emplois, voilà qui contribue, selon Méлина Rafin Gozlan, au développement d'un pays. La Guinée ou... les pays voisins.

Votre cabinet est spécialisé en solutions globales pour les ressources humaines. Quel bilan pouvez-vous tirer de l'exercice 2018 par rapport à 2017 ? Et pour 2019, les objectifs seront-ils atteints ?

Méлина Rafin Gozlan : Notre cabinet a évolué depuis sa création. Nos ambitions étant à long terme, chaque année est positive selon les objectifs fixés, ce qui nous rassure sur nos choix stratégiques. En 2018, nous avons profité de la confiance de notre clientèle acquise pour développer notre portefeuille clients. Nous travaillons avec plus de PME guinéennes et nous avons renforcé nos équipes, d'où une meilleure chasse sur les talents nationaux et la diaspora ainsi que sur les profils d'experts internationaux. Malgré le contexte difficile de cette fin 2019, nous avons senti un changement positif auprès de nos clients : ils passent pour la plupart d'une « administration du personnel » à une « gestion des ressources humaines ». Si les défis restent énormes dans le secteur de l'emploi en Guinée, nous sommes fiers de certaines *success stories* aussi bien de candidats qui ont connu grâce à TA une ascension professionnelle que d'employeurs ayant atteint une meilleure productivité avec les talents recrutés par notre cabinet. Donc oui, nos objectifs ont été atteints, même si nous rêvons plus grand.

Également spécialiste du conseil et de la formation professionnelle, vous avez développé des coopérations avec des organismes comme l'AGUIPE ou l'APIP. Pensez-vous être éligible au projet INTEGRA de la Délégation guinéenne de l'Union européenne ?

En effet, en tant que société privée spécialiste de l'emploi, Trust Africa se doit de nouer une coopération étroite avec les acteurs publics afin de dynamiser le secteur : nous le faisons avec l'AGUIPE, l'APIP ou l'ONFPP. Concernant le projet INTEGRA, nous pensons bien sûr être un interlocuteur crédible parfaitement

conscient des réalités du marché et en relation quotidienne avec les demandeurs d'emploi et les employeurs. La transparence de nos processus de recrutement ainsi que la confiance de nos clients sont des atouts recherchés. Nos organisations pourraient donc se compléter pour l'insertion de la jeunesse guinéenne dans le monde du travail. La formation professionnelle étant selon nous la clé de la réussite pour les Guinéens et pour les entreprises, nous avons travaillé au développement dans notre cabinet de ce pôle sur lequel le projet INTEGRA met l'accent. Certes, nous souhaitons nous développer dans la sous-région, mais notre fierté première demeure une implantation forte et stable en Guinée, objectif qu'une éventuelle collaboration avec le projet INTEGRA nous permettrait sans nul doute d'atteindre.

Les recrutements pour les PME-PMI ou les grandes firmes minières sont-ils nombreux ?

Les demandes sont nombreuses venant des firmes minières et industrielles : leurs besoins sont plus grands et elles souhaitent un processus de recrutement sérieux et transparent. Notre expérience et nos résultats nous ont acquis leur confiance et notre profil franco-guinéen leur confirme une maîtrise conjointe du marché local et des standards internationaux. Les PMI, start-up et PME limitent quant à elles leurs demandes aux postes stratégiques. Sachant que, formelles ou non, elles représentent la majorité des employeurs en Guinée, nous développons chaque jour de nouvelles stratégies pour les attirer, obtenir leur confiance et surtout démontrer l'importance de recruter des compétences adéquates, sachant que pour elles, un seul employé peut mettre en danger l'entreprise. Faire appel à un cabinet de recrutement réduit considérablement le risque d'erreur. Si, par exemple, une PME a un comptable très compétent mais une équipe commerciale médiocre, son évolution sera très lente, voire impossible.



L'équipe du cabinet
Trust Africa.

Dans votre gamme de services large et variée, quel est le plus sollicité par vos clients ?

La formation. Que les demandes viennent des entreprises ou des particuliers, nous avons constaté qu'ils ont hélas souvent été confrontés à des formations de mauvaise qualité ou inadaptées à leurs attentes. Ils veulent aujourd'hui s'assurer que leur investissement leur apporte une réelle valeur ajoutée. Une formation répondant à un besoin de l'entreprise apportera forcément une satisfaction à l'apprenant mais aussi à l'employeur. Nous offrons des formations de qualité car nous les adaptons au marché guinéen mais aussi à la culture de l'entreprise et aux profils des apprenants, ceci en adéquation avec l'objectif du client. Le but est d'acquérir des compétences et non de répondre à des obligations de certificats.

Quels sont les enjeux de la formation en Guinée dans les années à venir ? Diriez-vous que c'est un secteur stratégique pour le développement des pays africains ?

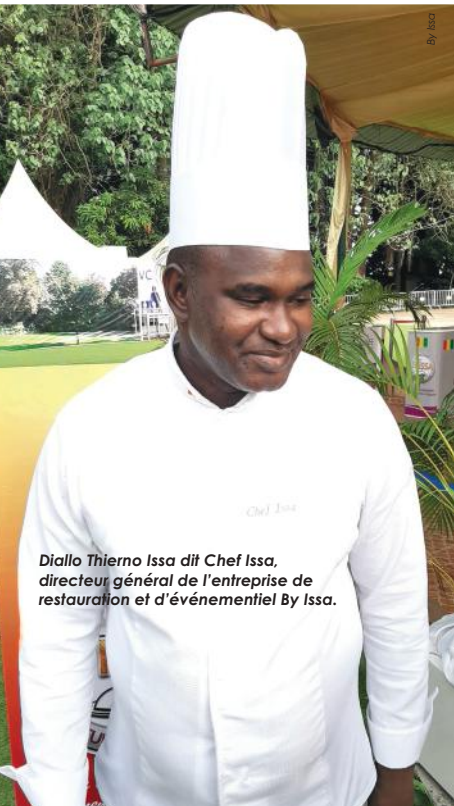
Nous savons que la qualité des formations estudiantines ou scolaires en Afrique, notamment en Guinée, est faible. La jeunesse n'a en majorité pas accès à une scolarité de qualité et/ou adaptée aux réalités du marché de l'emploi. Nous voyons des CV illogiques de chercheurs d'emploi : formations, stages et aspirations professionnelles ne sont pas en cohérence, ce qui freine l'accès au premier emploi. La faute n'est pas seulement celle des candidats, car le système ne communique pas les orientations et opportunités liées à l'activité économique du pays. Même avec toute la bonne volonté du monde, ils passent entre les mailles du filet en n'ayant ni la formation, ni

l'expérience requises. Le manque de qualification est un réel frein pour la jeunesse guinéenne et le développement économique du pays. Nous avons aussi le cas de la diaspora avec ses profils qualifiés, parfois surqualifiés, mais inconscients de la réalité du marché local. Ils reviennent en Guinée avec de beaux diplômes et de l'expérience dans de grandes entreprises mais sont trop souvent déconnectés des conditions du marché de l'emploi en Guinée. Les compétences en management interculturel sont nécessaires pour pénétrer le marché et y évoluer de manière stable et productive. Le secteur de la formation professionnelle est donc la condition *sine qua non* pour le développement de nombreux pays africains : elle palie les lacunes de la scolarité et de l'éducation en général, la mauvaise orientation ou l'ignorance des réalités locales. Ceci explique notre combativité dans le développement de ce département au sein de notre cabinet. Dans un monde en perpétuelle évolution, nous considérons que la formation n'a pas de limite et doit accompagner les personnes actives tout au long de leur carrière.

Le développement sous-régional de Trust Africa est une stratégie de long terme. Quels pays voisins seraient dans votre ligne de mire ?

J'ai toujours considéré les pays voisins de la Guinée comme proches, voire senti une certaine fraternité entre eux. Née en Côte d'Ivoire, j'ai grandi en Guinée et une partie de mes aïeux est malienne. Je retrouve des similitudes entre ces pays. Ainsi, la dynamique économique de la Côte d'Ivoire et le potentiel du Mali font d'eux des marchés potentiels pour Trust Africa.

Propos recueillis par Andju Ani



Diallo Thierno Issa dit Chef Issa, directeur général de l'entreprise de restauration et d'événementiel By Issa.

BY ISSA, UNE RÉUSSITE GUINÉENNE

Le parcours de Diallo Thierno Issa dit Chef Issa, patron de l'entreprise de restauration et d'événementiel By Issa, donne foi en la réussite des Guinéens en Guinée, prouvant que les perspectives d'avenir dans ce pays ne sont pas de la fiction⁽¹⁾, à condition de bien se former et de travailler dur. D'ailleurs, il envisage d'ouvrir un centre de formation pour ses compatriotes.

Le 30 mars 2010, le pâtissier de métier Diallo Thierno Issa, désormais connu sous le nom de « Chef Issa », crée sa société située dans l'enceinte du Jardin du 2 Octobre à Kaloum, le quartier des affaires de Conakry. Très vite, l'entreprise de

confection et vente de pâtisserie prend son envol et avance à tire d'aile, au point que rapidement, ses activités seront diversifiées. Pour répondre à un réel besoin, la pâtisserie s'adjoint en effet un service traiteur et de restauration haut de gamme.

Des occasions d'envergure pour se faire la main

L'une des premières dates marquantes de son évolution est le Forum économique de 2010, durant lequel il a fallu nourrir et abreuver matin, midi et soir un nombre très conséquent de personnes. Il s'agissait bien là de montrer que l'entreprise était à la hauteur de ses ambitions. Le deuxième challenge a été la pose de la première pierre du barrage de Kaléta en 2011, un « baptême du feu » à l'intérieur du pays pour Chef Issa. Pari risqué mais réussite totale, avec une organisation logistique impressionnante basée à Badi, à 170 km.

En 2014, un autre événement d'importance sera géré avec succès : l'OCI (Organisation de la coopération islamique), où il faut assurer non seulement toute la restauration mais aussi l'aménagement, car le bâtiment abritant la conférence n'est pas encore prêt. Le genre de situation où l'on a l'occasion de donner la preuve de son professionnalisme... En 2014 toujours, l'entreprise de pâtisserie aujourd'hui traiteur By Issa assure ses prestations lors de la Caravane de l'agriculture. Ensuite, les interventions prestigieuses s'enchaînent, à l'image de celle fournie lors de l'investiture du président de la République en 2015.

La société By Issa, qui emploie directement ou indirectement une bonne centaine de personnes, est donc devenue une référence dans l'élaboration des cocktails et réceptions organisés par la Présidence, la Primature et les ministères. « *Mais il n'y a pas que la Présidence, la Primature et les ministères, nous travaillons aussi pour les sociétés privées, les banques, les institutions, les sociétés minières. Cela fait 7 ans que By Issa est une référence dans l'organisation des cocktails et réceptions* », précise Chef Issa, qui ajoute qu'avec cette clientèle très haut de gamme, la rigueur dans le service constitue une exigence à satisfaire impérativement, sachant que pour lui, l'essentiel en la matière se situe dans l'attention portée aux détails, dans le fait de ne rien négliger ni laisser au hasard. « *La clientèle veut la qualité du service et le respect du temps. Cette clientèle*



TRAITEUR *By* ISSA

Service Traiteur • Restaurant • Pâtisserie
Salon de Thé • Centre d'application • Événementiel

Enceinte du Jardin 2 octobre - BP 1802 - Conakry - République de Guinée

www.traiteurbyissa.com

veut des événements à son image. Chez By Issa, tout événement est unique », indique-t-il avec enthousiasme.

Traiteur, restaurateur et organisateur d'événements

Car l'entreprise de Monsieur Issa ne se limite pas à être traiteur et restaurateur, elle s'est également lancée dans des prestations de service événementielles sous de multiples formes, notamment avec le montage et l'installation de chapiteaux de grandes dimensions. Ce qui, aux dires du patron, la singularise et fait sa force : « *Bien entendu, l'activité qui nous apporte le plus de valeur ajoutée est la logistique, parce que nous sommes très sollicités en raison de la qualité de notre matériel. Nous avons plusieurs sortes de chapiteaux de différentes dimensions pouvant accueillir plus de 1 000 personnes pour des événements.* » En effet, ces immenses structures sont mises à la disposition des clients avec l'ambition clairement affichée de rendre leurs événements inoubliables et, surtout, audacieux, ce qui explique le slogan de l'enseigne : « *Leader de l'architecture événementielle en Guinée* ».

Et ce n'est pas tout, car l'entreprise, qui a aussi fait de la rigueur sa ligne de conduite en matière de traçabilité des produits, d'hygiène alimentaire et de formation de ses responsables en hygiène et sécurité, multiplie ses points de présence dans la capitale. « *Au niveau de Conakry, nous avons des emplacements stratégiques tels que l'aéroport, où nous avons le meeting-point et où nous*

L'entreprise By Issa, leader de l'architecture événementielle en Guinée, met à la disposition de ses clients plusieurs sortes de chapiteaux de différentes dimensions pouvant accueillir plus de 1 000 personnes pour des événements.



détenons la cantine de la SOGEAC. Nous avons aussi le lycée français, où nous détenons la cantine, ainsi que le ministère de l'Économie et des Finances, où nous avons un restaurant. Enfin, nous sommes référencés au niveau de certains hôtels comme Sheraton, Noom, Atlantique hôtel, Palm Camayenne... », révèle le chef d'entreprise. Des adresses qui « parlent d'elles-mêmes » quant il s'agit de donner une image de qualité !

Un centre de formation et un centre de conférences

À l'entendre, on pourrait croire Monsieur Issa comblé tant il déborde d'activité. Pourtant, il lui reste à accomplir deux choses qui lui tiennent particulièrement à cœur et qu'il place au rang d'objectifs à long terme. La première est d'ouvrir pour son centre d'affaires un espace où pourraient se tenir des conférences de grande envergure, c'est-à-dire pouvant accueillir de 4 000 à 5 000 participants. La seconde, très importante à ses yeux, serait de créer un centre d'application pour assurer la formation de jeunes. Et il voit grand, car il souhaiterait disposer d'un espace pouvant loger de 5 000 à 10 000 apprenants, ce qui va dans le sens des efforts actuellement déployés par les autorités guinéennes en faveur de l'emploi, notamment des jeunes. Car réussir brillamment dans la restauration en Guinée, c'est possible. N'est-ce pas, Monsieur Issa ?

Andju Ani

⁽¹⁾ Son expérience fait écho au film *The Way* (lire l'analyse p. 30).

Bio

Chef Issa, de son vrai nom Diallo Thierno Issa, est une sommité dans le monde de la pâtisserie en République de Guinée. Ayant fait ses classes pendant neuf ans à Conakry auprès de Messieurs André et Hugues, du célèbre restaurant Damier, il poursuit sa formation d'excellence en pâtisserie à Strasbourg, en France, pendant huit ans. De retour au pays – la douceur du climat lui a cruellement manqué –, il crée son laboratoire de pâtisserie au jardin du 2 Octobre en mars 2010. Constatant auprès de ses amis le succès de ses désormais célèbres ailes de poulet au gingembre, l'idée de proposer aussi « du salé » en développant un service traiteur s'impose à lui. Fort du succès de ses activités, il ne s'arrête pas en chemin et se diversifie encore en mettant à la disposition de sa clientèle des aménagements de chapiteaux, organisant alors tout de qui fait les prestations de service événementielles de qualité. La morale de l'histoire est que le travail acharné paie, car Chef Issa, avec sa créativité, son talent et son amour pour sa patrie, ne cesse de ravir les papilles de tous les Guinéens et de concevoir des prestations de service à leur profit.



TRAITEUR By ISSA

Service Traiteur • Restaurant • Pâtisserie
Salon de Thé • Centre d'application • Événementiel

Enceinte du Jardin 2 octobre - BP 1802 - Conakry - République de Guinée

www.traiteurbyissa.com

UN REBOND SALUTAIRE

Après le ralentissement induit par les effets de la crise d’Ebola, la croissance économique guinéenne repart à la hausse à la faveur de la vitalité des activités minières et des investissements publics.

Portée pour l’essentiel par les investissements, publics et privés, ainsi que par la production minière, la croissance économique en Guinée devrait atteindre 5,9 % cette année, contre 5,1% l’année dernière. De quoi susciter la fierté du gouvernement, qui a dû trouver de nombreuses astuces et stratégies pour relancer une croissance économique durement affectée par la maladie d’Ebola. Comme l’indique le ministre de l’Économie et des Finances Mamadi Camara, « depuis son accession à l’indépendance en 1958, la Guinée connaît le plus fort cycle de croissance économique de son histoire, comme en atteste l’évolution du produit intérieur brut (PIB) au cours des trois dernières années. En effet, le taux de croissance moyen du PIB depuis 2016 est de 9,9 %, alors que la moyenne du continent s’est établie à 2,6%. Cette dynamique de croissance compte parmi les plus robustes en Afrique. »

Selon divers analystes, cette reprise de l’économie résulte de la relance de la production minière, qui a progressé de 13,8 % en 2017. Le rebond s’explique également par la bonne performance agricole réalisée grâce à des conditions climatiques favorables et aux appuis en intrants et équipements agricoles. Par ailleurs, la croissance a été soutenue par l’augmentation de la production d’énergie et le renforcement des activités dans le secteur du BTP. Enfin, les analystes conviennent de ce que la quête d’une croissance économique vigoureuse doit beaucoup au Plan national de développement

le plus important, celui de Souapiti, prévoit une production de plus de 450 mégawatts, contre 773,97 MW dans tout le pays aujourd’hui.

Pour le Fonds monétaire international (FMI), ces indicateurs sont de bon augure et annoncent des lendemains meilleurs après le dur traumatisme socio-économique de l’année 2015, essentiellement marquée par les effets tragiques de la maladie d’Ebola. Ainsi, indique le FMI, la dynamique de croissance de la Guinée persiste et les perspectives à moyen terme sont favorables malgré certains risques baissiers. Les autorités poursuivent la mise en œuvre de politiques et réformes macroéconomiques visant à encourager une croissance forte et généralisée, ainsi qu’à réduire la pauvreté tout en préservant la stabilité. Les résultats engrangés dans le cadre du programme appuyé par le FMI sont satisfaisants au regard des objectifs pour fin décembre 2018, et les réformes appuyées par le programme ont progressé. Selon le FMI toujours, l’exécution du programme est restée satisfaisante tout au long du premier trimestre 2019, et les autorités ont commencé à appliquer des mesures d’ajustement supplémentaires afin d’atteindre l’objectif budgétaire pour fin 2019, compte tenu de subventions à l’électricité plus élevées que prévu et de recettes fiscales inférieures aux attentes.

Ces bonnes notes du FMI constituent pour le gouvernement guinéen un motif d’encouragement, comme en témoigne le ministre de l’Économie et de Finances

Mamadi Camara : « Ces bonnes performances économiques, qui sont ainsi reconnues et soutenues par la communauté financière internationale, sont révélatrices de la qualité des choix opérés et de la pertinence des stratégies adoptées pour l’exploitation de notre immense potentiel de développement

au bénéfice de tous les Guinéens. En vue de maintenir ce cap, la poursuite des réformes structurelles s’avère nécessaire, notamment dans le domaine de la gestion des finances publiques et dans les secteurs-clés de la croissance tels que les mines, l’énergie, l’agriculture, la pêche, l’élevage, le climat des affaires et la protection sociale. » En somme, la Guinée a encore du pain sur la planche...

Christian Kouamen

Les autorités poursuivent la mise en œuvre de politiques et réformes macroéconomiques visant à encourager une croissance forte et généralisée.

économique et social (PNDES), dont la vocation est de combler le déficit infrastructurel du pays et qui s’étendra jusqu’en 2020. S’appuyant principalement sur le partenariat public-privé, l’un des secteurs visés par le PNDES est celui de l’énergie, avec comme objectif, grâce au programme national d’amélioration de l’accès à l’électricité, un taux d’accès de 35 % en 2020 et de 100 % en 2030, contre 29 % en 2015. Dans cette perspective, quatre projets de barrages sont prévus, dont

POUR UN SECTEUR PRIVÉ PLUS COMPÉTITIF

Le gouvernement guinéen investit massivement dans les infrastructures énergétiques et de transport pour donner aux opérateurs économiques plus de compétitivité et au tissu industriel un développement accru.

Donner au secteur privé guinéen les moyens de jouer son rôle de locomotive de la croissance et de pourvoyeur majeur d'emplois, telle est l'ambition clairement affichée par le gouvernement de la République de Guinée, notamment dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Ce document indique que *« le secteur privé est un acteur de premier plan pour la croissance et le développement économique de la Guinée. Il joue un rôle prépondérant dans la production, la transformation et la commercialisation des produits locaux ainsi que dans la création d'emplois, et il constitue une source importante de recettes publiques. Ainsi, la valorisation du secteur privé est un impératif dans l'atteinte des objectifs du PNDES. Cette valorisation prendra appui sur les avantages d'un partenariat public-privé (PPP) efficient. Les autorités entendent en effet recourir à cette modalité pour le cofinancement des investissements structurants, notamment les infrastructures économiques et sociales dont l'énorme déficit constitue un obstacle majeur au développement de la Guinée. Ces PPP servent d'outils-clés pour diminuer la dépense publique globale tout en bénéficiant des gains de performance du privé : innovation, efficacité, qualité du service... »* D'ailleurs, comme l'explique Mamadi Camara, le ministre de l'Économie et des Finances, *« le gouvernement continue de renforcer ses investissements dans les infrastructures de base telles que l'électricité et les routes, lesquelles sont, au même titre que l'éducation, la santé, l'énergie et les nouvelles technologies de la communication, un puissant accélérateur de la croissance. »*

L'énergie en première ligne

Parmi les secteurs qui attirent les investissements publics, celui de l'énergie fait partie des priorités en tant que déclencheur majeur de l'industrialisation du pays, notamment en ce qui concerne les projets de transformation de la bauxite en alumine, activité particulièrement gourmande en énergie. Au total, neuf projets de transformation de bauxite en alumine et un projet de transformation d'alumine en aluminium sont à l'étude.

Le gouvernement veut également relever substantiellement le taux d'accès de la population à l'électricité, taux qui a déjà atteint 36 % en 2018 – contre 18 % en 2010 – grâce aux projets lancés par le président Alpha Condé. Parmi eux, citons le barrage de Kaléta, d'une puissance de 240 MW, achevé et opérationnel depuis 2015, celui de Souapiti, 450 MW, et celui d'Amaria, 300 MW, dont les travaux sont en cours.

Transports et finances publiques

La mobilité des personnes et des biens constitue aux yeux du gouvernement un autre indicateur-clé de l'avancée du pays. Pour le moment, le réseau ferroviaire d'environ 1 000 km n'est exploité qu'au quart, tandis que le réseau routier plafonne à 7 700 km de routes nationales, dont seulement 2 350 km sont bitumés et supportent 80 % du trafic. Pour le gouvernement, il s'agit d'une situation à corriger dans le cadre du PNDES : *« La faiblesse de l'offre d'infrastructures routières, en termes de densité et de qualité, est à l'origine de nombreuses congestions et de délais relativement longs pour traverser la ville de Conakry comme pour atteindre les diverses régions du pays et les pays limitrophes. Le PNDES 2016-2020 prévoit donc de porter en 2020 le linéaire de routes revêtues de 2 463 km en 2015 à 3 500 km, le linéaire de chemin de fer fonctionnel à au moins 630 km de plus, et enfin la capacité d'accueil du port de Conakry à au moins 1 000 000 EVP. »* Le coût d'investissement requis pour la réalisation de ces infrastructures est estimé à 19,8 milliards de dollars.

Et les finances publiques ne sont pas en reste, car l'État veut être un partenaire solvable. Parmi les réformes visant l'assainissement des finances publiques, un grand nombre de mesures tendent à renforcer les recettes fiscales, et un mécanisme d'ajustement des prix du pétrole est prévu pour aider à la mobilisation des recettes, ainsi que le relèvement progressif des tarifs de l'électricité à un niveau permettant de couvrir les coûts afin de réduire les subventions à l'électricité et de dégager de la marge budgétaire pour les dépenses prioritaires.

Christian Kouamen

« ON NOTE UNE AMÉLIORATION DE LA TRANSPARENCE ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRES »

Salifou Issoufou, représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), indique qu'avec l'appui de son institution, la Guinée a adopté en 2018 une nouvelle nomenclature budgétaire conforme au manuel des statistiques des finances publiques (MSFP) 2001 du FMI. Cette disposition vise à renforcer les rapports sur l'exécution budgétaire.

Au mois d'octobre dernier, le FMI est parvenu à un accord sur le 4^e examen du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) avec la Guinée. Peut-on avoir un aperçu des principaux axes des programmes appuyés par cette FEC ?

Salifou Issoufou : Le programme économique et financier 2017-20 appuyé par la FEC a été approuvé par le conseil d'administration du FMI le 11 décembre 2017. Il vise à assurer une croissance forte et généralisée ainsi qu'à réduire la pauvreté tout en préservant la stabilité économique. Ce programme appuie le Plan national de développement économique et social 2016-2020 (PNDES). Il vise aussi à renforcer la résilience macroéconomique, à accroître l'investissement public porteur de croissance tout en préservant la viabilité de la dette, à renforcer les dispositifs de protection sociale et à promouvoir le développement du secteur privé. La Guinée participe au programme pilote de renforcement

des capacités mis en place par le FMI en faveur des pays fragiles : une assistance technique ciblée du FMI aide les autorités à atteindre les objectifs du programme. La 4^e revue de ce programme porte sur la performance par rapport aux objectifs à fin juin 2019. À la suite des discussions entre les autorités guinéennes et les services du FMI à Conakry du 1^{er} au 12 octobre 2019 et à Washington lors des assemblées annuelles 2019 du FMI, un accord au niveau des services du FMI a été atteint sur cette 4^e revue. Sous réserve de l'approbation de la direction du FMI, l'accord devrait être soumis au conseil d'administration du FMI en décembre 2019.

Ce n'est un secret pour personne, la Guinée est marquée par une faible capacité de mobilisation des ressources nationales : la pression fiscale ne dépasse pas les 13 % du PIB. La création de la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI) pourra-t-elle sur le long terme changer cette donne ?

La mobilisation des ressources intérieures est importante pour créer l'espace budgétaire nécessaire en vue d'accroître les dépenses en investissements publics porteurs de croissance et les dépenses sociales destinées à réduire la pauvreté. Dans le cadre du programme actuel appuyé par la FEC, les autorités guinéennes ont entrepris une série de réformes de politique et d'administration fiscales afin de mobiliser davantage les recettes fiscales. À date, des résultats ont été atteints et des efforts similaires doivent continuer à être fournis pour atteindre les objectifs du programme. Parmi les résultats atteints, citons entre autres la signature des contrats de performance entre le ministère du Budget et la Direction

Bio

Salifou Issoufou est le représentant résident du FMI en Guinée depuis juillet 2019. En 2007, il est chercheur à la Banque mondiale auprès du département de la politique économique et de la dette, puis, de 2009 à 2011, auprès de la Réserve fédérale de San Francisco (USA) en conjonction avec le Bureau national de recherche en économie (NBER). Titulaire depuis 2011 d'un doctorat en économie de l'université de Californie Berkeley, il y a enseigné la macroéconomie, la finance internationale et le commerce extérieur.

Il intègre le FMI en 2011 au département des études (RES) comme économiste pour la division macroéconomie du développement, participant en 2012 au renforcement des capacités des autorités sénégalaises et ivoiriennes en dispensant des formations innovantes. Affecté au département Afrique de 2013 à 2019, il dirige des missions préparatoires au Sénégal et au Soudan du Sud, organise des ateliers à Dakar et à Washington, et effectue des missions à Bruxelles, Londres, Paris et Clermont-Ferrand. Juste avant la Guinée, il est économiste chargé de la République de Maurice et des Seychelles. Il a obtenu de nombreux prix, notamment celui du département Afrique en 2016.

nationale de Impôts ainsi que la Direction générale des Douanes pour atteindre des objectifs de mobilisation de recettes fiscales, l'institution du paiement des taxes par virement, la réduction progressive des exonérations fiscales, l'opérationnalisation du Guichet unique du commerce extérieur, et enfin la mise en place des centres de gestion agréés en vue d'encourager la formalisation du secteur informel et élargir ainsi l'assiette fiscale. En outre, comme dans beaucoup de pays, les efforts de mobilisation de recettes fiscales ont besoin d'une impulsion politique. C'est dans ce contexte que la nouvelle cellule, la MAMRI, a été créée début 2019 au sein du cabinet du Premier ministre pour apporter une impulsion politique essentielle à la mobilisation de recettes et assurer la poursuite de réformes propres à renforcer les administrations fiscales.

Banque mondiale et FMI ont constaté en 2018 des écarts budgétaires entre le ministère du Budget et la Banque centrale. Connaissant votre expertise et votre position, comment comptez-vous sensibiliser les autorités locales sur les conséquences de l'existence de ces « trous noirs » ?

Il y a eu des progrès significatifs dans le cadre de l'amélioration de la transparence et du contrôle budgétaires ainsi que de la gestion de la trésorerie. Avec l'appui du FMI, les autorités guinéennes ont adopté en 2018 la nouvelle nomenclature budgétaire conforme au manuel des statistiques des finances publiques (MSFP) 2001 du FMI. Elle a été mise en œuvre pour l'exécution du budget 2018. Un manuel de procédure d'exécution du budget a aussi été préparé en début d'année, puis approuvé et validé en juillet dernier, pour renforcer la qualité de l'exécution budgétaire et la qualité des rapports sur l'exécution budgétaire. Le raffermissement du Compte unique du trésor (CUT) créé en début d'année ainsi que l'extension de son périmètre renforceront la transparence, le suivi budgétaire et la gestion de trésorerie. À cette fin, des comptes des entités d'administration publique (EPA) détenus dans des banques commerciales du périmètre de Conakry avaient été fermés et un compte centralisateur ouvert auprès de la Banque centrale afin de consolider les comptes situés dans le périmètre du CUT. Le raffermissement du CUT continue avec l'assistance technique du FMI.

Quelles vont être vos priorités durant votre mandat à la tête du FMI en Guinée ?

Il est extrêmement important pour moi de continuer à entretenir des relations étroites et fructueuses avec les autorités guinéennes. C'est absolument nécessaire pour le bon suivi et le succès du programme triennal qui s'achève en 2020. J'estime aussi que le renforcement des capacités à travers les échanges entre les



Sallfou Issoufou, représentant résident
du Fonds monétaire international en Guinée.

pairs, notamment concernant la gestion du cadrage macroéconomique, est une chose que les pays comme la Guinée doivent continuer à exploiter, et je compte utiliser mon expérience dans ce domaine pour l'aider. Il est également important pour moi de continuer à écouter toutes les parties prenantes sur le développement économique en Guinée et les réformes y afférentes à travers des missions de sensibilisation auprès de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers, y compris le corps diplomatique.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet



PREMIER GROUPE DE PRESSE AU BURKINA FASO

Carrefour Africain
23 mars 1959



Mensuel d'informations
thématiques

Sidwaya Quotidien
05 avril 1984



Quotidien d'informations
générales

Sidwaya Sport
08 août 2000



Hebdomadaire
d'informations sportives

Sidwaya Mobile
01 juin 2014



Alerte informative via
les téléphonies
en instantané

Sidwaya Numérique
14 avril 2015



Les différentes publications
en numérique sur sa nouvelle
interface «visiteur»

Sidwaya, le journal de tous les Burkinabè

01 BP 507 OUAGADOUGOU 01
Télex : 5327 BF AIB 5,
rue du marché

Tél. : (+226) 70 20 05 62
(+226) 25 30 63 06/07
Fax : (+226) 25 31 03 62

www.sidwaya.bf
www.aib.bf



Les Editions Sidwaya



Amis des Editions Sidwaya



Les Editions Sidwaya

IL FAUT SÉCURISER LES BUDGETS DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

Le Premier ministre Ibrahima Kassory, en accord avec le chef de l'État, est à la manœuvre dans la constitution du budget 2020. La baisse du train de vie de l'État se poursuivra, et il est à prévoir des innovations comme la création d'un fonds pour l'amélioration du cadre de vie de la ville de Conakry.

En matière d'innovations majeures entre le budget 2019 et celui de 2020 en préparation, il faut s'attendre à ce que les mesures de 2019 soient maintenues (*lire l'encadré ci-dessous*) tout en incluant de nouvelles dispositions ambitieuses articulées autour de cinq axes. Tout d'abord, la stabilité macroéconomique et le respect des engagements internationaux : il s'agit d'insister sur le respect du programme établi avec le FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC) ainsi que d'augmenter les crédits des secteurs prioritaires que sont l'éducation, la santé et l'agriculture pour respecter les engagements pris auprès des bailleurs de fonds.

Une forte réduction du train de vie de l'État

L'un des faits marquants de la gouvernance d'Ibrahima Kassory est d'avoir introduit en 2019 une grande nouveauté dans le budget. En accord avec le chef de l'État, alors que jusque-là c'était toujours le ministère du Budget qui préparait lui-même le budget et le soumettait à la Primature et à la Présidence avant son dépôt à l'Assemblée nationale, le Premier ministre est intervenu sur le projet de loi de finances 2019 en proposant une véritable révolution budgétaire sur plusieurs points. En premier lieu, les budgets de fonctionnement de tous les ministères ont été réduits de 20% à l'exception des ministères de la Justice, de l'Action sociale, de la Sécurité et de la Défense. En second lieu, les économies ainsi réalisées sur tous les ministères impactés, soit environ 500 milliards de GNF, ont été réinvesties exclusivement dans cinq autres ministères : l'Éducation, la Santé, l'Agriculture, la Pêche et l'Élevage. Puis un montant de 50 milliards de GNF a été investi pour la politique de partage de la prospérité avec la future Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) afin de lutter contre la pauvreté en Guinée. Ensuite, une ponction de 15% des recettes minières, soit 517 milliards de GNF, a été mise à la disposition des collectivités locales par le biais du nouveau Fonds de développement local. Et enfin, les taxes sur le tabac, l'alcool et les jeux ont augmenté de 25%.

P. de M.

Ensuite, la croissance économique inclusive et le partage de la prospérité : le président guinéen constate que l'extrême pauvreté a atteint des niveaux insupportables dans son pays (60 % de la population guinéenne, voire 65 % dans les zones rurales), d'où la création de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES), qui dispose de 87 milliards de francs guinéens en 2019 (soit 9,5 millions de dollars) et qui devrait voir son budget augmenter significativement en 2020 (130 milliards de francs guinéens) en vue d'aider directement les familles modestes.

Troisièmement, la transparence budgétaire et la gestion efficiente des finances publiques : cela nécessite la mobilisation des ressources internes, une autre priorité des deux chefs de l'exécutif guinéen. La création de la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI) vise à augmenter l'apport au PIB, car le niveau de la mobilisation des ressources internes est encore très faible en Guinée : 13,4 % de PIB, alors que la moyenne de la sous-région se situe plutôt entre 18 % et 19 %.

Quatrièmement, le renforcement de l'État de droit et la consolidation de la démocratie : il s'agit pour le chef du gouvernement d'exiger que soient sécurisés les budgets des institutions républicaines : Assemblée nationale, Cour des comptes, Médiateur de la République et Conseil économique et social, ainsi que de renforcer les moyens budgétaires de la Commission électorale nationale indépendante et des administrations régaliennes que sont l'armée, la police et la justice. La raison invoquée est de mieux préparer les échéances politiques de l'année 2020. Enfin, l'amélioration du cadre de vie de la ville de Conakry en créant en 2020 un fonds financé par un pourcentage des ressources venant de la pêche, du port autonome de Conakry, de l'aéroport et de la douane. Il servira à réaliser divers travaux dans la capitale : pavage des rues, éclairage public, entretien des voiries et des marchés...

Louise Bibalou-Durand

« LES FONDS PROPRES PARTICIPENT AU BUDGET 2019 À 84 % »

Ismaël Dioubaté, ministre du Budget, rappelle les missions dévolues à son département et précise les objectifs financiers fixés ces deux dernières années par le gouvernement aux trois régies financières que sont les Douanes, les Impôts et le Trésor.

D'ici à 2020, quelles sont les priorités que vous a fixées le chef du gouvernement dans votre feuille de route ?

Ismaël Dioubaté: L'action du ministère du Budget se traduit à travers des objectifs spécifiques ainsi que par des actions prioritaires qui se présentent en dix points. En premier lieu, il s'agit d'optimiser la politique budgétaire et d'améliorer l'administration fiscale et douanière pour sécuriser les recettes et qualifier la dépense publique. Ensuite, nous élaborons une stratégie budgétaire de moyen terme crédible, puis nous qualifions la dépense publique. Viennent ensuite la promotion de la transparence budgétaire, la maîtrise des équilibres budgétaires et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Par ailleurs, nous publions régulièrement un rapport qui compare pour chaque acteur (opérateur, fournisseur Internet) la part de marché déclarée par l'ARPT (Autorité de régulation des postes et télécommunications) avec la contribution effective aux recettes fiscales de l'État: TVA, TARTEL, TCT, etc. En outre, nous assurons la production régulière

du budget citoyen, qui est suivie de la mise à disposition du public des informations relatives à l'exécution du budget. Nous veillons également à l'exercice de la tutelle des établissements publics administratifs et contribuons aussi à la lutte contre la corruption, contre le détournement de deniers publics et contre la fraude pour restaurer l'image et la crédibilité de l'État. Et enfin, nous nous attelons à veiller à la promotion des composantes à haute intensité de main-d'œuvre dans tous les programmes et projets publics et privés afin de favoriser la création d'emplois pour les jeunes et d'améliorer leurs conditions de vie.

Quelle a été la contribution des bailleurs de fonds à la formation du budget de 2019 et quelle sera-t-elle à celui de 2020 actuellement en préparation ?

Selon la loi de finances rectificative (LFR) 2019, la conclusion des négociations avec la Banque mondiale a abouti à un appui budgétaire de 100 millions de dollars américains en faveur de la Guinée, contre 40 millions prévus par la loi de finances initiale (LFI).

Ajoutons aussi l'aboutissement des négociations avec le Qatar, qui a permis de mobiliser sous forme d'emprunts non affectés un montant de 60 millions de dollars, ainsi que l'encaissement du produit de la vente de la licence d'exploitation 4G de la société Orange Guinée pour un montant de 90 millions de dollars, non prévu non plus dans la loi de finances initiale.

Le budget annuel du gouvernement guinéen pour l'exercice 2019 s'équilibrait en recettes et en dépenses à plus de 22 313 milliards de francs guinéens (2,4 milliards de dollars). Dans ce budget, quelle est la part consacrée à l'investissement et au volet social ?

La part consacrée à l'investissement dans le

Bio

Ismaël Dioubaté, ministre du Budget, formé en sciences de gestion à l'université de Conakry, est également diplômé de l'Institut technique de banque (ITB) du Centre de formation de la profession bancaire du CNAM de Paris, cursus complété par des formations en analyse et programmation financières à l'Institut du FMI ainsi que par plusieurs autres cours dans le domaine de la banque et des finances publiques.

Avant d'intégrer la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG), son parcours professionnel débute dans le secteur de la microfinance. Ses responsabilités ultérieures le conduisent à participer, dans le cadre du programme économique et financier de la Guinée, aux négociations avec les partenaires techniques et financiers : FMI, Banque mondiale et Banque africaine de développement. Il exercera en outre en tant qu'économiste à l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAQ) basée à Freetown, en Sierra Leone. Jusqu'à sa prise de responsabilités actuelles en mai 2018, il était directeur des changes de la BCRG.

budget annuel du gouvernement pour l'exercice 2019 s'élève à 9 665,33 milliards de GNF selon la LFI 2019, et à 9 019,21 milliards de GNF selon la LFR 2019, soit une diminution de 7,16 %. Quant à la part consacrée au volet social dans le budget annuel du gouvernement pour l'exercice 2019, elle s'élève à 6 182,739 milliards de GNF, soit 25,64 % (LFI).

À quelle hauteur les fonds propres issus des régies financières participent-ils au budget, et quel est le niveau de collecte fixé par le gouvernement aux régies des Impôts, du Trésor et de la Douane en 2019 ?

La mobilisation des fonds propres participait à hauteur de 88,35 % dans le budget de 2018, et à 84,89 % dans le budget 2019. Le niveau des collectes fixé par le gouvernement aux régies des Impôts, du Trésor et

de la Douane en 2019 s'élève à 17 697,3 milliards de GNF (*lire l'encadré*).

« La part consacrée au volet social dans le budget annuel du gouvernement pour l'exercice 2019 représente 25,64 % . »

Quel rôle la MAMRI (Mission d'appui à la mobilisation des ressources) sera-t-elle conduite à jouer auprès des trois régies financières ?

Les administrations des Douanes, des Impôts et du Trésor relèvent, dans la configuration actuelle, du ministère chargé du Budget pour ce qui est des Douanes et des Impôts, et de celui de l'Économie et des Finances pour ce qui est du Trésor. Cette nouvelle structure qu'est la Mission d'appui à la mobilisation des ressources va jouer un rôle de modernisation de ces administrations, comme il est précisé dans le décret portant création de la MAMRI. Plus précisément, ce décret prévoit que la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes est chargée d'accompagner la modernisation des administrations fiscales et autres régies financières de l'État en vue d'accroître significativement la mobilisation des ressources internes. L'arrêté d'application du décret prévoit un cadre de concertation et de coopération regroupant la MAMRI et les responsables des principales directions et régies concernées par la mobilisation des ressources internes. Autre précision importante, la MAMRI a mobilisé des ressources non négligeables auprès de la Banque africaine de développement, soit 15 millions de dollars, et des Émirats arabes unis avec près de 58 millions de dollars. Ces ressources sont destinées à assurer la modernisation des administrations impliquées dans la collecte et le maniement des ressources internes, à travers, en particulier, leur digitalisation.

Propos recueillis par Louise Bibalou-Durand

Les objectifs chiffrés des 3 régies financières ⁽¹⁾

Loi de finances 2019 : 17 697,3 Mds

- Direction nationale des Impôts : 8 665,09 Mds
- Direction nationale du Trésor : 1 225, 88 Mds
- Direction générale des Douanes : 7 806, 33 Mds

Loi de finances 2018 : 17 697,21 Mds

- Direction nationale des Impôts : 7 866, 15 Mds
- Direction nationale du Trésor : 2 069, 55 Mds
- Direction générale des Douanes : 8 047, 51 Mds

⁽¹⁾ En milliards (Mds) de francs guinéens
Source : ministère du Budget



Ismaël Djoubaté,
ministre du Budget.

Ministère du Budget

LES CHANTIERS DU MACRO-ÉCONOMISTE MAMADI CAMARA

Mamadi Camara, le grand argentier de Guinée, indique que le pays connaît un endettement modéré à 30 % alors que ceux de l'UEMOA sont à 70 %. De plus, la Guinée a réalisé ces quatre dernières années les meilleurs scores de croissance obtenus en 50 ans.



Selon Mamadi Camara, ministre de l'Économie et des Finances, son pays a enregistré ces dix dernières années les plus forts taux de croissance du PIB de son histoire. Ces quatre dernières années, cette croissance est d'environ 6 %, pour une moyenne en Afrique de l'ordre de 3 %. De plus, son gouvernement, malgré les mouvements de contestation menés par l'opposition et la société civile ici et là ces neuf dernières années, et plus encore en octobre et novembre 2019, est parvenu à renforcer ses investissements dans les infrastructures de base : électricité, routes, éducation, santé, énergie et TIC. Autant de secteurs qui ont pu agir comme des leviers de croissance.

En effet, s'agissant de l'électricité, le ministre Mamadi Camara rappelle ce leitmotiv du président Alpha Condé : sans énergie, le développement n'est guère envisageable. Ainsi, le barrage de Kaléta, d'une puissance de 240 MW et qui a coûté 526 millions de dollars, est opérationnel depuis 2015. Le démarrage de celui de Souapiti, de 450 MW, lancé en 2015 pour

Une usine d'alumine raffinée à 99 % a été créée.

un coût de 1,5 milliard dollars, est programmé en 2020. Un troisième barrage d'une capacité de 300 MW, Amaria, dont les travaux ont été lancés par le chef de l'État en personne en janvier 2018 et dont le coût est estimé de 1,85 milliard de dollars, est le fruit d'un investissement privé assuré par la société chinoise Tebian Electric Apparatus Stock (TBEA). Ce projet, à en croire les autorités guinéennes, devrait porter le taux d'accès à l'électricité à 65 % à l'horizon 2020 et favoriser la participation d'opérateurs privés dans la production, le transport et la distribution d'élec-

tricité. Un cadre réglementaire est également prévu pour développer les potentialités hydroélectriques du pays en vue de renforcer son autonomie énergétique. Et la construction du barrage d'Amaria n'est pas un projet isolé. Elle entre dans le cadre d'un accord global signé récemment avec le ministère guinéen des Mines et de la Géologie portant essentiellement sur l'exploitation de la bauxite, avec notamment la réalisation d'une usine d'alumine raffinée à 99 % et d'une fonderie d'aluminium pour un budget de 10 milliards de dollars. S'y ajoute un port en eau profonde à Tayigbé, dans

« La Guinée progresse. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les diagnostics. »

la région de Dubreka, en Guinée maritime, près de la capitale Conakry. Avant même la fin des travaux du barrage d'Amaria, le groupe TBEA envisage aussi la construction d'une centrale thermique de 64 mégawatts dont le démarrage est annoncé cette année.

Parmi les autres ambitions du ministre de l'Économie et des Finances figure l'intensification des investissements directs étrangers (IDE), qui avaient stagné en 2014-2015 du fait de la fièvre Ebola et ont repris depuis 2017. Le secteur minier absorbe l'essentiel des engagements financiers de la part des multinationales. Sur le niveau d'endettement du pays qui a valu au ministre d'être interpellé par des parlementaires en août 2019, il a indiqué que la Guinée s'inscrivait dans un programme économique et financier appuyé par la facilité élargie de crédit du Fonds monétaire international (FMI), ajoutant : « Si vous comparez l'endettement de la Guinée à celui des autres pays de la sous-région, notamment ceux de l'UEMOA, vous constaterez qu'elle affiche un endettement très modéré. L'encours de la dette intérieure représente 12,03 % du PIB et la dette extérieure 18,23 % du PIB. Quand vous prenez les pays de l'UEMOA, la dette y représente 70 % du PIB, alors que nous nous sommes à 30 % au total. »

Par ailleurs, Mamadi Camara a lancé le 15 mai 2019 à Conakry la revue annuelle du Plan de réformes des finances publiques (PREFIP), avec à ses côtés son homologue du Budget mais aussi le président de la Cour des comptes, des acteurs de la société civile et du secteur privé ainsi que des représentants des bailleurs de fond : UE, FMI, Banque mondiale, etc. « Les efforts conjugués ont permis de

maintenir en 2018 un cadre macroéconomique stable conformément aux objectifs de notre programme économique et financier soutenu par le FMI », a alors déclaré M. Camara, ajoutant que la croissance projetée en 2019 était de l'ordre de 6 %, tandis que l'inflation avait été contenue à 9,9 % à fin décembre 2018, « ce qui classe la Guinée parmi les pays du continent les plus performants ». Le solde budgétaire de base en Guinée connaît actuellement, lui, un excédent de 0,8 %.

Dans son analyse, le grand argentier guinéen estime que tous les indicateurs de son pays sont plutôt positifs, et cela grâce aux réformes mises en œuvre, « dynamiques en 2018 ». Le ministre a fait observer les avancées sur l'unification de la gestion de la trésorerie de l'État à travers l'opérationnalisation progressive du compte unique du trésor. « Les réformes nous permettront également de renforcer la mobilisation des ressources internes. Dans les mois à venir, nous allons faire en sorte que d'autres décisions soient prises pour élargir l'assiette de l'impôt », a annoncé dans la foulée le ministre de l'Économie et des Finances.

Pour sa part, Serena Bertayna, cheffe d'équipe Économie et Santé de l'Union européenne (UE) en Guinée, a souligné lors de cette rencontre les progrès réalisés : « Les partenaires techniques et financiers de la Guinée ne peuvent que constater qu'elle progresse. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les diagnostics qui ont porté sur la gestion des finances, des investissements et de la dette. Diagnostics qui ont été réalisés de manière indépendante au cours de l'exercice 2018. »

Louise Bibalou-Durand

Bio

Avant sa nomination comme ministre de l'Économie et des Finances en mai 2018, Mamadi Camara était ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée en Afrique du Sud depuis 2013. Ce spécialiste en banque et finance internationale, titulaire depuis 1974 d'un DESS de l'Institut Finafrica, université Luigi Bocconi de Milan (Italie), a parfait sa formation en obtenant plusieurs certificats délivrés par l'Institut du Fonds monétaire international à Washington (USA).

Il commence sa carrière en 1972 à la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG), où il assumera successivement jusqu'en 1985 les fonctions d'analyste au bureau d'études et de la statistique, directeur du département de l'émission et du crédit, directeur du centre de formation bancaire, et enfin chef de cabinet et conseiller spécial du gouverneur. Ensuite, jusqu'en 2008, il sera tour à tour économiste principal et coordonnateur de la Cellule d'études de politique économique (CEPEC) en Guinée, mais au siège, à Harare (Zimbabwe), chargé d'opérations à l'Unité de privatisation du ministère de l'Économie et des Finances, consultant au PNUD, à GTZ et à l'ONUSIDA ainsi que, concomitamment de 2005 à 2013, à la Banque africaine de développement (BAD). Il a aussi publié aux éditions l'Harmattan, à Paris : *Les Clés pour le développement de la Guinée*.



SIBIRI HOLDING

5 sociétés réparties
en Afrique de l'Ouest



Société de transport
de produits pétroliers



Entreprise de distribution
de produits pétroliers

SO.MEH.AL Sarl
SOCIETE MEHDY ALVIN

REPRESENTATION - NEGOCE INTERNATIONAL - IMPORT-EXPORT

Importateur exclusif des produits
d'entretien et d'insecticides de la
marque ORO au Bénin et au Togo



Côte d'Ivoire



Burkina Faso

Entreprises de Bâtiments
et Travaux publics (BTP)
et de promotion immobilière.

SIBIRI HOLDING :

68 Av. Gérard Kango Ouedraogo - Ouaga 2000 - Secteur 54

01 BP 5096 Ouagadougou 01 - Burkina Faso

Tél : +226 25 37 69 44 Fax : +226 25 37 69 46

www.sibiri.group

LES EFFETS ESCOMPTÉS D'UNE ÉCONOMIE VERTUEUSE

Quelles sont les entraves à la redistribution équitable des bénéfices de la croissance dans un pays comme la Guinée, aussi prospère et bien engagé dans son développement que riche de potentialités ? Des mesures et dispositifs adéquats restent à mettre en place.

Comment expliquer qu'un taux de croissance à deux chiffres n'ait pas d'impact positif sur le niveau de vie de trop nombreux Guinéens ? En effet, la Guinée connaît une croissance solide depuis plusieurs années, qui a même été à deux chiffres en 2016 et 2017. Pour 2018, elle a légèrement dépassé les 6 % et, selon les projections, elle sera très probablement autour de 6 % cette année. Ce succès macroéconomique s'explique dans une très large mesure par le dynamisme du secteur minier. Toutefois, cette bonne santé peine à se traduire par une amélioration de la vie des Guinéens. « *Bien entendu, notre politique économique devrait continuer à encourager le développement du secteur minier, qui a vocation à rester une dimension essentielle de notre système productif. Mais il faudrait en même temps concevoir des dispositifs de politique publique qui établissent un lien clair entre d'une part l'exploitation des ressources naturelles et d'autre part la diversification de notre économie et la réduction effective de la pauvreté* », préconise Ansoumane Camara, le conseiller spécial auprès du Premier ministre chargé de l'Économie, des Finances et du Budget (*lire son interview p. 48-49*). Alors, comment matérialiser ce fameux lien ? Il pourrait prendre, selon Monsieur Camara, la forme d'une ponction sur les recettes fiscales minières, comme c'est le cas pour l'ANAFIC, ou alors d'une ponction directe sur la production minière. Pour ce qui concerne la réduction de la pauvreté, il pourrait s'agir par exemple d'une contribution additionnelle de solidarité sur les activités minières (CASAM) qui viendrait alimenter de manière pérenne l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES). Car, rappelons-le, la création de l'ANIES, structure dédiée à la lutte contre la pauvreté récemment mise en place et très prochainement en mesure de jouer son rôle dans la redistribution effective des richesses, constitue une formidable opportunité pour approfondir la réflexion sur ce type de mécanismes. Par ailleurs, le FMI recommande de supprimer les dépenses non essentielles comme les subventions affectées

au secteur énergétique. « *Je n'irais pas jusqu'à dire que les dépenses publiques en faveur du secteur énergétique ne sont pas essentielles. Dans les pays en développement, elles peuvent aussi être considérées comme une politique sociale* », tempère le conseiller spécial, reconnaissant toutefois une situation devenue critique pour les finances publiques. En 2019, le budget prévoyait 800 milliards de GNF à cet usage alors qu'au seul titre du premier trimestre, 400 milliards avaient déjà été absorbés. Et selon les prévisions disponibles, le besoin pourrait dépasser les 2 100 milliards de GNF cette année. Les pouvoirs publics envisagent donc une stratégie pluriannuelle de réforme des tarifs de l'électricité sur la période 2019-2025, avec l'objectif de faire coïncider les tarifs avec les coûts de revient. Pour ce

« La corruption abîme l'image de la Guinée. » |

faire, ils admettent vouloir s'inspirer d'autres pays parvenus à traiter le problème : l'Indonésie, par exemple, a fait baisser les subventions au secteur de l'énergie de 19,3 milliards de dollars en 2014 à 5 milliards en 2016, ce qui est considérable, sans provoquer de crise sociale, ce à quoi il faut veiller.

Enfin, le Premier ministre s'était engagé à lutter contre la corruption et l'impunité, et des actions concrètes sont attendues par ceux, nombreux, que ces pratiques choquent à juste titre. « *La corruption abîme l'image de la Guinée, accentue les inégalités et les frustrations sociales, et prive les générations futures d'un avenir décent* », estime A. Camara. Certains cadres de l'administration et d'entités publiques ont été limogés et condamnés par la justice, mais lutter contre la corruption prend du temps quand elle a cours depuis des décennies. L'approche du Premier ministre, qui n'a pas renoncé à son engagement, est donc de procéder graduellement à l'aide de réformes économiques et sociales ambitieuses.

Andju Ani

« LES FRUITS DE LA CROISSANCE DOIVENT ÊTRE PARTAGÉS »

Ansoumane Camara, conseiller spécial auprès du chef du gouvernement, définit les grandes orientations pour favoriser le partage des fruits de la croissance : augmenter les ressources, réduire les dépenses et soutenir les plus démunis.



*Ansoumane Camara,
conseiller spécial auprès du Premier ministre
chargé de l'Économie, des Finances
et du Budget.*

Conseiller spécial auprès du Premier ministre, vous avez œuvré à la création de la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI), dont vous assurez la coordination. En quoi cet outil est-il original et pourquoi l'avoir créé ?

Ansoumane Camara : La MAMRI a été créée en janvier 2019 pour impulser la modernisation des administrations fiscales et des régies financières de l'État afin d'accroître la mobilisation des ressources internes. Elle comprend un comité de pilotage présidé par le Premier ministre et regroupant les départements ministériels concernés par la problématique ainsi qu'une équipe technique permanente d'une quinzaine d'experts qui procèdent à des analyses approfondies puis formulent des recommandations soumises au comité de pilotage pour validation politique. Elle veille ensuite au suivi de leur application par les administrations concernées. La création de la MAMRI s'imposait d'elle-même. La Guinée a besoin de ressources pour financer son développement. Sauf à s'endetter inconsidérément, le pays ne peut compter sur les seuls financements extérieurs. Donc, il faut plus de ressources internes : elles représentent 13,4 % du PIB de la Guinée, alors qu'en Afrique subsaharienne, la moyenne se situe plutôt entre 18 et 19 %. En 2015, la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement a encouragé à viser un niveau de collecte de 20 %, objectif fixé à la MAMRI. Cela représente environ 726 millions de dollars, soit 6,6 points de PIB. C'est réalisable, surtout avec l'impulsion politique nouvelle liée au rattachement de la MAMRI au cabinet du Premier ministre.

La création de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) est-elle LA solution pour l'aide directe aux plus démunis ?

L'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) a été créée le même jour que la MAMRI. Depuis 2010, si l'on considère l'évolution du PIB, la

Guinée s'est enrichie. Les succès économiques sont réels, notamment dans le cadre du PNDES : le secteur minier a été relancé, avec un afflux d'investissements étrangers, l'attractivité s'est renforcée et l'agriculture, qui occupe 76 % de la population active, est soutenue par les pouvoirs publics. Toutefois, les effets restent imperceptibles sur la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales qui affectent environ 60 % des Guinéens. D'où les engagements fermes pris au sommet de l'État en faveur de l'inclusion, clé de voûte de l'action économique gouvernementale.

L'ANIES en est la formalisation. C'est une innovation guinéenne : aucun pays en Afrique ne prévoit de consentir un effort financier de 2 % de PIB à la réduction de la pauvreté ni ne possède un dispositif d'inclusion élaboré de façon aussi transversale, d'où les demandes d'information de la part de pays étrangers et d'organisations internationales sur sa conception et son déploiement. L'ANIES va réaliser des aides directes sous forme de transferts monétaires, de l'assistance avec la rétribution de travaux à haute

« Les dépenses de fonctionnement de tous les départements ont subi une coupe de 20 % par rapport à 2018. »

intensité de main-d'œuvre, et enfin l'inclusion financière des plus démunis. Elle s'adresse aux 40 % les plus pauvres de la population, soit environ 6 millions de personnes. Un opérateur international, IDEMIA, a été recruté par appel d'offres pour l'identification biométrique des futurs bénéficiaires afin de sécuriser les paiements. L'ANIES débutera ses activités de redistribution dès ce mois de décembre 2019.

Entre la loi de finances 2019 et celle de 2020 en préparation, quelles sont les innovations majeures ?

Les dépenses de fonctionnement – hors dépenses de personnel, d'investissement et de subvention – de tous les départements y compris la Primature ont subi une coupe de 20 % par rapport à 2018. Seuls les ministères de la Justice, de la Défense, de la Police et de l'Action sociale n'étaient pas concernés. L'économie réalisée finance l'investissement dans l'agriculture, l'éducation et la santé, car derrière la démarche du Premier ministre, il y a une logique économique, une vision politique. Le budget est un acte politique qui doit incarner la

Bio

Nommé en 2018 conseiller spécial du Premier ministre en charge de l'Économie, des Finances et du Budget, Ansoumane Camara coordonne l'action économique gouvernementale et dirige le pool économique de la Primature. Ce jeune cadre a déjà mis son savoir-faire au service de son pays avec l'opérationnalisation de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) et de la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI), dont il assure la coordination.

Diplômé en politique publique de la Harvard University (Kennedy School of Government), en économie politique internationale de la London School of Economics and Political Science (LES), en administration publique de l'Institut d'études politiques (Sciences Po) et en droit public de l'université Montesquieu-Bordeaux IV, il a travaillé au ministère français de l'Économie et des Finances (Bercy) sur les questions économiques européennes et internationales. Au sein de la Task Force de Bercy sur le Brexit, il a été coordinateur référent pour plusieurs secteurs industriels stratégiques, concomitamment avec les fonctions de rapporteur, à la Commission européenne, d'un High Level Group sur la compétitivité économique (GEAR 2030). En Guinée, il a apporté bénévolement son expertise au ministre de l'Économie et des Finances durant la crise sanitaire Ebola pour contribuer à la définition d'une stratégie de relance économique.

vision du leadership et donner des indications sur les grandes orientations économiques. Quel État serions-nous si les autorités les plus légitimes, le président de la République et le Premier ministre, n'avaient pas leur mot à dire sur la conception du budget de l'État ?

Pour le budget 2020, dans la même logique, les instructions données par la Primature s'articulent autour de 5 axes : stabilité macroéconomique et respect des engagements internationaux (notamment l'effort budgétaire en faveur de l'agriculture, de l'éducation et de la santé), renforcement du caractère inclusif de la croissance économique avec un meilleur partage de la prospérité, transparence budgétaire et gestion efficiente des finances publiques, renforcement de l'État de droit et consolidation de la démocratie, et enfin amélioration du cadre de vie de la ville de Conakry.

Au vu des actions et réformes impulsées par le Premier ministre, êtes-vous optimiste sur l'atteinte des objectifs ?

Absolument. Je suis optimiste. L'ANIES, par exemple, est la mère de toutes les réformes. Nous allons très rapidement déployer une politique majeure, qui va avoir un impact direct sur la vie des gens. Nous allons donner aux Guinéens la preuve que nul ne doit être laissé pour compte, que les fruits de la croissance économique doivent être partagés. L'échec, dans les réformes que nous conduisons, n'est pas une option. L'exigence de réussite dans nos réformes n'est pas une simple affaire technocratique ou économique. C'est un impératif politique.

Propos recueillis par Andju Ani

« SIX MILLIONS DE GUINÉENS DEVRAIENT BÉNÉFICIER DE NOS SERVICES »

Sanaba Kaba, directrice générale de l'Agence nationale de l'inclusion économique et sociale (ANIES), a pour mission d'appuyer financièrement les couches vulnérables de la population. L'ANIES bénéficie d'un financement de 179,5 millions USD, soit 2,8 % du PIB. Une première en Afrique.

Quelles raisons ont milité en faveur de la création de l'ANIES il y a moins d'un an et quel est son rôle ?

Sanaba Kaba : Sur la période récente, la Guinée s'est collectivement enrichie, et la politique économique a engrangé de réels succès depuis 2010 : le secteur minier a été relancé, les indicateurs macroéconomiques ont été stabilisés, et l'attractivité économique s'est renforcée, plaçant la Guinée sur l'orbite des investisseurs étrangers. Mais les effets de ces succès restent imperceptibles en termes de réduction de la pauvreté et des inégalités : près de 60 % de la population (65 % dans les zones rurales) sont en situation d'extrême pauvreté, avec moins de 455 \$ par an (1,25 \$ par jour), alors que la Guinée détient les plus importantes réserves de bauxite au monde, que la mine de Simandou contient les plus importantes réserves non encore exploitées de fer au monde et que le pays compte plus de 6 mil-

lions d'hectares de terres arables, dont seul un tiers est en exploitation. Partant de ce constat, le président Alpha Condé et son Premier ministre ont pensé à définir des stratégies pour répondre aux défis d'appuyer les couches pauvres de la population par l'intégration sociale, économique et financière, source de sortie de la pauvreté. Le 27 juin 2019, le Premier ministre, dans sa déclaration de politique générale, a pris l'engagement de faire du partage de la prospérité la clé de voûte de sa politique économique. D'où la création d'une Agence nationale d'inclusion économique et sociale pour conduire des politiques et programmes favorisant une inclusion financière, sociale et économique en faveur des couches les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

Quels sont les mécanismes de financement mis en place pour permettre à l'ANIES de jouer pleinement son rôle ?

L'objectif de l'ANIES est d'arriver à un effort financier de 4 % du PIB en 2025. Le financement de l'ANIES s'opère à travers le Budget national de développement (BND) à court terme et à long terme ainsi que la Contribution additionnelle de solidarité sur les activités minières (CASAM), avec une ponction d'une partie des recettes fiscales minières et une ponction directe sur la production minière. Pour un début, l'ANIES reçoit une subvention du BND de plus de 87 milliards de francs guinéens (GNF), soit 9,5 millions USD, et une prévision de 0,1 % du PIB, soit 130 milliards GNF pour l'année 2020 (14,2 millions USD). Par ailleurs, un apport des bailleurs de fonds est envisagé. L'ANIES bénéficie déjà de l'accompagnement de la Banque

Bio

Madame Sanaba Kaba, 47 ans, mariée, ingénieure chimiste depuis 1996, a été nommée directrice générale de l'ANIES le 20 mai 2019, après une carrière administrative débutée en 2011 comme conseillère du président de la République en matière d'éducation, de santé, d'emploi des jeunes et de promotion féminine. De 2014 à 2017, elle sera ministre de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance. En novembre 2018, elle devient membre du conseil d'administration de la Banque centrale et le 6 septembre 2019, membre du conseil d'administration de la mise en œuvre du Fonds fiduciaire d'urgence en Guinée.

Dans le secteur privé, elle commence sa vie professionnelle en 1998 chez PRIDE-FINANCE, où elle exercera jusqu'en 2010 les fonctions successives d'agent de crédit chargée d'octroyer, de surveiller et de recouvrer des prêts ainsi que de former et suivre les clients, caissière à Guéckédou, Kamsar, Fria et Matoto, et enfin chargée de la gestion des comptes de crédit et des fonds de solidarité ainsi que du fonctionnement du centre au CEFIPE (Centre de financement de la petite entreprise). En 2010-2011, elle intégrera la BSIC (Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce).

Trilingue malinké, soussou et français, elle a suivi des formations aux métiers bancaires ainsi qu'en informatique et esprit d'entreprise.



Sanaba Kaba, directrice générale de l'Agence nationale de l'inclusion économique et sociale.

mondiale à hauteur de 40 millions USD, de la Banque africaine de développement (BAD) de 55 millions USD et de 75 millions USD des Émirats arabes unis. Au total, cela représente un financement de 179,5 millions USD, soit 2,8 % du PIB. Une première en Afrique en proportion de PIB.

Quand l'enregistrement et l'enrôlement biométrique de la population extrêmement pauvre, première phase de votre déploiement, vont-ils s'effectuer ?

Le processus d'identification a démarré au mois d'octobre avec une expérimentation de six mois qui a porté sur 400 000 personnes ou plus, avant une généralisation progressive à l'ensemble du territoire national à partir de juin 2020. D'ailleurs, nous venons de finaliser un contrat avec l'opérateur français IDEMIA, leader mondial dans le secteur de la biométrie. Un contrat dans lequel les intérêts de la Guinée ont été préservés à travers des garanties d'interopérabilité et de réversibilité. IDEMIA a été recruté suite à un

appel d'offres pour conduire les activités d'enrôlement biométrique. L'ANIES est déjà sur le terrain pour la collecte des données socio-économiques.

Ce sont 60 % de la population guinéenne qui connaissent l'extrême pauvreté. En articulant l'aide directe, l'inclusion par les travaux publics et l'inclusion financière, quels types de résultats visez-vous d'ici fin 2020 ?

Nous visons un résultat de 6 millions de Guinéens pauvres enrôlés dans une base de données avec des cartes biométriques qui bénéficieront de nos services : les transferts monétaires, les travaux à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) et l'accompagnement communautaire, ainsi qu'une croissance du taux d'inclusion financière avec une incidence sur le nombre de filles scolarisées et l'accroissement du taux de fréquentation des structures sanitaires.

Pourquoi attendre plus de cinquante ans pour se doter d'une telle structure ?

Chaque chose en son temps. Notre pays a connu beaucoup de mutations et, comme le président l'a dit, tout était prioritaire à son arrivée au pouvoir. Mais après le retour de la Guinée sur la scène internationale,

l'atteinte du PPTTE et l'obtention d'une croissance à deux chiffres, le besoin de sortir les populations de la pauvreté est devenu imminent. Beaucoup d'efforts ont été fournis : le projet de filets sociaux productifs qui ouvre la porte à l'ANIES existe depuis l'an 2012. Il a mené des activités de réduction de la pauvreté en Guinée et a obtenu des résultats satisfaisants de son partenaire financier, la Banque mondiale. Il a couvert 663 districts, quartiers et localités répartis dans

« Le processus d'identification a démarré en octobre avec une expérimentation de 6 mois sur 400 000 personnes. »

85 sous-préfectures situées dans 28 préfectures des quatre régions naturelles de la Guinée et les 5 communes de la zone spéciale de Conakry. Les résultats chiffrés font état de 71 057 personnes touchées directement, dont plus de 50 % de femmes.

Propos recueillis par Louise Bibalou-Durand



UNE EXCELLENTE RÉPUTATION

Malgré la rude concurrence que connaît le secteur hôtelier à Conakry, le Noom Hotel conserve sa position de leader sur le site TripAdvisor grâce à sa qualité de service incontestée. Une véritable machine de guerre commerciale a été mise en place pour répondre au mieux aux attentes de la clientèle d'affaires. Un nouveau challenge...



Geoffrey De Geyer d'Orth, directeur général du Noom Hotel Conakry.

Geoffrey De Geyer d'Orth, directeur général du Noom Hotel Conakry en poste depuis un an et demi, constate l'évolution impressionnante de la situation du secteur hôtelier dans la capitale guinéenne par rapport à l'époque où son établissement était en cours de construction et d'ouverture, et même simplement en projection. « Dans l'intervalle, en 2018 et 2019, il y a eu 4 hôtels de classe internationale

qui ont ouvert. Cette nouvelle configuration a évidemment eu un impact en termes de parts de marché sur la position de quasi-monopole que détenait le Noom Hotel. Aujourd'hui, nous sommes dans un contexte complètement différent, et nous subissons une concurrence sauvage, avec un marché local complètement déréglementé », déplore-t-il.

Perte de la position de quasi-monopole

Cette transformation a été observée depuis 2010 car en moins de dix ans, Conakry a rattrapé son retard en capacité hôtelière. « On se souvient qu'avant 2015,

notre capitale n'était même pas en mesure d'accueillir plus de deux dignitaires étrangers. Aujourd'hui, la situation hôtelière a radicalement changé », explique un officiel du ministère du Tourisme guinéen. En effet, la capacité d'hébergement hôtelier de la capitale guinéenne a triplé : elle a atteint 3 670 chambres en 2018 pour 410 établissements, contre 1 152 chambres en 2010. Plus de 200 milliards de francs guinéens (18,65 millions d'euros) ont été investis dans cette mise à niveau, explique-t-on au ministère du Tourisme. Aujourd'hui, dans le nord de la presqu'île, entre l'hôtel Kaloum érigé à quelques pas du palais présidentiel, le Noom Hotel qui donne sur l'Atlantique, l'Onomo, le Palm Camayenne et le Sheraton, les autorités guinéennes ont l'embaras du choix pour loger dignement leurs invités de marque.

Toujours leader sur TripAdvisor

Face à cette nouvelle donne du marché local, la direction du Noom Hotel Conakry met en avant trois atouts. Le premier, auprès de sa clientèle d'affaires, tient au fait que l'établissement reste « toujours référencé, en 2018, dans sa position de premier, et de loin, dans le classement des hôtels répertoriés et inventoriés comme

Mangalis Hotel Group : plus de 2 650 chambres à l'horizon 2023

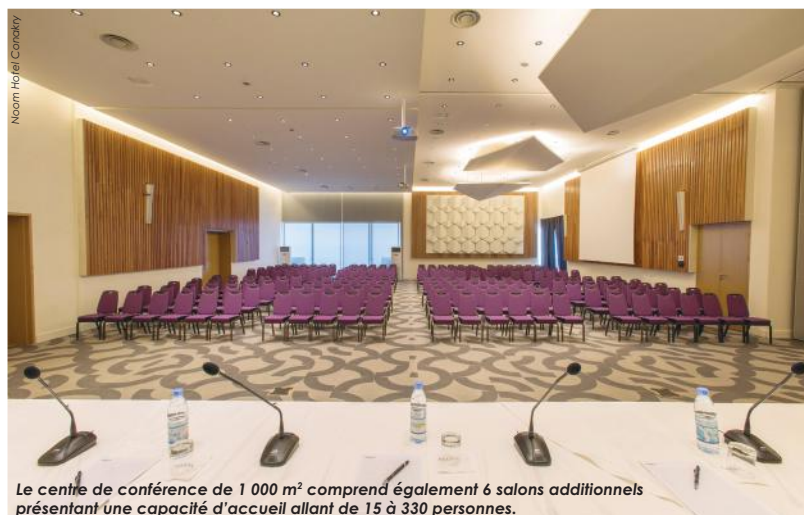
Sur l'expansion que connaît le secteur hôtelier en Afrique, une étude publiée en 2016 par le cabinet STR Global signalait que 50 000 nouvelles chambres devraient s'ajouter au parc existant d'ici à 2020. Dans cette dynamique, à l'instar des principales enseignes telles que Radisson, AccorHotels ou Hilton, Mangalis Hotel Group, une filiale de Teyliom Group, conglomérat ouest-africain, n'est pas en reste. En effet, son plan de développement prévoit plus de 2 650 chambres à l'horizon 2023. Dans sa catégorie haut de gamme qui compte déjà le Noom Hotel Conakry érigé en 2016, suivi en 2019 du Noom Hotel Niamey inauguré en juin, citons aussi le Seen Hotel Abidjan Plateau (milieu de gamme) et Yaas Hotel Dakar Almadies (économique lifestyle). Et Mangalis Hotel Group prévoit de construire d'ici à 2023 quatre autres Noom à Abidjan, Cotonou, Pointe-Noire et Assinie. Et dans la catégorie Seen, le choix s'est porté sur Assinie et Freetown, villes auxquelles vont s'ajouter, dans la catégorie Yass, Abidjan, ainsi que Dakar pour un second établissement.

établissements de marque par le grand site d'avis de voyageurs TripAdvisor », explique le directeur général De Geyer d'Orth. Le deuxième atout tient à la décision d'affiner et de revoir la grille tarifaire, segmentée marché par marché, voire par micromarché, et de se montrer très réactif à la demande venant des entreprises. « Nous avons mis en œuvre une machine de guerre commerciale dont le mot d'ordre est de conquérir de nouvelles parts de marché. Mais il nous faut aussi fidéliser nos anciens clients, car avec l'arrivée de nouveaux hôtels, il était nécessaire de prendre conscience du fait que certains de nos fidèles clients pouvaient nous quitter pour aller à la concurrence. Pour toutes ces raisons, nous avons accru l'aspect qualitatif de notre service et fait en sorte qu'en 2018, l'excellente réputation du Noom Hotel soit incontestée sur la place de Conakry et demeure une position acquise au regard du classement de TripAdvisor », détaille le directeur général, s'appuyant sur les commentaires des clients que le Noom Hotel a reconquis et qui reviennent précisément pour la qualité du service, ce qui lui permet d'affirmer qu'au registre du service qualitatif, son établissement est leader sur la place sur le segment de la clientèle d'affaires : « Le corporate reste notre premier segment de clientèle, à hauteur de 90 %, sous forme de résidence individuelle, de séminaires résidentiels, etc. »

Le produit séminaires et conférences

Le troisième atout, justement, est le séminaire, un produit essentiel dans la stratégie commerciale de cet hôtel, avec son centre de conférence de 1 000 m² au sol qui comprend également 6 salons additionnels de tailles différentes présentant une capacité d'accueil allant de 15 à 330 personnes. « Dans le climat de rude concurrence que nous connaissons, nous sommes très actifs sur ce secteur, surtout à l'endroit des hommes d'affaires qui animent leurs séminaires au Noom et qui choisissent aussi notre établissement pour y séjourner », relève M. De Geyer d'Orth.

Cependant, Conakry accueille peu de séminaires, conférences, forums ou symposium de portée régionale ou internationale. La direction du Noom regrette qu'il n'existe qu'un seul symposium, qui de surcroît ne se tient qu'une fois par an et qui concerne uniquement le secteur des mines, alors qu'il aurait été souhaitable que les rencontres de cette dimension se tiennent tous les mois, soit douze fois par an. C'est le gros handicap de tous les hôtels de la place de Conakry, qui souffrent d'un déficit du tourisme d'affaires que ne connaissent pas des villes comme Abidjan ou Dakar. Les forums et séminaires de portée internationale constituent une activité primordiale pour des hôtels de ce standing, où en général la clientèle individuelle représente 30 % du chiffre d'affaires, le reste du CA étant assuré par cette clientèle de conférences qui, hélas, est encore quasi-inexistante à Conakry, ou à tout le moins limitée. Mais en dépit de cette conjoncture difficile et du contexte très concurrentiel, Noom Hotel Conakry a conservé tous ses salariés. « Il n'y a jamais eu de réduction de personnel au motif d'opérer des économies sur la masse salariale, et les effectifs sont restés constants », indique le directeur général. Louise Bibalou-Durand



Le centre de conférence de 1 000 m² comprend également 6 salons additionnels présentant une capacité d'accueil allant de 15 à 330 personnes.

LA GUINÉE PARMIS LES MEILLEURS RÉFORMATEURS

Le président Alpha Condé a engagé un train de réformes courageuses pour faciliter la pratique des affaires. Ce qui vaut à son pays d'être favorablement classé pour son attractivité.

Avec une progression constante qui lui a fait gagner 30 places en huit ans dans le classement Doing Business, la République de Guinée a pris à bras le corps le chantier de l'amélioration du climat des affaires. Selon le gouvernement, ces performances sont dues aux vastes réformes engagées dans pratiquement tous les secteurs d'activité pour optimiser la gouvernance économique et financière et assainir les finances publiques afin de rétablir les principaux équilibres macroéconomiques, mais également aux mesures amélioratives prises dans les domaines de la justice, de la sécurité, de la défense et de la gouvernance politique et administrative. « Depuis l'arrivée au pouvoir du président Alpha Condé en 2010, d'importantes réformes ont été menées, et plus spécifiquement en

sociale dans le cas des sociétés à responsabilité limitée (SARL), valeur auparavant fixée à 100 000 GNF », se réjouit un haut cadre de l'administration.

En gros, le pays a adopté plusieurs textes réformateurs qui protègent les investisseurs locaux ou étrangers contre l'arbitraire administratif et, surtout, qui simplifient les procédures pour les ramener au strict minimum. Par exemple, les autorités ont créé un tribunal des affaires ainsi qu'un guichet unique pour les opérations foncières, et elles ont réduit les circuits de l'enregistrement pour la création d'entreprise. « Nous avons trois défis pour améliorer le climat des affaires : le foncier, la fiscalité, la facilitation du commerce. Sur la fiscalité et la facilitation du commerce, il y a des réformes en train d'être menées. Au niveau du foncier, c'est extrêmement important qu'un guichet unique gère à la fois le foncier et la construction afin de faciliter les démarches pour plus d'efficacité, et aussi d'apporter de la transparence. Il faut que le foncier

I Une entreprise est dorénavant créée en 72 heures.

matière de facilitation des affaires. Il est évident que le développement du secteur privé est étroitement lié à notre volonté d'amélioration des conditions de vie de nos populations et de recul de la pauvreté dans notre pays. La transformation structurelle de notre économie passera par l'essor du secteur privé. Nous avons beaucoup progressé depuis 2010 et nous avons gagné une trentaine de places dans le classement Doing Business, qui est aujourd'hui le principal référentiel pour apprécier le climat des affaires », indique non sans fierté Khader Y. Barry, conseiller spécial du Premier ministre guinéen. Dans le détail, des réformes ont été engagées en matière d'obtention des permis de construire, de facilités à la création d'entreprise et de protection des investisseurs. C'est ainsi qu'en 2018, le pays a gagné 56 places par rapport à 2012 en matière de facilités à la création d'entreprise, 99 places en ce qui concerne l'obtention de permis de construire, 28 places quant à la protection des investisseurs, 19 places pour ce qui est du règlement de l'insolvabilité et 9 places en matière de transfert de propriété. « Une entreprise est dorénavant créée en 72 heures, avec liberté de fixation de la valeur de la part

ne soit plus un facteur bloquant de l'amélioration du climat des affaires », indique Gabriel Curtis, ministre des Investissements et des Partenariats public-privé. « En 2019, la Guinée s'est retrouvée parmi les trois premiers pays francophones réformateurs. C'est vrai que c'est une prouesse, mais l'objectif du gouvernement est de faire en sorte que nous soyons les meilleurs », ajoute-t-il. Ces mesures ont incontestablement conduit à l'arrivée de nombreux investisseurs dans le pays. Selon le ministre Gabriel Curtis, grâce aux réformes d'optimisation du climat des affaires, le gouvernement guinéen a mobilisé en huit ans quelque 10 milliards de dollars d'investissements étrangers. Ces investissements étrangers ont permis la création de 38 000 entreprises, avec à la clé plus de 114 000 emplois. De même, du fait de l'organisation de plus de 130 événements par l'Agence de promotion des investissements privés (APIP), dont 41 en Guinée et 89 à l'étranger, la République de Guinée a pu signer pour plus de 20 millions de dollars d'accords commerciaux, plus de 400 millions de dollars de conventions et plus de 200 millions de dollars de contrats. Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

Christian Kouamen

DANS UN MONDE QUI CHANGE, L'INVESTISSEMENT ACCOMPAGNE LA CROISSANCE DE VOTRE BUSINESS



CRÉDIT-BAIL

- Un crédit sans apport initial
- Des garanties très simplifiées
- Un allègement de votre bilan
- Une fiscalité favorable

bicigui.com



BICIGUI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

« JE TRAVAILLE À LA DIVERSIFICATION DES IDE »

Gabriel Curtis, ministre des Investissements et des PPP (partenariats public-privé), s'emploie à diversifier les investissements, à participer à l'amélioration du climat des affaires et à accélérer le rythme des réformes pour rendre son pays éligible au Millenium Challenge Corporation.

Avec 1,6 milliard de dollars d'investissements réalisés en 2016 et 3 milliards engagés en 2017 dans les mines, l'énergie, les industries et l'agriculture, estimez-vous que la Guinée attire les investisseurs ?

Gabriel Curtis : La Guinée, avec ses six frontières terrestres et ses 300 km de côte sur l'Atlantique, constitue un carrefour naturel de la sous-région, riche en ressources du sol, du sous-sol ainsi que des eaux et forêts. Depuis 2011, grâce aux réformes entreprises, elle a fait son « come back » dans le concert des nations. Donc oui, la Guinée attire, rassure et retient. Les réformes ont eu un impact positif sur l'environnement des affaires, la sécurité, l'éducation et la santé. Parmi elles, l'entrée en vigueur de l'OHADA en 2014, l'ouverture du tribunal de commerce en 2019, et enfin l'adoption d'un code des investissements plus attractif en 2015 et d'un nouveau code minier dans la foulée de l'adhésion à l'initiative de transparence dans les industries extractives (ITIE). L'État guinéen est aussi engagé pour le développement du secteur privé avec la création de la Plate-forme de concertation du secteur privé pour renforcer le dialogue public-privé. Outil de mise en œuvre de la Lettre

de politique nationale du contenu local, la Bourse de sous-traitance et de partenariats inaugurée en 2018 doit faciliter l'accès au marché des PME locales en les mettant en relation avec les donneurs d'ordres.

Les évaluations des institutions les plus crédibles montrent d'ailleurs que la Guinée se porte bien et avance avec confiance. Dans l'édition 2020 du Doing Business de la Banque mondiale, elle a progressé de 23 places depuis 2012 et occupe le 156^e rang sur 190. Dans celui sur la compétitivité du World Economic Forum (Davos), elle est 122^e sur 141 pays. Ces évaluations prouvent la bonne santé des politiques entreprises par le gouvernement, traduites par une augmentation significative des investissements directs locaux (IDL) et des investissements directs étrangers (IDE). Ainsi, sur la période 2009-2015, la part des IDE dans le PIB guinéen se situait en moyenne à 3,4 %. Ces trois dernières années, ce taux a franchi la barre des 10 % pour se situer à 18,8 % en 2016 et à 15,9 % en 2017. L'engouement croissant pour l'investissement dans l'économie guinéenne est visible : leur taux a plus que triplé entre 2015 et 2016, passant de 7,3 %

à 25,2 % du PIB. En outre, la signature de l'accord-cadre de financement de nos projets prioritaires avec la République populaire de Chine pour 20 milliards de dollars couvrant une période de 20 ans (2017-2036) est un parfait exemple de l'attractivité de notre pays.

Les PPP, nouveaux types de contrats en Afrique, ont de plus en plus de succès. Quel impact peuvent-ils avoir sur la qualité de vie des populations et peuvent-ils être considérés comme un levier de développement soutenu et inclusif ?

Le PPP est un instrument qui prend de plus en plus d'importance en Guinée et qui peut servir de fort levier de développement économique pour le pays. Il peut faciliter et accélérer la réalisation de projets de

Bio

Gabriel Curtis est ministre des Investissements et des Partenariats public-privé (MIPPP) depuis mai 2018, cumulativement avec les fonctions de commissaire général de la Guinée pour l'Exposition universelle 2020 à Dubaï. Il coordonne aussi le Plan directeur de Kaloum et des îles de Loos réalisé par le cabinet singapourien Surbana Jurong dans le cadre du Grand Conakry Vision 2040.

Directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP-Guinée) de 2014 à 2018, il y a assuré le secrétariat permanent du Conseil présidentiel des investissements privés et des partenariats public-privé (CPI-PPP). Avant cela, il était Senior Manager de la Bank of New York Mellon à Londres, responsable de la gestion de risques et du capital ainsi que du reporting pour l'auto-évaluation et la surveillance prudentielle (ICAAP) dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique, après y avoir été vice-président du département de gestion du portefeuille au siège, à New York.

Il est titulaire d'un master en relations internationales option finance internationale de la Columbia University de New York et d'un bachelor de commerce de McGill University à Montréal.



Gabriel Curtis, ministre des Investissements et des Partenariats public-privé.

notamment la diversification et l'attraction des investissements ainsi que la réalisation de projets structurants tels que le Grand Conakry Vision 2040. Depuis des décennies, les IDE sont majoritairement captés par le secteur minier. C'est une tendance que nous souhaitons inverser en attirant davantage d'investissements vers l'agriculture, l'innovation, les industries culturelles, l'immobilier, l'énergie renouvelable, etc. Je compte également m'atteler à aider à accélérer le développement du secteur privé national. Nous bénéficions d'ailleurs d'un outil intéressant avec la Politique du contenu local, déclinée sur trois axes: la formation, la sous-traitance et l'approvisionnement local. Cela est crucial afin de rendre la croissance plus inclusive. Notre objectif est de soutenir, à travers le contenu local, le secteur privé national, tout en renforçant ses capacités. Nous devons aussi continuer à œuvrer pour l'amélioration du climat des affaires et accélérer

grande envergure avec l'implication du secteur privé local. Cette forme de partenariat permet au secteur privé local d'avoir accès à un savoir-faire, une expertise et une assise financière ce qui facilitent sa compétitivité pour en faire un véritable moteur de croissance, créateur d'emplois décents, donc de richesse. À cet effet, une loi sur les PPP est en vigueur, mais nous n'avons pas attendu son application pour en faire usage. Les deux plus importants barrages hydroélectriques, Kaléta (240 MW) et Souapiti (450 MW), ont été réalisés sous forme de PPP. Actuellement, nous collaborons avec les départements concernés pour la réalisation des projets PPP. Nous avons signé 3 projets immobiliers, 1 dans l'énergie solaire, et nous avons une vingtaine de projets en perspective dans l'habitat, l'agriculture, la culture, le transport, les mines, l'assainissement et l'énergie.

Quelles sont les priorités inscrites sur votre feuille de route en 2019 et 2020 ?

Pour 2019 et 2020, je travaille sur plusieurs fronts,

le rythme des réformes. Avec cette amélioration, nous pourrions prétendre aux programmes comme le MCC (Millennium Challenge Corporation) pour aider au

« La Guinée sera à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020. Un événement extraordinaire pour vendre le pays. »

développement des infrastructures. Une autre priorité est de travailler sur le « branding » économique du pays afin de refléter les réalités du terrain, d'accroître l'attractivité de la destination Guinée et de réduire la perception du risque-pays. Je suis également commissaire général de la participation de la Guinée à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020 : un événement extraordinaire pour vendre l'image du pays.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

« LA GUINÉE PRÉSENTE L'UN DES RETOURS SUR INVESTISSEMENT LES PLUS ÉLEVÉS »

Namory Camara, directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP), explique comment son agence entend capitaliser l'apport des investissements des Guinéens de l'étranger, soit près de 300 millions de dollars injectés en 4 ans dans le pays.

Concernant l'apport en investissements directs étrangers (IDE), l'amélioration du climat des affaires et la création de sociétés, quel est le bilan de l'APIP en 2018 par rapport à 2017 ?

Namory Camara : En général il convient de noter un accroissement remarquable des investissements

directs étrangers (IDE) de 2016 à 2018. Toutefois, nous avons enregistré une légère baisse en 2018 en raison du contexte économique mondial difficile que vous connaissez. Dans le but de rapprocher l'APIP des promoteurs nationaux et de développer l'entrepreneuriat rural, l'Agence a procédé à la consolidation des

antennes existantes, notamment celles de Boké et Labé, mais en a aussi créé de nouvelles : à Kindia au mois de mai et, très bientôt, à Faranah. Dans la panoplie de réformes mises en place depuis quelques années, l'APIP continue sa digitalisation par son interconnexion avec la Direction nationale des Impôts, les cabinets de notaires et, depuis quelques jours, certaines ambassades. Tout ceci concourt à la célérité des créations d'entreprises au niveau de l'Agence : plus de 80 % des entreprises ont été créées en moins de 48 heures. En dépit de quelques difficultés constatées en 2018 en matière de création d'entreprises, nous nous réjouissons de constater de bonnes perspectives en 2019 : les chiffres disponibles à date pour la période janvier-septembre 2019 font état de la création de 8 192 entreprises. S'agissant du climat des affaires, il constitue un levier essentiel pour attirer les investisseurs et favoriser le développement économique et social du pays. Malgré le contexte mondial difficile, la Guinée continue sa dynamique de réformes dans le cadre de l'amélioration de l'environnement des affaires. Elles ont permis l'amélioration du score de la Guinée, qui a progressé de 10 places au classement Doing Business 2018.



Celou Dialo

Namory Camara, directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés.

Où investir et quels sont les secteurs porteurs ?

Conformément au Plan national de développement économique et social (PNDES), cinq secteurs prioritaires ont été définis par le gouvernement : l'agriculture, les mines, les technologies de l'information et de la communication, l'énergie et les infrastructures. Nous exhortons donc les investisseurs à investir de préférence dans ces secteurs très porteurs. Il ne serait d'ailleurs pas exagéré de souligner que la Guinée présente l'un des retours sur investissement les plus élevés.

Comment capitaliser sur l'apport des Guinéens de l'étranger, qui ont injecté en 4 ans près de 300 millions de dollars dans l'économie du pays, et renforcer les IDE ?
À l'APIP, nous avons un département relations publiques et Guinéens de l'étranger qui a entre autres responsabilités celle de faciliter la création d'entreprises

« En vue de formaliser le secteur informel, nous lançons bientôt l'APIP mobile auprès des promoteurs locaux. »

par la diaspora, raison pour laquelle nous avons interconnecté notre plate-forme de création en ligne avec les ambassades. Aujourd'hui par exemple, à partir de la Belgique, des Guinéens peuvent créer leurs propres entreprises, ce qui peut concourir à drainer cette masse financière que vous évoquez. Pour rendre le pays plus attractif à l'endroit des investisseurs, il est important de continuer et d'amplifier la dynamique de réformes concourant à l'amélioration du climat des affaires, conformément à la volonté de Son Excellence Monsieur le président de la République et de son Premier ministre. En outre, vous avez certainement constaté qu'à chaque déplacement, le président de la République et le Premier ministre sont toujours accompagnés du secteur privé local, et ils ne ménagent aucun effort pour vendre l'image de la Guinée. Nous comptons donc montrer aux investisseurs qu'il n'y a pas que le secteur minier. En diversifiant les secteurs dans lesquels les étrangers peuvent investir, nous estimons que l'on pourra rendre le pays encore plus attractif.

Quelle est l'évolution de la Guinée dans le dernier classement Doing Business ?

Le score de la Guinée dans le classement Doing Business s'est nettement amélioré ces dernières années, et cela s'est matérialisé

par un bond significatif de 2012 à 2019. En effet, en 2019 la Guinée occupe le 152^e rang, et se trouve aujourd'hui parmi les trois pays francophones les plus réformateurs d'Afrique.

Quelles sont vos priorités pour cette fin d'année 2019 ?

Depuis quelques mois, nous avons initié une série d'actions à l'APIP visant à faire la promotion de la Guinée à travers les événements les plus importants à l'étranger, certes, mais aussi en Guinée. Par ailleurs, nous voulons toujours contribuer à formaliser le secteur informel, raison pour laquelle nous lançons bientôt l'APIP mobile auprès des promoteurs locaux afin de faciliter leur accompagnement. Nous voulons aussi continuer la formation et faciliter l'accès au financement du secteur privé guinéen, ce pourquoi nous sommes en train de constituer un écosystème dans lequel les institutions financières s'engageraient, comme l'a fait la Société Générale à travers la Maison des PME logée à l'APIP et qui sera cogérée par nos deux entités. Nous avons également signé avec d'autres institutions financières, et non

des moindres, des conventions de partenariat pour accompagner les jeunes et les femmes dans leurs projets. Considérant que la majorité de notre population active évolue dans le secteur primaire, nous continuerons de renforcer nos antennes régionales en mettant l'accent sur l'agro-business des jeunes et des femmes. En 2020, notre priorité reste d'améliorer le classement de la Guinée dans le Doing Business, mais aussi de faire de l'APIP une véritable porte d'entrée des investisseurs pour la création et l'accompagnement.

Propos recueillis par Paul de Manfred

Bio

Namory Camara, directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP-Guinée), diplômé en droit des affaires, a plus de 20 ans d'expérience dans les secteurs public, privé et commercial en Afrique, Europe et Asie.

Il débute en tant qu'auditeur auprès du ministère des Finances et acquiert une expérience significative en audit des douanes et de la SCG. Parallèlement, il enseigne le droit des affaires à l'université Kofi Annan de Guinée. Il devient par la suite responsable du développement du commerce international et directeur commercial Europe, Afrique et Moyen-Orient chez OAG, le leader mondial des informations et de l'analyse de l'aviation : durant 14 ans, il se distinguera par son leadership, sa polyvalence et sa connaissance de l'environnement des affaires nationales et internationales, montrant une aptitude naturelle à conserver sa précieuse clientèle dispersée à travers le monde. Orateur éloquent et persuasif, il sillonna avant de prendre ses nouvelles fonctions 90 pays pour y faire des affaires ou y animer des conférences.



Devenir leader dans le commerce international grâce à l'intelligence artificielle

Pour en savoir plus sur l'IA, consultez notre site

QUEL EST L'IMPACT DES RÉFORMES ?

Le suivi effectif du rapatriement des devises par les entreprises ainsi que les réformes effectuées au sein de l'Agence guinéenne de promotion des exportations ont fait passer le solde commercial de -1 814,8 millions de dollars en 2016 à + 1 110 millions en 2017.

La mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020, considéré comme la boussole du gouvernement, a généré une série de réformes structurelles visant à dynamiser le secteur du commerce guinéen. Le ministre Boubacar Barry, en charge du Commerce (*lire son interview p. 62-63*), détaille la portée de certaines d'entre elles.

En premier lieu, le suivi effectif du rapatriement des devises par les opérateurs économiques au niveau du service de Déclaration descriptive des importations et des exportations (DDI/DDE) fait que toute délivrance du récépissé DDI/DDE est désormais strictement soumise à contrôle préalable.

En deuxième lieu, les réformes au sein de l'Office national de contrôle de qualité (ONCQ) en ont fait l'outil de référence en matière de contrôle de la qualité des produits dans le cadre de la protection des consommateurs : l'ONCQ a été doté d'équipements de dernière génération, dont la mise à niveau d'un laboratoire, financée par le Programme CIR-2⁽¹⁾ et liée au projet de renforcement de sa capacité opérationnelle, qui est en cours. Ce laboratoire de référence sous-régionale sera opérationnel prochainement grâce à des financements de type partenariat public-privé (PPP) avec une société de droit guinéen. Par ailleurs, les tarifs des prestations ont été revus à la hausse, et toutes les entreprises enregistrées à l'ONCQ sont tenues de se soumettre au contrôle de la qualité de leurs produits avant leur mise sur le marché. Cette nouvelle réforme devrait conduire à une plus grande mobilisation des recettes administratives. Enfin, l'ONCQ a renforcé ses effectifs en se dotant d'un personnel jeune et diplômé pour palier les départs à la retraite d'une partie de ses employés.

Troisièmement, les réformes au sein de l'Agence guinéenne de promotion des exportations (AGUIPEX) l'ont désormais dotée d'un statut – tout comme l'ONCQ –, d'un plan de développement et d'une stratégie nationale export qui cible 20 filières agricoles porteuses pour améliorer leur compétitivité à l'international. Plusieurs

autres projets sont en cours d'exécution pour améliorer les chaînes de valeur nationales et sous-régionales : le projet chaîne de valeur des filières agricoles financé par la Banque islamique de développement (BID), le projet d'amélioration de la qualité du miel financé par la Banque africaine de développement (BAD), le projet She Trades financé par Koica, agence coréenne de Coopération internationale, en vue de développer la filière karité, etc.

L'ensemble de ces réformes structurelles dans le secteur commercial pour la mise en œuvre du PNDES 2016-2020 a débouché sur l'obtention de résultats tangibles. « Ainsi, le solde commercial est passé de -1 814,8 millions de dollars en 2016 à +1 110 millions en 2017, les réserves brutes en mois d'importation ont été portées à 2,2 millions de dollars, contre 1,7 million en 2016, grâce aux efforts de rapatriement des recettes d'exportation auxquelles contribue pleinement le service DDI/DDE, et enfin le taux de mise en œuvre de la matrice de l'EDIC (Étude diagnostique d'intégration du commerce) s'élève à 55 % en 2018 sur un objectif de 70 % d'ici à 2020 », a ainsi révélé le ministre du Commerce.

Louise Bibalou-Durand

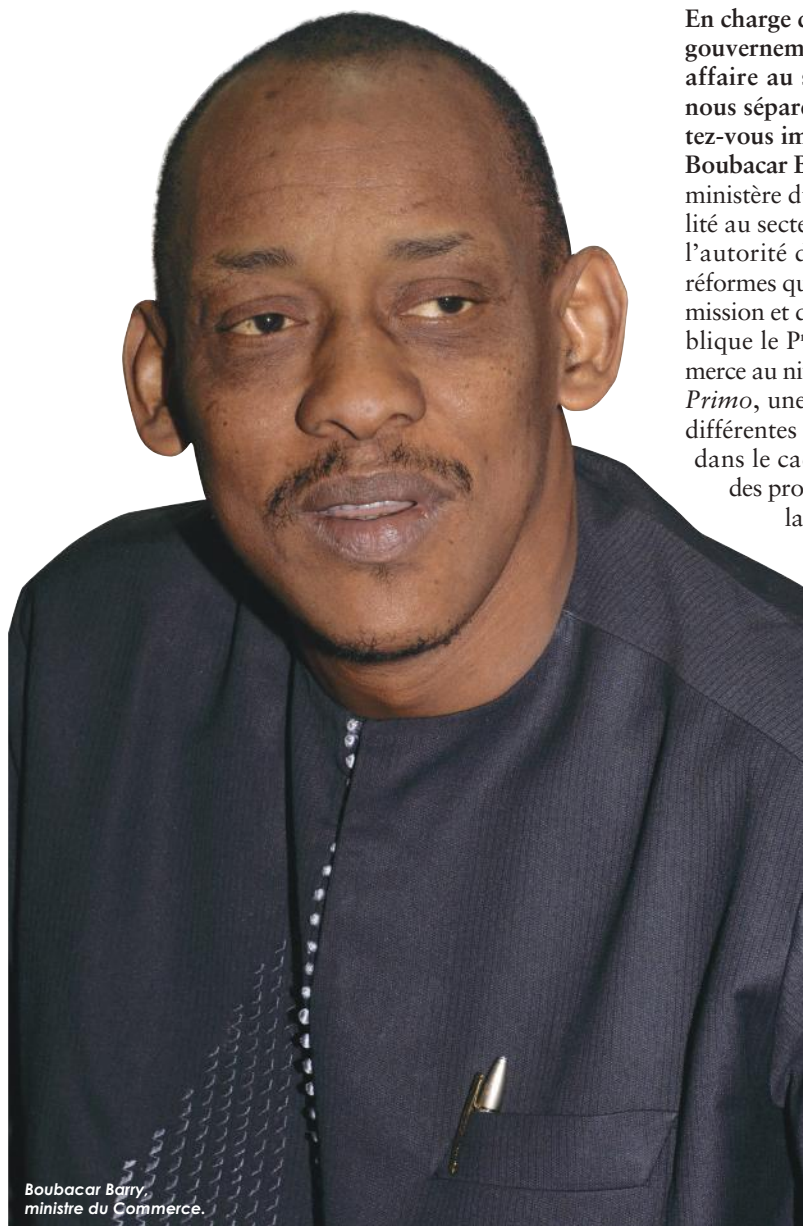
⁽¹⁾ Principales agences participantes du CIR, dont les membres fondateurs sont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), le Centre du commerce international (CCI), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations.

Conakry va accueillir un sommet de la ZMAO

D'autres réformes ont aussi été engagées pour améliorer l'écosystème commercial, notamment celles portant sur la digitalisation des cartes de commerçant, la sécurisation des outils administratifs, l'estampillage des produits, etc. En outre, dans le cadre de l'intégration commerciale sous-régionale, la Guinée a lancé le Guichet unique du commerce extérieur (*lire l'interview de son directeur général p. 64-65*) pour faciliter les échanges. Et enfin, en décembre 2019, c'est à Conakry que se tiendra le 10^e sommet des ministres de la ZMAO (Zone monétaire ouest-africaine).

« RENFORCER LE POUVOIR D'ACHAT DES GUINÉENS »

Boubacar Barry, ministre du Commerce, évoque les priorités de sa feuille de route d'ici à 2020. Dirigeant de l'UNR allié au parti présidentiel, le ministre se prononce en faveur d'une modification de la Constitution.



Boubacar Barry,
ministre du Commerce.

Cellou Diallo

En charge de l'industrie et des PME dans le précédent gouvernement, du commerce dans l'actuel, vous avez affaire au secteur privé. Dans la courte période qui nous sépare de 2020, quelles actions majeures comptez-vous impulser ?

Boubacar Barry : Mes priorités en prenant les rênes du ministère du Commerce étaient de redonner de la vitalité au secteur du commerce en Guinée et de restaurer l'autorité de l'État. À cet effet, les axes majeurs des réformes que j'ai initiées en cohérence avec ma lettre de mission et du projet de société du président de la République le Pr Alpha Condé sont l'intégration du commerce au niveau sous-régional, régional et international. *Primo*, une présence plus marquée de la Guinée aux différentes rencontres internationales, principalement dans le cadre de la ZLECAf. *Deuxio*, la promotion des produits guinéens à l'export pour mieux vendre la destination Guinée et accroître les revenus des entreprises exportatrices. Dans ce sillage, l'Agence guinéenne de promotion des exportations (AGUIPEX) est positionnée comme la structure de référence. *Tertio*, le développement du commerce intérieur dans une logique de protection des consommateurs, d'intensification du contrôle de la qualité et de surveillance des produits et denrées de première nécessité. Les clés en sont la transformation de l'Office national de contrôle de qualité (ONCQ) en référence sous-régionale de la qualité, la réglementation commerciale afin d'instaurer des pratiques adaptées au contexte actuel, et enfin le renforcement des capacités du ministère du Commerce par la formation des cadres et la modernisation des outils, le rajeunissement et la féminisation des services et des directions, avec une mutation générationnelle progressive, et enfin l'amélioration du climat et du cadre de travail.

Dans le classement Doing Business 2019, la Guinée est dans le trio de tête des pays de la sous-région pour les réformes facilitant les affaires. Au niveau du commerce transfrontalier et de l'exécution des contrats, quelles innovations avez-vous introduites et leurs répercussions sur le climat des affaires du pays ?

La performance en matière d'investissement en Guinée est faible mais en amélioration. Après plusieurs années proches du bas du classement Doing Business de la Banque mondiale, la Guinée s'est améliorée progressivement pour atteindre un classement de 152 (sur 190 pays) en 2018, contre 179 en 2012. Les réformes mises en œuvre en 2018 ont par exemple favorisé un climat d'investissement pour démarrer une entreprise en simplifiant les enregistrements grâce au Guichet unique, pour construire avec la réduction du coût et du temps requis pour obtenir un permis de construction, pour enregistrer la propriété avec une réduction des frais de transfert de propriété, et enfin pour les échanges commerciaux à la frontière en éliminant les inspections

« La performance en matière d'investissement en Guinée est faible mais en amélioration. »

des importations avant expédition et en faisant respecter les contrats par une loi qui régit tous les aspects de la médiation en tant que mécanisme alternatif de résolution des litiges. On peut s'attendre à ce que le tribunal de commerce qui vient d'être créé améliore encore l'environnement juridique opérationnel des entreprises, mais il aura probablement besoin d'un soutien technique important pour devenir pleinement opérationnel. La création du Guichet unique du commerce extérieur va aussi avoir une répercussion favorable au niveau du climat des affaires en Guinée.

Comment comptez-vous donner du pouvoir d'achat aux Guinéens et alléger le panier de la ménagère ?

Pour renforcer le pouvoir d'achat des Guinéens, le ministère du Commerce a initié des projets et programmes devant faciliter la commercialisation des produits en y ajoutant de la valeur. Cela a permis au Guinéen moyen de vivre de sa production, ce qui trouve son illustration dans la mise en œuvre amorcée du Projet chaîne de valeur que mon département vient d'obtenir avec un financement de 45 millions de dollars de la Banque islamique de développement.

Bio

Boubacar Barry, né en 1964 à Kindia, architecte diplômé de l'École d'architecture et d'urbanisme de Dakar, est ministre du Commerce depuis le 25 mai 2018.

Il débute en 1992 comme architecte principal au Bureau africain d'études et de contrôle (BAEC). De 1996 à 2002, il est successivement chef service travaux et entretien dans la filiale guinéenne du groupe Total, puis responsable qualité-sécurité et enfin directeur des opérations de la filiale TotalFina. De 2002 à 2008, il crée le cabinet d'architecture BAAD, actif en Guinée, au Sénégal et en Gambie.

De 2008 à 2010, il assume les fonctions de ministre d'État chargé de la Construction, de l'Aménagement du territoire et du Patrimoine bâti de la Guinée puis, de 2016 à 2018, celles de ministre de l'Industrie et des PME. Candidat à la présidentielle de 2010 pour le Parti national du renouveau (PNR), il abandonne cette formation politique et crée l'Union Nationale pour le Renouveau, qu'il fusionne ensuite avec le RPG Arc-en-ciel, parti au pouvoir.

Pour l'appui à la commercialisation, je voudrais rappeler le rôle majeur qu'y jouent les femmes, surtout dans le commerce transfrontalier. La Guinée est partie du Schéma de libéralisation des échanges (SLE) de la CEDEAO, et le commerce transfrontalier s'en trouve facilité pour donner à ses acteurs la possibilité de vivre des fruits des échanges avec les pays de

la sous-région. Pour répondre au second volet de votre question, sachez que le fait d'augmenter la gamme des produits localement finis crée de la croissance, réduit les importations, freine l'hémorragie des devises et aboutit à mettre

sur le marché intérieur des produits à prix abordables pour les consommateurs nationaux. En commerce tout est lié : un marché intérieur dynamique facilite la distribution des produits pour la consommation locale. Je peux donc affirmer que la sécurité alimentaire qui doit donner aux producteurs les moyens de vivre de leur production, l'une des missions de mon département, est ainsi assurée.

Vous êtes leader de l'union nationale pour le renouveau (UNR), parti fusionné avec le RPG Arc-en-ciel au pouvoir. En début d'année, vous avez déclaré que si la Constitution était modifiée en 2020, vous resteriez fidèle au président Condé, et l'on présume même s'il briguerait un 3^e mandat. Votre position est-elle partagée par tous les leaders politiques de la majorité ?

Je confirme mes propos et mon soutien ferme au président de la République, le professeur Alpha Condé. Cependant, je ne peux présager du point de vue de nos différents alliés. Ce qui est certain est que le RPG Arc-en-ciel reste droit dans ses bottes et, bien évidemment, est logiquement solidaire avec ses partenaires et alliés.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

« LE GUCEG FACILITE LES OPÉRATIONS DU COMMERCE EXTÉRIEUR »

Mamoudou Diane, directeur général de Webb Fontaine Guinée et du Guichet unique du commerce extérieur de Guinée (GUCEG), loue les avantages de cet outil qui permet notamment un échange fluide et sécurisé d'informations entre les acteurs publics et privés du commerce et du transport.

Vous avez affirmé lors du coup d'envoi des activités du GUCEG à Conakry en septembre dernier que cette institution créée le 7 juin 2017 représentait une avancée majeure pour l'attractivité de l'économie guinéenne. Pourquoi ?

Mamoudou Diane : Nous dirons que nous nous réjouissons du fait que ce guichet unique permettra à notre pays d'obtenir un classement honorable dans les prochaines années, car les activités du GUCEG visent l'optimisation, la célérité, la simplification et surtout la facilitation des opérations du commerce extérieur...

Peut-on en savoir plus sur les équipes qui vont animer le GUCEG ?

Nous avons une équipe dédiée chargée de mettre en place une plate-forme électronique neutre et ouverte permettant un échange fluidifié et sécurisé d'informations entre les acteurs publics et privés du commerce et du transport. C'est une équipe très expérimentée dans ce type de projet, composée d'expatriés et de locaux. Nous veillons à ce que les équipes expatriées transfèrent leurs compétences aux cadres locaux conformément au contrat de concession. De plus, Webb Fontaine, la structure concessionnaire, a beaucoup d'expérience en la matière. La Guinée n'est pas son premier pays d'implantation. Son fondateur, Jean Gurunlian, est le créateur de SYDONIA, le système actuellement utilisé par la Douane guinéenne. Sachez que des séances de formation ont déjà démarré et se poursuivent dans nos locaux. Nos équipes en place sont entièrement disponibles pour toute information et formation, d'ailleurs gratuites. Nous avons mis plusieurs canaux de communication à la disposition des acteurs pour leur permettre de nous contacter. En matière de budget de

fonctionnement, nous avons tout le nécessaire pour mener à bien nos activités.

Quelle sera la valeur ajoutée du GUCEG dans la facilitation des échanges entre acteurs du commerce extérieur ?

Qui dit guichet unique dit réduction des déplacements et gain de temps. Donc, la première valeur ajoutée du GUCEG est une réduction considérable du temps des opérations et, comme on aime le dire, « *Time is money* ». En plus du gain de temps, donc d'argent, nous pouvons aujourd'hui dire que pour les usagers, le GUCEG apportera une dématérialisation des procédures et des documents, la centralisation et une bonne visibilité de toutes les opérations, la réalisation des formalités en ligne sans se déplacer, la notification du dernier statut des transactions en temps réel, une meilleure maîtrise des coûts d'importation et d'exportation

Bio

Mamoudou Diane, mathématicien accompli parainé à la fois par la Fondation nationale des sciences (NSF) et l'Agence nationale aéro-nautique (NASA), est depuis février 2019, le nouveau directeur général de Webb Fontaine Guinée SA et du Guichet unique du commerce extérieur de Guinée (GUCEG). Parmi ses réussites académiques, il est titulaire depuis 2008 d'un master en gestion de projet de l'université George Washington (USA), et depuis 2003 d'un master en mathématiques appliquées et statistiques.

Il a exercé durant 11 ans au Département des impôts du ministère des Finances américain à Washington les fonctions successives d'analyste de recherche opérationnelle en TIC au Bureau de la planification stratégique et de la performance de 2008 à 2010, responsable de la gestion au Bureau de la stratégie et des finances (BSF) de 2010 à 2015, et enfin responsable de la gestion en planification, programmation et coordination des audits de 2015 à 2018, puis en organisation du capital humain en 2018-2019. Auparavant, il avait été statisticien mathématique au Bureau des statistiques du travail du ministère du Commerce à Washington de 2005 à 2008, et enseignant au département de mathématiques de l'université du Colorado à Fort Collins de 2001 à 2004.

en Guinée, et enfin un meilleur accès à l'information sur les procédures commerciales, les textes réglementaires et les lois ainsi que des simulations tarifaires et statistiques. Pour l'État et les administrations, le GUCEG est synonyme de modernisation des structures, ce qui renforcera l'efficacité, l'attractivité et la compétitivité du pays. Il implique aussi la simplification et l'harmonisation des procédures, la sécurisation des recettes publiques, le renforcement du cadre légal par une application stricte des textes de loi, et enfin une amélioration dans le classement Doing Business.

Quelles synergies vont être mises en place entre le GUCEG et les administrations des Douanes et des Impôts pour rendre effectives la dématérialisation des processus de dédouanement et la sécurisation des ressources collectées ?

À ce jour, les systèmes de la Douane et des Impôts sont déjà interconnectés. La connexion du GUCEG au système de la Douane nous permet de recevoir en temps réel, dès leur création, les numéros d'identifiant fiscaux (NIF) depuis les Impôts. La facilité est également donnée aux opérateurs économiques de consulter leurs déclarations et manifestes enregistrés dans le système de la Douane. En matière de sécurisation des ressources, le Guichet unique garantit que la quote-part de l'État qui sera collectée sera intégralement reversée sur ses comptes, avec un suivi des transactions.

Lors du coup d'envoi des activités du GUCEG, le président Alpha Condé a affirmé que le but visé était de parvenir à doubler les ressources internes. Dans vos projections, pensez-vous atteindre cet objectif à court terme ?

La société Webb Fontaine qui nous accompagne a déjà réussi ce pari dans plusieurs pays tels que le Nigeria,

« Les systèmes de la Douane et des Impôts sont déjà interconnectés avec le GUCEG. »

la Côte d'Ivoire, etc. Et nous n'avons pas de doute en cela. Je vous propose de faire le bilan dans un an.

Sur votre feuille de route pour 2019-2020, quels sont vos objectifs prioritaires ?

Nous avons de grandes ambitions pour 2019-2020. D'abord former et accompagner tous les acteurs à l'utilisation de la plate-forme du GUCEG et des différents modules que nous mettrons à leur disposition, la plate-forme étant composée de deux grandes parties : des services en accès public et des services en accès privé. Pour 2019-2020, notre feuille de route



Mamoudou Diane,
directeur général de Webb Fontaine
Guinée et du Guichet unique
du commerce extérieur.

s'articule autour des axes suivants : l'investissement, intégralement pris en charge par la société mère de Webb Fontaine Guinée ; les infrastructures, pour une mise à niveau des ministères et administrations en équipements télécom, ordinateurs, réseau, et l'installation d'un data center national et d'Internet cafés ; le renforcement des capacités IT en vue de procéder aux formations et au support des fonctionnaires assuré par les équipes de Webb Fontaine ; la prise en compte des besoins des acteurs à travers le déploiement du GUCEG module par module ; la conduite du changement en vue de la mise en place d'un plan de formation et d'accompagnement de tous les acteurs concernés : déclarants, port, banques, ministères, Douane, transporteurs, secteur privé, etc., et enfin la propriété et la maintenance car, dans la mesure où le gouvernement de Guinée est propriétaire de la solution, il faudra mettre sur pied un programme de transfert de compétences.

Propos recueillis par Louise Bibalou-Durand

UNE CONFIANCE GRAVÉE DANS LA PIERRE

La BICIGUI vient de se doter d'un nouveau et resplendissant siège social au cœur de Kaloum, le quartier des affaires de Conakry. Une réalisation emblématique qui en appelle d'autres.

On ne présente plus la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée (BICIGUI), filiale du groupe BNP Paribas créée en 1985 et qui compte, sur l'ensemble de son réseau, près de 340 collaborateurs permanents. Société anonyme au capital de 100 milliards GNF (environ 11 millions d'euros), elle est forte de 31 agences et 42 guichets automatiques de banque (GAB) au service de ses quelques 87 000 clients – particuliers, professionnels et entreprises – sur le territoire guinéen. Au cœur du quartier d'affaires de Conakry, elle vient de se doter d'un nouveau siège social à la hauteur de ses performances et de ses ambitions.

Le moins que l'on puisse dire est que sur l'avenue de la République, l'édifice flambant neuf ne passe pas inaperçu avec ses 7 étages de façade vitrée où se reflète le grand ciel bleu de Guinée. C'est au début du mois d'août dernier qu'a été partiellement livré ce bâtiment de 4 200 m² construit par la succursale guinéenne de la société sénégalaise CDE (Consortium d'Entreprises). L'inauguration officielle aura probablement lieu en novembre prochain, les travaux de finition n'étant pas totalement achevés.

Vaste, fonctionnel et orienté vers l'avenir

Selon le directeur général Denis Rubrice, la reconstruction du siège social était une nécessité, car, dit-il, *« l'ancien immeuble ne répondait plus à nos attentes, tant en termes de capacité que de fonctionnalités. Sous ce rapport, l'ouvrage a été conçu pour permettre à la BICIGUI de faire un bond qualitatif dans le service rendu à ses clients et dans l'organisation du travail de ses salariés. »*

Mais au-delà de ces deux aspects fondamentaux, l'on peut y voir aussi une preuve de bonne santé et d'optimisme, ce que ne dément pas le directeur général : *« Cet investissement témoigne aussi de la confiance que placent nos actionnaires dans les perspectives de développement de l'économie guinéenne ainsi que dans la solidité et l'ambition de la BICIGUI. De ce point de vue, la deuxième motivation de cette réalisation est de transmettre une image forte, tournée vers l'avenir,*

avec un bâtiment qui se distingue tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement. »

C'est en ce sens, ajoute-t-il, que l'architecte Pascal Faber a travaillé pour proposer au final une option qui, parce qu'elle réunissait tous ces ingrédients, a remporté l'adhésion des décideurs de la BICIGUI.

Des normes environnementales internationales

Évidemment, en amont de cette réalisation, un cahier des charges a été scrupuleusement élaboré, l'époque n'étant plus aux fantaisies et approximations en la matière. L'ensemble des textes législatifs et réglementaires, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, codes, normes, ainsi que tous les textes nationaux ont été appliqués à la construction du siège, qu'il s'agisse du code de l'urbanisme, du permis de construire, des règlements d'hygiène et de sécurité, de respect du code du travail... *« Le bâtiment répond donc aux dernières règles comme le nombre d'étages minimum à mettre en œuvre, la distance minimale depuis la limite de propriété pour la superstructure, la conformité de la connexion aux réseaux de la ville, etc. »*, précise le manager.

D'ailleurs, révèle M. Rubrice, la BICIGUI a capitalisé aussi sur l'expérience et la charte du groupe BNP. Les normes de construction comme le calcul, la fabrication et la mise en œuvre des ouvrages ont été soumis aux prescriptions techniques des normes françaises, règlements et documents techniques unifiés (DTU) édités par le CSTB Paris. Les normes de sécurité applicables à ce projet sont celles utilisées pour les espaces de bureaux de classe W et de 5^e catégorie au sens de la réglementation française de sécurité des ERP (établissements recevant du public). Et il ajoute : *« Sachez aussi que l'on s'est largement inspiré des normes HQE (haute qualité environnementale). »*

Un maître-mot : le confort

En effet, le choix des matériaux, les systèmes constructifs et l'organisation des espaces ont pour dénominateur commun l'attention portée au confort des collaborateurs, notamment du point de vue acoustique avec des matériaux insonorisants associés à des barrières



Le nouveau siège social de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée au cœur du quartier d'affaires de Conakry.

Celleo Dielo

façades équipées d'un système de stores haute performance.

Innovations tous azimuts

L'agence bancaire du siège social comporte de nombreuses innovations, dont un guichet modulable permettant d'absorber en fin de mois l'affluence décuplée tout en permettant d'occuper les collaborateurs en période creuse. Les postes de travail ont en effet été conçus de façon à être polyvalents : guichets payeurs pour le traitement des opérations de retrait et de versement, ils se métamorphosent en bureaux d'accueil commercial pour des entretiens de vente ou de conseil.

Le choix de l'*open space*, lui, répond surtout à une volonté de décloisonner le fonctionnement des équipes et de la banque. Les responsables sont invités à adopter plutôt une posture de leaders, de capitaines d'équipe ou de guides favorisant la cohésion et le travail collaboratif pour améliorer de manière continue l'expérience client.

Enfin, à chaque étage, des *quiet rooms* et au moins un bureau fermé en libre-service assurent des espaces de tranquillité lorsque cela se révèle nécessaire. De plus, des espaces récréatifs, à l'instar du restaurant d'entreprise ou de la salle de jeu, viennent agrémenter l'expérience

anti-bruit isolant les espaces. Du point de vue visuel, les différents étages sont organisés en plateaux *open space* donnant sur des façades rideaux ou entièrement vitrées, avec des cloisonnements vitrés pour les espaces secondaires comme les salles de réunion, les rares bureaux individuels, etc. Des points de vue olfactif, hygrothermique et sanitaire, des matériaux inertes faciles à nettoyer et qui empêchent le développement de bactéries et moisissures ont été privilégiés. La qualité de l'air, elle, est assurée par un traitement adapté réglable par zone, alors que la gestion des flux, dans le restaurant situé au dernier étage du bâtiment, répond aux normes sanitaires de séparation du sale et du propre. Les opérations de maintenance et d'entretien du bâtiment sont facilitées par un circuit dédié, et le coût énergétique du bâtiment optimisé par le choix systématique de matériels de classe énergétique A, d'éclairage LED et de matériaux garantissant une isolation performante, comme les

collaborateur dans cet immeuble. « *On étudie d'ailleurs la possibilité d'aménager une salle de sport au niveau de la toiture terrasse* », révèle le directeur général.

Des agences régionales rénovées

La rénovation des agences de Boké, Kamsar, Kankan et Kissidougou, à l'intérieur du pays, traduit aussi selon Denis Rubrice la volonté de toujours mieux répondre aux attentes des clients de la BICIGUI, notamment en matière de conditions matérielles d'accueil : « *Ces agences avaient vieilli et ne correspondaient plus à ce que nos clients sont en droit d'attendre de leur banque.* » Et il semblerait que ce ne soit qu'un début. En effet, « *ces rénovations sont les prémices d'un vaste programme qui doit nous conduire à reconfigurer l'ensemble de notre réseau de distribution dans le pays* », nous a confié le manager.

Andju Ani



Christian Mion, EY EMEIA Advisory Mining Leader & WEM/FSSA MENA Mining Leader.

■ Entretien – EY EMEIA Advisory Mining Leader & WEM/FSSA MENA Mining Leader

Comment l'expert en questions minières que vous êtes voit-il le rôle joué dans le développement socio-économique du pays par des majors comme Rio Tinto pour le fer de Simando, l'Anglo-Australien BHP Billiton pour la bauxite, le Brésilien Vale qui a plusieurs concessions minières ou le Russe Rusal avec la fonderie de Fria ?
Christian Mion : Le premier point qui me semble intéressant à souligner est que tous ces groupes que vous venez de citer constituent de fait, une fois atteinte leur vitesse de croisière, une vitrine rassurante pour le pays. Et il faut veiller à ce que leur activité soit menée à bien car, qu'on le veuille ou non, les choix que ces groupes opèrent – ou non – d'investir dans tel ou tel pays donnent aussi un cadre général pour faire entrer les IDE (investissements directs étrangers), les faire rester ou préserver les existants. Pour résumer, la présence des filiales de ces majors est un signe positif pour le pays, et c'est un point gagnant vis-à-vis des IDE dans la mesure où cette catégorie d'entreprises a bien souvent de très gros bureaux d'analyse et d'investissements qui regardent où placer de façon pérenne des flux financiers. Toutefois, on ne peut pas tout espérer de ces compagnies, car ce ne sont pas elles qui feront le tissu économique complet ou la valeur ajoutée du secteur minier guinéen dans son ensemble. Elles représentent un élément, qui n'est pas le principal même s'il demeure un élément particulièrement positif.

Pourquoi ?

Parce que ces compagnies sont aujourd'hui recentrées sur leur corps de métier et évitent de s'impliquer dans des secteurs qui n'en font pas spécifiquement partie. Bien évidemment, elles ont toutes une série de sous-traitants qui, à l'instar de SOS International et bien d'autres, s'occupent des hôpitaux ou dispensent des soins de

« IL FAUT MULTIPLIER LES VITRINES POUR ACCROÎTRE LES IDE »

Christian Mion, à la fois senior associé chez EY Guinée et expert minier et métallurgique EMEIA & MENA⁽¹⁾, soutient que l'action du président guinéen durant les presque dix ans écoulés a contribué à ouvrir son pays au reste du monde et à y attirer plus d'investisseurs, notamment dans le secteur des mines.

santé, mais aujourd'hui, ces sociétés essaient véritablement de se concentrer sur leur métier de base. Je signale que les sous-traitants contribuent à générer encore plus de valeur ajoutée, notamment si l'on tient compte de l'apport en impôts et droits de douane, mais aussi en termes de richesse intérieure du pays avec la location d'appartements ou de villas, les chambres d'hôtels, l'achat de gasoil ou de voitures, etc. Tous ces éléments mis bout à bout contribuent à endiguer le chômage à chaque niveau de l'échelle.

Selon l'édition 2018 de l'étude *Attractiveness Program Africa* publiée en octobre dernier par l'un des cabinets EY, les États-Unis arrivent en tête des pays pourvoyeurs d'IDE en Afrique en 2017. Parmi les pays africains bénéficiaires, quelle place occupe la Guinée ?

De manière générale, la Guinée se place parmi les pays destinataires des IDE dans la sous-région. Il n'est pas le principal dans la zone, il en existe trois autres devant lui : la Côte d'Ivoire, le Ghana et surtout le Sénégal, qui monte par ailleurs en puissance. Mais la Guinée se place quand même dans le peloton de tête. Autre élément à relever, les IDE en Guinée viennent essentiellement de Chine, de Russie, des États-Unis et un peu d'Australie. Précisons que les Russes, les Chinois et les Australiens investissent dans le secteur minier, où ils sont majoritaires, ce qui ne signifie pas qu'il n'y en ait pas d'autres.

Et qu'en est-il des Américains ?

Leur problématique est un peu différente. D'une façon générale, j'utiliserai une expression légère en disant qu'ils ont cherché leur place en Afrique. Ils commencent à trouver une réponse précise de deux ordres : *primo*, ils manifestent de l'intérêt pour les pays dotés de minerais stratégiques ou ayant des sources d'approvisionnement en matière première ; *deuxio*, leur présence est plus motivée par la géopolitique ou la géostratégie par rapport à des places fortes ou pour avoir des pays qui, à leurs yeux, sont des points stratégiques en Afrique.

« Les IDE en Guinée viennent essentiellement de Chine, de Russie, des États-Unis et un peu d'Australie. »

En définitive, ils sont en retard sur les autres malgré quelques initiatives, et ils s'emploient à le rattraper. L'actuel sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines Tibor Nagy, qui n'est autre que l'ex-ambassadeur en Guinée il y a une quinzaine d'années, est à la manœuvre pour combler ce retard.

Pensez-vous qu'un événement comme le Symposium

Bio

Christian Mion rejoint EY en 1990. Il est Lead Partner du bureau de Guinée pendant 20 ans et du bureau de RDC pendant 10 ans. Senior Partner minier et métallurgique parmi les plus expérimentés d'EY dans le réseau mondial, il est fort de plus de 30 ans d'expérience au sein de EY et du secteur. Il fait également partie de l'équipe Global Mining & Metals d'EY, et dirige le conseil minier et métallurgique de la société pour la zone EMEA, qui couvre 90 pays en Europe, au Moyen-Orient, en Inde et en Afrique, zone à laquelle s'ajoute depuis 5 ans la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Il codirige également l'initiative d'EY pour soutenir les investissements australiens en Afrique. En tant que conseiller-clé des sociétés minières ou des gouvernements, ses principaux domaines d'intervention sont l'évaluation globale des risques et l'aide aux entreprises pour sécuriser les investissements sur le terrain. Ses domaines d'expertise couvrent quant à eux la conformité, les aspects économiques et financiers, les politiques globales concernant toutes les missions minières ainsi que le conseil et l'audit pour l'industrie minière en Europe, dans la région MENA et en Afrique. Ces 2 dernières années, il a particulièrement travaillé sur des missions minières en Guinée, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire et Mali. Il étend désormais ses activités en Afrique de l'Ouest et centrale sur Oil and Gas, ainsi que dans les domaines de l'eau et de l'électricité.

Mines Guinée, qui en est à sa huitième édition, ait pu replacer la Guinée au cœur des préoccupations des majors minières ?

Pour moi, la réponse est claire : il faut multiplier les vitrines pour accroître les IDE en Guinée. Que ce soit par le symposium sur les mines dont vous parlez ou par les différentes Work Sessions (réunions de travail) sur l'attractivité de la Guinée organisées ces trois dernières années, notamment une à Paris et une à Londres, nous estimons qu'aujourd'hui, le fait de faire un Go to Market spécifique aux IDE avec les mines est extrêmement important pour montrer, vulgariser et se différencier.

Selon vous, l'action du président guinéen ces dix dernières années a-t-elle contribué à ouvrir son pays au reste du monde et à faire venir plus d'investisseurs, notamment dans le secteur des mines ?

Oui. De toute évidence, en replaçant la Guinée au centre du concert des nations sur le continent lorsqu'il a été président en exercice de l'Union africaine (UA), il est clair qu'il a donné à la Guinée une vitrine médiatique de premier ordre, adossée par ailleurs sur les flux importants du secteur minier de la bauxite. Ces deux éléments ont contribué ensemble à booster d'une certaine manière l'économie du pays. Reste qu'il faut finaliser ou parachever la mise en œuvre de certains secteurs essentiels comme l'eau, l'électricité, l'infrastructure routière, etc. Cela a commencé à être mis en place et devrait se poursuivre...

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

⁽¹⁾La zone EMEA couvre 90 pays en Europe, au Moyen-Orient, en Inde et en Afrique; la zone MENA concerne le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

■ Entretien – Directeur général associé EY Guinée

« NOUS VOULONS ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS LEUR DÉVELOPPEMENT »

René-Marie Kadouno, directeur général associé du cabinet EY Guinée, regrette que malgré la mobilisation de 20 milliards de dollars par l'État guinéen pour financer le PNDES, les résultats se fassent toujours attendre faute de conception de projets adaptés et de cellules administratives à même de suivre les projets initiés par le gouvernement.

René-Marie Kadouno,
directeur général associé EY Guinée.

Quelle est votre analyse sur la loi de finances guinéenne 2019 ?

René-Marie Kadouno : La loi de finances 2019 a introduit de nouvelles dispositions fiscales qui ont pour objectifs, entre autres, de favoriser la création d'entreprise, d'encourager l'emploi, notamment des jeunes, de limiter les risques de pertes de recettes fiscales pour l'État guinéen, et enfin de réduire la charge fiscale des entreprises pour une meilleure attractivité du pays. En effet, parmi les mesures fiscales y figurant, on relève des dispositions portant sur l'exonération de droits d'enregistrement pour les actes de constitution de société et d'apport en capital, l'exonération des charges fiscales sur les primes de stage et les indemnités versées aux apprenants pour une durée n'excédant pas 1 an, la réduction de la retenue à la source sur les traitements et salaires (RTS) à travers le réaménagement du barème, le transfert indirect de bénéfices et prix de transfert, le maintien de la réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices commerciaux (BIC) et de l'impôt sur les sociétés (IS) introduit par la loi de finances 2018, le plafonnement de l'impôt minimum forfaitaire (IMF), et enfin la modification des conditions de récupération de la TVA sur les opérations de crédit-bail ou leasing.

Dans quelle mesure les financements venant de la communauté internationale captés par la Guinée pour le PNDES 2015-2020, soit plus de 20 milliards USD en faveur de 53 projets et programmes sélectionnés à Paris en 2017, vont-ils contribuer à accélérer le développement socio-économique du pays ?

De grands efforts ont été consentis par l'État guinéen

pour mobiliser des ressources conséquentes en faveur du développement socio-économique du pays. Toutefois, les résultats se font toujours attendre pour les raisons essentielles que sont le défaut de conception de projets ayant une grande capacité d'absorption de fonds et le manque de cellules administratives à même de suivre efficacement les projets initiés qui, généralement, s'arrêtent à la pose de la première pierre. La mise en place d'un bureau national d'études et de développement, avec des ressources humaines compétentes et multisectorielles ainsi que des ressources financières adaptées à son fonctionnement, pourrait beaucoup aider et, mieux, faire réaliser des économies énormes en évitant des surfacturations.

En termes de développement, comment qualifieriez-vous l'évolution d'EY Guinée depuis sa création ?

EY a un peu plus de trois décennies de présence en Guinée. Au-delà de nos activités, notre challenge a toujours été d'une part de ramener au bercail les jeunes Guinéens formés dans des universités européennes, américaines et magrébines en leur offrant un premier emploi, et d'autre part d'encadrer les jeunes diplômés des universités locales à travers des stages afin de les mettre à la disposition des entreprises nationales et des multinationales opérant au pays. Nous estimons que nous avons eu, depuis notre installation en Guinée, un développement cohérent, et nous sommes fiers de la carrière professionnelle des cadres qui sont passés par EY Guinée. Notre objectif majeur reste et demeure d'accompagner les entreprises dans leur développement en Guinée.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

Les Formations Juridiques et Fiscales 2019

Matières	Thèmes	Objectifs	Cible
Droit Fiscal	Actualités fiscales: les changements apportés par la Loi de Finances 2019	<ul style="list-style-type: none"> Analyser et appréhender les nouveautés fiscales apportées par le projet de Loi de Finances 2019 ainsi que l'actualité du moment. 	<ul style="list-style-type: none"> Dirigeants d'entreprises Responsables administratifs et financiers Comptables Chefs d'entreprise Juristes et fiscalistes
Droit Fiscal	Prix de transfert, obligations afférentes et implications fiscales	<ul style="list-style-type: none"> Comprendre la notion de Prix de transfert ; Vérifier si l'on est soumis ou non aux obligations de documentation et de déclaration en matière de prix de transfert ; Savoir élaborer une documentation prix de transfert ; Savoir établir sa déclaration prix de transfert ; Mettre en place une méthodologie d'élaboration des prix de transfert qui prenne en compte les contraintes et les risques fiscaux ; Etre capable de défendre la politique de prix de transfert de l'entreprise en cas de contrôle fiscal ; Connaître les différents moyens de sécuriser les prix de transfert. 	<ul style="list-style-type: none"> Responsables administratifs et financiers Comptables Juristes et fiscalistes Personnes confrontées à des problématiques « prix de transfert »
Comptabilité/ Fiscal	Le Syscohada révisé : les incidences fiscales	<ul style="list-style-type: none"> Connaître les changements majeurs intervenus et leurs incidences fiscales. 	<ul style="list-style-type: none"> Responsables administratifs et financiers Comptables Juristes et fiscalistes
Droit fiscal	Le contrôle fiscal et les principaux chefs de redressement	<ul style="list-style-type: none"> Comprendre les différents types de contrôle, le déroulement de la procédure ; Connaître les droits et obligations de l'administration fiscale en cas de contrôle fiscal ; Connaître ses droits et obligations en tant que contribuable (y compris les recours possible) ; Maîtriser tous les indices qui attirent l'attention de l'administration fiscale. 	<ul style="list-style-type: none"> Dirigeants d'entreprises Fiscalistes Responsables administratifs et financiers Chefs des services comptables et financiers Juriste
Droit des sociétés`	Pratique du secrétariat juridique dans les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Comprendre les règles de fonctionnement propres à chaque forme sociétaire ; Maîtriser le processus juridique de modification des statuts ; Gérer efficacement les formalités lors des réunions ; Connaître les infractions pénales et les sanctions associées en matière de secrétariat juridique ; 	<ul style="list-style-type: none"> Responsables administratifs et financiers Chefs d'entreprises Juristes et fiscalistes

FFA Juridique et Fiscal Guinée



Informations et inscriptions

FFA Conseil Guinée
Immeuble de l'Archevêché
BP 1762 Conakry – République de Guinée
Tél : (224) 621 99 99 09 / 624 01 64 02
E-mail : rouguiata.diallo@gn.ey.com
oumou.hawa.diallo@gn.ey.com
dienabou.bah@gn.ey.com



■ Guinée Games

GUINÉE GAMES : 10 ANS AU SERVICE DE LA GUINÉE

Dans un pays où le chômage des jeunes constitue un fléau, Guinée Games leur fournit une activité lucrative. Entreprise vertueuse assumant ses responsabilités sociétales, elle informe sur les risques liés aux jeux et soutient de nombreuses actions culturelles, sportives et caritatives. Très présente sur le Web, elle amorce sa transition digitale en vue d'une expansion internationale.



Fin 2008, premiers terminaux déballés, premiers kiosques positionnés, pouvait-on présager d'un tel succès pour la jeune entreprise ? Dix ans plus tard, Guinée Games est devenue leader des sociétés de loterie et poids lourd de l'économie du pays. Avec plus de 7 000 employés dont 90 % de moins de 25 ans, c'est une entreprise citoyenne qui a su donner à des milliers de jeunes la chance de se lancer dans une activité et de subvenir aux besoins de leur famille.

Dix ans de développement et d'innovation

La clé d'une telle réussite ? L'innovation. Depuis ses débuts, Guinée Games n'a cessé de proposer de nouveaux produits à ses clients. Dans une Guinée en mouvement, la société a su s'appuyer sur une équipe jeune et dynamique pour viser une clientèle toujours plus large et exigeante. En plaçant ses parieurs au centre de sa stratégie, elle a su répondre aux attentes de catégories de clients jusqu'alors plutôt éloignées des produits de loterie. Petit à petit, le public se diversifie, se féminise, et les produits touchent maintenant presque toutes les

catégories sociales. En cela, les innovations ont permis de réussir le pari de la démocratisation du secteur, qui n'est plus réservé aux initiés. Avec un nombre croissant de parieurs, Guinée Games peut ainsi proposer des gains toujours plus élevés. Le 28 décembre 2018 d'ailleurs, un record était battu avec une cagnotte spéciale à 1 000 000 000 GNF remportée par un heureux habitant du quartier Sandervalia, dans la commune de Kaloum, à Conakry.



Mais le succès commercial n'empêche pas la responsabilité. En 2019 par exemple, Guinée Games lançait un grand programme de sensibilisation aux risques : une campagne sur le thème #gardezlecontrôle

visait à informer des risques liés à une pratique non contrôlée et abusive du jeu. Pour Guinée Games, le jeu doit rester un jeu, c'est-à-dire procurer uniquement du plaisir.

2019, une année charnière

Ces derniers mois, le rythme s'est encore accéléré avec un nouveau format de loto, le Keno mis sur le marché le 7 octobre, ou encore un nouveau site Internet lancé le 4 juin et qui propose une interface plus complète, se positionnant ainsi au niveau des leaders mondiaux du secteur. De nouveaux moyens de jouer aussi, grâce à la signature de partenariats de paiement avec des leaders comme Orange Money, MTN MoMo ou encore Wari. Tous ces développements ont assuré à la société le maintien de sa position de leader sur un marché de plus en plus concurrentiel et en mutation. En Guinée, certes, le secteur des jeux attire, mais riche de 10 ans d'activité, Guinée Games bénéficie d'une expertise et d'une connaissance du marché sans égales qui expliquent sa croissance à deux chiffres, due notamment à l'essor des nouveaux marchés de pari sportif et à une communication globale.

Vers de nouveaux territoires

L'année 2020 et les trois prochaines années seront consacrées à la transition digitale. Si Guinée Games a su s'imposer comme leader dans l'ensemble des



segments en Guinée avec une présence sur toute l'étendue du territoire, la société regarde aussi aujourd'hui vers le marché international. Un regard qui ne sera permis qu'en digitalisant une partie de son offre.

Les nouvelles plates-formes et les nouveaux partenaires auront donc pour but de viser également une clientèle résidant à l'étranger. Les nouveaux moyens de paiement récemment développés pour sa plate-forme en ligne www.guineegames.com sont disponibles dans la plupart des pays d'Afrique ainsi qu'en Europe. Autant d'ouvertures possibles à une clientèle en mouvement ou éloignée. Les recettes générées par cette expansion seront ainsi redirigées vers la nation pour son plus grand bénéfice et constitueront les bases nécessaires à la poursuite des grands projets.

Mécénat : penser local

Certes, sur le plan économique, l'innovation et la recherche de nouveaux marchés sont essentielles au développement de la société. Il ne faut toutefois pas oublier que toutes ces mises en œuvre ne servent qu'une seule ambition : accompagner le développe-

ment de la Guinée, et ce dans des domaines variés. Ainsi, beaucoup considèrent Guinée Games comme le partenaire le plus actif en matière de mécénat et sponsoring culturel ou sportif ainsi que comme un soutien majeur de nombreux projets sociaux et caritatifs. On peut citer par

exemple le financement de la construction d'un pont dans la région de Siguiri en 2015, ou encore la rénovation de centres de santé, la construction de plus de 160 puits à travers le pays et même un accord de financement avec la Caisse nationale de sécurité sociale en vue d'aider à l'évacuation sanitaire de certains patients dans le besoin. Dans le domaine sportif, Guinée Games a notamment été le sponsor officiel de la Coupe nationale pendant de nombreuses années.

Sur un autre front, dans le domaine culturel, Guinée Games se révèle le partenaire incontournable de nombreux artistes et là encore, l'année 2019 a été riche en événements, partenariats et innovations : Festival international de la mode guinéenne, Festival Nos Artistes

D'abord, La Nuit du Conte, Bébé Baya, La Nuit du Wax, Festival de jazz de Conakry, DiamondPlatinum à Conakry, et enfin le Village Syli pendant la CAN 2019. Lorsqu'elle n'est pas partenaire, la société devient parfois elle-même organisatrice, comme en février par exemple avec l'organisation du Conakry Open Games, un grand tournoi multisports et multi-jeux, soit 15 jours de festivités pour une affluence record à la bluezone de Kaloum. Et dans ces festivités, la scène artistique fut bien représentée avec des concerts d'artistes d'envergure comme Soul Bangs, Manamba Kanté, Bébé Baya, Gnamakalah et même Takana Zion pour clôturer l'événement.

Dans cet esprit de soutien à la culture guinéenne, Guinée Games lançait en octobre une opération d'un nouveau genre en Guinée en signant des partenariats digitaux avec des artistes et influenceurs de la Toile, partenariats hybrides entre l'influenceur et l'ambassadeur pour un échange gagnant-gagnant. Une façon pour Guinée Games d'augmenter sa visibilité sur les réseaux sociaux, et pour les porteurs de projets de trouver le financement de leurs projets présents ou futurs, quel qu'en soit le domaine et quelle qu'en soit la forme. Avec près de 30 partenariats signés en ce sens, Guinée Games est aujourd'hui une société très présente sur les réseaux sociaux et le Web en Guinée, accélérant ainsi sa transition digitale et renforçant son poids de leader sur tous les segments du marché de la loterie en Guinée. Même après 10 ans, l'aventure ne fait que commencer !

Andju Ani



UN NOMBRE D'UNITÉS DE PRODUCTION EN NETTE HAUSSE

En 9 ans, les unités industrielles ont plus que quadruplé, et cette expansion concerne des secteurs variés. Dans l'industrie plastique par exemple, le pays compte six usines, contre une seule avant 2010.

Le secteur industriel en Guinée représente 37 % du produit intérieur brut (PIB) et reste dominé par l'industrie extractive, qui pèse environ 15 % du PIB. Les mines représentent 30 % des recettes publiques de l'État et au moins 80 % des exportations du pays. Ajoutons que le secteur minier participe aussi fortement à la réduction de la pauvreté par la création d'emplois : la filière a créé plus de 17 000 emplois directs et plus de 50 000 emplois indirects. Au sein de cette filière minière, la bauxite représente 92 % des exportations du pays, lequel possède la moitié des réserves mondiales. En outre, contrairement aux autres ressources minières, la bauxite a peu souffert de la chute des cours marchands et reste une rente stable.

Lors d'une conférence de presse tenue le 25 février 2019 à Conakry, le ministre Tibou Kamara, en charge de l'Industrie et des PME (*lire son interview p. 76-77*) et également conseiller spécial du chef de l'État, a fait un tour d'horizon de l'évolution du secteur sur la période 2010-2019, indiquant notamment : « *La Guinée compte aujourd'hui 46 unités industrielles en activité et 16 unités en construction* ». Selon lui, le secteur industriel est porté par plusieurs leviers dont un indispensable volet réglementaire, l'objectif affiché étant d'encourager les investisseurs à faire confiance à l'économie guinéenne, « *parce qu'aujourd'hui, là où il n'y a pas de règle, là où il n'y a pas de loi, vous n'êtes pas sûrs que vous allez avoir un investisseur* ».

Dans ce même plaidoyer, il est revenu sur les acquis du gouvernement dans d'autres secteurs industriels depuis 2010. S'agissant des industries métalliques, elles sont passées de trois unités avant 2010 à neuf actuellement. Les cimenteries, elles, sont passées d'une seule usine à cinq. « *Ce chiffre n'est pas courant, même dans la sous-région* », a fait observer le ministre. Le leader des ventes de ciment, la filiale guinéenne de la société Ciment d'Afrique (CIMAF), a fait savoir par la voix de Boubacar Touré, directeur général, à la faveur d'une présentation de vœux aux familles du personnel de la société le 2 février 2019, que CIMAF Guinée allait tripler sa capacité de production : « *Nous avons d'ores et déjà entamé l'extension de notre capacité de production.*

Nous allons la tripler et passer de 500 000 tonnes à 1,5 million de tonnes. » Selon la direction de CIMAF, ses cimenteries sont construites avec les dernières technologies disponibles permettant de respecter les standards nationaux et internationaux les plus exigeants aussi bien en matière de process que d'économies d'énergie et de protection de l'environnement.

En ce qui concerne les autres secteurs, la miroiterie est passée d'une seule usine avant 2010 à trois unités à ce jour, et l'industrie plastique compte six usines en 2019 alors qu'elle n'en avait qu'une avant 2010. Même évolution observée dans la savonnerie : la Guinée, qui ne possédait qu'une usine avant 2010, a désormais atteint le chiffre de quatre unités.

Louise Bibalou-Durand

Le potentiel minier en Guinée

Bauxite : 40 milliards de tonnes à Boké, Fria, Gaoual, Télimélé, Pita-Labé, Mali, Kindia, Dabola, Tougué, Lelouma, Mamou, Dalaba et Koubia.

Fer : plus de 20 milliards de tonnes à Beyla, Kérouané, Lola, N'Zérékoré, Macenta, Gaoual, Faranah et Forécariah.

Or : plusieurs milliers de tonnes principalement dans le bassin birrimien guinéen : Siguiri, Mandiana, Kankan, Dinguiraye, Dabola, Kouroussa.

Diamant : plus de 10 millions de carats à Kérouané, Macenta, Kissidougou, Beyla, Forécariah, Télimélé et Kindia.

Calcaire : des centaines de millions de tonnes dans les préfectures de Kindia, Mali et Siguiri.

Métaux de base : des indices très importants relevés à l'étape de la recherche géologique et minière mais pas encore évalués : Faranah, Boké, Télimélé, Dubreka, Kindia, Kérouané, Kissidougou, N'Zérékoré, Yomou et Beyla.

Matériaux de construction : les matériaux de construction se rencontrent un peu partout et les réserves sont inépuisables en sable, latérite, graviers pisolithique, argile, granits et granits ornementaux.

Source : Bureau d'études, de stratégies et de développement du ministère des Mines et de la Géologie, 2018.



**LA NOUVELLE HOTELLERIE
AFRICAINNE HAUT DE GAMME**

**Située en bord de mer, à Kaloum,
le coeur économique de Conakry**

187 chambres et Suites design
Centre de Convention
Restaurant et Lounge Bar
Pool Bar et piscine à débordement
Salle de Fitness

TEMINETAYE, AV. DE LA RÉPUBLIQUE, COMMUNE DE KALOUM BP 3472. CONAKRY, GUINÉE
Tél : (+224) 626 33 33 33 · info.conakry@noomhotels.com · www.noomhotels.com

« LES PARCS INDUSTRIELS AMÉNAGÉS ET SÉCURISÉS ATTIRENT LES INVESTISSEURS »

Pour lutter contre les difficultés d'accès au financement que connaissent les PME guinéennes, le ministre de l'Industrie et des PME Tibou Kamara explique comment il est parvenu à mettre sur pied le Projet de renforcement de la compétitivité des PME et accès aux financements (PRECOP) financé à près de 30 millions de dollars par la Banque mondiale.

En prenant vos fonctions il y a déjà plus d'un an, vous avez refusé de faire des promesses avant d'avoir rencontré et écouté l'ensemble du personnel de votre département. Prudence ou absence de feuille de route claire jusqu'à 2020 ?

Tibou Kamara : Ma nomination à ce poste par le chef de l'État est une marque de confiance inestimable à ma modeste personne et il m'appartient de tout mettre en œuvre pour mériter cette confiance. À mon arrivée dans ce département, je n'ai pas voulu faire de promesses, car il faut agir avant de dire pour éviter les effets d'annonce, surtout dans la prise de parole publique. J'ai préféré faire des observations afin de mettre en place l'équipe dynamique qui m'accompagne dans la réalisation de la mission qui m'a été confiée. Cette mission a été transcrite dans une lettre de mission que Monsieur le Premier ministre, chef du gouvernement, m'a remise, et qui a servi de feuille de route pour conduire l'ensemble des actions ou programmes réalisés par le ministère.

Après plus d'un an à la tête de ce ministère, quel est votre bilan pour le secteur industriel de votre pays ?

Je ne saurai faire un bilan exhaustif, mais je peux faire le point sur quelques actions phares de mon

« **Le projet de relance de la filière ananas financé par l'UE va booster l'emploi.** »

département. Au plan industriel, il a accompagné plusieurs investisseurs dans la concrétisation de leurs projets en Guinée, notamment SALIMCO Biodiesel SA pour une savonnerie, BAZRA AGRO concernant une fabrique d'aliments pour volaille ainsi que Monsieur Kallo pour l'installation d'une unité de chips de

potom de terre dans l'enceinte de l'ex-conserverie de Mamou. En matière de sécurisation et d'aménagement des zones industrielles, mon département a obtenu du gouvernement les ressources nécessaires à la sécurisation physique des sites de Kouria et de Fandjé en vue de faciliter la mobilisation des partenaires du secteur privé, guinéens et/ou étrangers, pour l'aménagement et l'exploitation. Nous pensons que la disponibilité de ces infrastructures pourrait attirer davantage les investisseurs et accélérer l'industrialisation de notre pays. Compte tenu de leur importance, mon département a créé l'Agence d'aménagement et de gestion des parcs industriels (AGESPI).

Qu'en est-il du bilan des PME ?

Pour les PME, mon ministère a réalisé plusieurs activités qui concourent à leur développement et à leur promotion. En plus de la Lettre de politique nationale des PME et de celle de la politique nationale du contenu local, adoptées et en cours d'application, j'ai réussi à conduire la procédure d'élaboration, d'adoption et de co-signature de la charte nationale des PME par le gouvernement et les organisations patronales le 19 juillet 2019 pour compléter l'arsenal juridique en faveur des PME.

Cette charte est en cours d'adoption par le Parlement en vue d'en faire une loi nationale. Ce cadre juridique renferme un ensemble de dispositifs structurels, organisationnels, juridiques et financiers pouvant doter les PME nationales d'un environnement favorable à leur expansion. En raison de la faiblesse des moyens et du déficit de compétitivité des PME guinéennes ainsi que de leurs difficultés à accéder au financement et aux marchés publics, j'ai réussi à négocier auprès de la Banque mondiale la mise en place d'un projet destiné à apporter des solutions à

Bio

Courageux, pertinent, habile, homme de l'ombre à la fois pondéré et proactif, médiateur, négociateur, réconciliateur, communiquant à la faconde reconnue mais dérangeante, insaisissable et fier de l'être, voilà ce que disent ceux qui tentent de cerner la personnalité du ministre de l'Industrie et des PME Tibou Kamara, quadragénaire au parcours quasi cinématographique.

Né en Guinée, il fait ses études en Côte d'Ivoire puis, titulaire du baccalauréat, revient au pays dans les années 1990. D'abord journaliste à *L'Indépendant* puis fondateur en 2000 de l'hebdomadaire *L'Observateur*, connu pour ne pas mâcher ses mots, il accède au monde politique, rencontrant Alpha Condé exilé en France et Cellou Dalein Diallo qui, nommé Premier ministre en 2004 sous Lansana Conté, fait de lui en 2006 un ministre de la Communi-

cation pour... 24 heures. Mais Lansana Conté le nomme en 2008 à la présidence du Conseil national de la communication. Après la prise du pouvoir par Moussa Dadis Camara en 2008, Tibou Kamara, sur le banc des accusés lors de ce qui portera le nom de « procès de Moscou », parvient à séduire par son éloquence le nouvel homme fort, qui le nomme ministre de la Communication. Mais le massacre par l'armée de 157 opposants dans le stade de Conakry en septembre 2009 l'oblige à l'exil. À son retour en 2010, Sékouba Konaté le nomme au secrétariat général de la Présidence durant la nouvelle transition. Alpha Condé, élu en 2010, le soupçonne de complicité dans l'assaut de sa résidence en 2011 : il s'exile à nouveau. À la faveur d'une politique de réconciliation, il reviendra lors du second mandat de l'actuel président.

ces questions fondamentales, le Projet de renforcement de la compétitivité des PME et accès aux financements (PRECOP) financé par le groupe Banque mondiale à hauteur de trente millions de dollars US. L'accord de financement du PRECOP a été signé le 29 août 2019 et la mise en œuvre du projet suit son cours normal. Il prévoit de mettre un accent sur le genre, notamment sous forme d'appui aux PME de femmes et de jeunes, avec la création d'un Centre pilote d'appui aux PME (CAPME) à Conakry et la construction d'un second à Kankan. La mise à disposition par le gouvernement d'un grand centre abritant à ce jour la Direction nationale des PME, le CAPME de Conakry et le PRECOP constitue pour mon département un atout majeur en faveur de la promotion et du développement des PME en Guinée.

Avez-vous élaboré d'autres programmes spécifiques de promotion du genre, d'autonomisation des femmes ou de soutien aux jeunes désireux de lancer des start-up ?
La mise en place du PRECOP et le projet de relance de la filière ananas en Guinée (REFILA) financé à hauteur de cinq millions d'euros par l'Union européenne permettront à coup sûr de booster l'emploi et de soutenir l'auto-emploi en faveur des femmes et des jeunes, ce qui constitue les meilleures approches utilisées par mon département pour créer des PME et les rendre plus compétitives.

La formation professionnelle en Guinée est-elle structurée en lien avec le secteur privé afin d'élaborer des parcours adaptés aux priorités des entreprises ?

Le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle pourrait certainement vous donner plus de précisions, mais depuis près d'une décennie, le gouvernement met l'accent sur la formation professionnelle afin d'inverser la pyramide habituelle pour rendre disponible une main-d'œuvre qualifiée en faveur de l'industrie guinéenne.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet



Tibou Kamara, ministre d'État à la Présidence, conseiller spécial du président, ministre de l'Industrie et des PME.

T.T.M

Transport Terrassement Minier



Our Company

T.T.M is a fully Guinean-owned private company employing over 300 personnel across the nation. T.T.M provides the full spectrum of logistics, transportation, earthwork, civil and concrete construction services to major clients around West Africa.



Our Services

Our company's mission is services benefits to mining companies in Guinea and ECOWAS, in the field:

- Logistics – Transit
- Storage – Handling
- Heavy Equipments Movement
- Transportation Of Chemicals
- Exceptional Convoy
- Earthwork – Civil Engineering
- Haulage
- Fleet Rental



Our Values

These values form the foundation of the T.T.M culture

- Safety
- Teamwork
- Loyalty
- Professionalism
- Hardwork
- Passion



YOUR PROJECT OUR SOLUTION

www.ttm-afrique.com



Transport Terrassement Minier (T.T.M)

Logistics Base & Workshop

Yimbaya, Commune de Matoto
Conakry, BP 463
République de Guinée
9°35'55.26"N / 13°36'02.26"O
Tel: +224.628.18.71.12 / +224.621.08.92.19

Administrative Office

Immeuble Cellcom Waqf
Almamiya, Commune de Kaloum
Conakry, BP 463
République de Guinée
9°30'53.59"N / 13°42'37.72"O
Tel: +224.628.18.71.12 / +224.621.08.92.19

UNE FILIÈRE DE PLUS EN PLUS STRATÉGIQUE ?

Pour son développement, la Guinée s'est engagée à renforcer la transformation de ses ressources minières tout en diversifiant sa production avec la mise en exploitation d'autres minerais que la bauxite.

« Transformer les ressources minières de la Guinée en produits finis », tel est l'objectif visé par le président Alpha Condé en mettant en place un nouveau code minier qui a non seulement boosté la production, mais aussi et surtout éliminé les aventuriers et les fraudeurs par la suppression de 800 permis miniers. La production de bauxite, principale ressource minière, est ainsi passée de 14 millions de tonnes en 2010 à 60 millions de tonnes en 2018, et la Guinée ne cache pas son ambition d'en devenir le 1^{er} producteur mondial dans les prochaines années. « Si notre politique globale est la transformation des matières premières, agricoles et minières en produits finis, pour le moment notre politique minière vise trois objectifs : créer les conditions les plus favorables pour que les sociétés minières puissent exercer véritablement dans une libre concurrence, faire en sorte que la Guinée puisse tirer le maximum de ses richesses minières, et enfin améliorer les conditions de vie des populations à travers le contenu local. Voilà les trois objectifs que nous visons », a indiqué le P^r Alpha Condé à l'ouverture du Symposium Mines Guinée en avril 2019.

Désormais très couru par les acteurs du secteur, le Symposium Mines Guinée demeure, selon les autorités, le plus grand événement minier de la sous-région avec plus de 630 délégués officiels venus d'une quarantaine de pays de tous les continents. Selon le ministre des Mines et de la Géologie Abdoulaye Magassouba, l'organisation régulière de cette manifestation est aussi l'occasion pour la Guinée d'attirer des partenaires qui s'inscrivent dans la vision du développement minier responsable portée par le chef de l'État. « Cette « vision partagée », concrétisée par l'initiative du même nom, vise à favoriser la coexistence pacifique entre les différentes parties prenantes du secteur minier, notamment par la préservation de l'environnement, le développement communautaire et la promotion du contenu local, la mutualisation des infrastructures, et enfin l'établissement de liens domestiques entre le secteur minier et les autres secteurs

de l'économie nationale. Le développement minier responsable, qui connaît une nouvelle impulsion, est et demeure un défi permanent du gouvernement », indique le ministre A. Magassouba, qui ajoute que « le secteur minier guinéen a connu un boom sans précédent eu égard à l'amélioration du climat des affaires faisant suite aux réformes initiées et mises en œuvre par le gouvernement ».

Et les années qui viennent devraient conforter cette tendance car la Guinée regorge de bien d'autres minerais à promouvoir et valoriser en plus de la bauxite, de l'or, du fer et du graphite. Avec plus de 40 milliards de tonnes, dont 23 dans la région de Boké, la Guinée possède les plus importantes réserves mondiales de bauxite, soit 2/3 des ressources mondiales. Elle est également dotée des plus grandes réserves de minerai de fer inexploitées à l'échelle mondiale, et avec une teneur en fer souvent supérieure à 65 %. Les réserves potentielles d'or sont quant à elles estimées à 700 tonnes pour une production actuelle de 8 à 10 tonnes par an. Des recherches prometteuses ont aussi été réalisées dans le secteur des hydrocarbures. En plus de quoi la Guinée offre d'importantes opportunités d'investissements dans le nickel, le cuivre, le cobalt, le chrome, le manganèse, l'uranium ainsi que les pierres semi-précieuses. Le pays est de surcroît riche d'abondantes ressources en calcaire, granit, dolérite, marbre et autres pierres ornementales.

Le chef de l'État se montrant déterminé à valoriser tout ce potentiel, la politique minière guinéenne, pour atteindre les trois objectifs que nous évoquions – créer les meilleures conditions pour les investisseurs, tirer le plus grand profit des ressources minières et améliorer les conditions de vie des populations –, cinq principaux axes ont été retenus par le P^r Alpha Condé : intensifier la recherche géologique, favoriser la transformation sur place, restructurer et consolider les sociétés minières d'économie mixte en difficulté, promouvoir les investissements privés, et enfin poursuivre la réforme de l'environnement juridique, fiscal et institutionnel du secteur.

Christian Kouamen

« PLUS DE 17 000 EMPLOIS CRÉÉS ENTRE 2011 ET 2018 »

Abdoulaye Magassouba, ministre des Mines et de la Géologie, dresse un bilan global de son action durant 9 ans et rappelle les initiatives de son pays devenu, avec son choix d'abriter le siège du Centre africain de développement minier de l'UA EN 2018, le porte-flambeau de la Vision minière africaine.

Depuis le lancement du Symposium Mines Guinée, qui en est à sa 6^e édition, êtes-vous parvenu à faire de cet événement un moyen de replacer la Guinée auprès des compagnies minières internationales ?

Abdoulaye Magassouba : Depuis la tenue de la 5^e édition du Symposium Mines Guinée en 2017, le secteur minier guinéen poursuit sa dynamique sans précédent eu égard à l'amélioration du climat des affaires, faisant suite aux réformes initiées et mises en œuvre par le gouvernement depuis 2011. Le Symposium Mines Guinée est redevenu ainsi l'une des principales vitrines de promotion du secteur minier guinéen en s'imposant tous les deux ans comme le lieu de rendez-vous privilégié de tous les acteurs du secteur minier au niveau mondial, notamment les grandes compagnies minières internationales.

Quel bilan faites-vous des vastes réformes lancées par votre département et visant à redynamiser le secteur durant ces neuf dernières années ?

Dès son élection en 2010, le président de la République, le P^r Alpha Condé, a décidé d'engager une transformation sans précédent dans la gouvernance

du secteur minier pour en faire un véritable catalyseur de l'économie nationale. Ainsi, depuis 2011, la Guinée a adopté une nouvelle politique minière qui a donné lieu à des réformes portant sur le cadre législatif et réglementaire, les capacités institutionnelles, la transparence et l'équilibre de partage des bénéfices entre les parties prenantes. Cela a permis à la Guinée d'améliorer significativement le cadre d'investissement dans le secteur et de la positionner comme l'une des destinations les plus prisées par les investisseurs de l'industrie minière mondiale. En quelques années, la Guinée est devenue le porte-flambeau de la Vision minière africaine (VMA). D'où son choix, en 2018, d'abriter le siège du Centre africain de développement minier (CADM) de l'Union africaine. L'intérêt des investisseurs s'est donc traduit par de nouveaux projets et par la relance des projets en souffrance. Entre 2010 et 2018, plus de 10 milliards de dollars ont été mobilisés dans le secteur minier, dont 4 milliards sont en cours d'exécution. La production minière de bauxite, qui stagnait en dessous des 20 millions de tonnes avant 2015, a atteint pour la première fois en 2018 près de 60 millions de tonnes, faisant passer le pays de la 7^e à la 3^e place mondiale derrière l'Australie et la Chine, dont nous sommes désormais le premier fournisseur.

De 2017 à ce jour, quels ont été les développements des nouveaux projets miniers ?

Au-delà du boom de la bauxite, plusieurs projets miniers significatifs sont en cours de développement. Nous pouvons citer le groupe Managem qui a initié, dans la préfecture de Mandiana, un investissement dans l'or s'élevant à environ 180 M\$. De même, les sociétés SAG et la SMD ont engagé respectivement de nouveaux investissements d'environ 120 et 100 millions de dollars pour renouveler leurs usines de production d'or. Depuis 2016, outre les avancées constatées sur les trois anciens projets de raffineries (Cobad, CDM Henan Chine, GAC), la

Bio

Abdoulaye Magassouba, 43 ans, est depuis janvier 2016 ministre des Mines et de la Géologie, après avoir été conseiller du président Condé sur des projets prioritaires des secteurs des mines, de l'énergie et de l'agriculture, actif dans divers comités stratégiques et techniques, dont celui du barrage hydroélectrique de Souapiti.

Auparavant auditeur senior et directeur pour KPMG, il était chargé de l'audit, la conception et la réalisation de projets du secteur privé – mines, assurances, télécoms, industrie, etc. – et de projets en matière de santé, renforcement des capacités institutionnelles, décentralisation et genre financés par la Banque mondiale, le Fonds mondial, le PNUD, l'UE, etc. Il fut également consultant auprès de l'ONUSIDA, du Centre du commerce international des Nations unies, de la Banque africaine de développement (BAD) et de France Expertise Internationale (FEI).

Bénéficiaire de la prestigieuse bourse Fulbright du gouvernement américain, il obtint un master en politique économique du Williams College (USA), où il fut enseignant-chercheur assistant en économie du développement.



Abdoulaye Magassouba,
ministre des Mines et de la Géologie.

mise en œuvre de la nouvelle politique minière a permis d'initier six nouveaux projets de raffineries (SMB, SBG, SPIC, TBEA, Chalco, Kimbo) et un nouveau projet de fonderie d'aluminium. La raffinerie de Friguia, avec la société Rusal, a été relancée en 2018 avec plus de 2 000 travailleurs guinéens. Enfin, la Compagnie des

autour de 15 % du PIB, près de 30 % des recettes publiques de l'État et au moins 80 % des exportations du pays. Ainsi, par la création de richesses, il participe activement à la réduction de la pauvreté à travers la création d'emplois et la gestion optimale des revenus miniers. S'agissant de la création d'em-

ploi, le secteur a permis de créer, pour les Guinéens notamment, plus de 17 000 emplois directs et plus de 50 000 emplois indirects, sans compter les

emplois induits entre 2011 et 2018. Quant aux revenus tirés par les mines, qui ont atteint 505 millions de dollars en 2017, nous les utilisons pour financer les infrastructures, à l'instar des 515 millions d'euros approuvés par le Parlement en décembre 2018 sur l'accord-cadre avec la Chine. Cet accord-cadre est basé sur le financement des infrastructures socio-économiques prioritaires – transport, énergie, éducation, etc. – dont le remboursement est assuré par des revenus miniers. Dans cette même logique, pour soutenir le développement à la base, il est prévu que les revenus miniers soient aussi directement utilisés pour faciliter le financement de l'agriculture.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

qui nous interpelle avec le plus d'urgence et d'acuité. Le lancement en 2018 de la Bourse de sous-traitance et des partenariats, et la mise en œuvre du dispositif du Fonds de développement économique local (FODEL), qui prévoit de 0,5 à 1 % des revenus des sociétés minières en faveur des communautés impactées et riveraines des sites, sont un début de réponse. En outre, le budget 2019 de la Guinée prévoit l'affectation effective de 15 % des revenus miniers de l'État aux collectivités locales dans le cadre du Fonds national de développement local (FNDL) à travers l'ANAFIC, dont les projets s'exécutent déjà dans toutes les collectivités du pays.

Connaissant le poids de la filière dans l'économie, comment contribue-t-elle à la réduction de la pauvreté ?

«Le budget de la Guinée en 2019 prévoit l'affectation de 15 % des revenus miniers aux collectivités locales.»

Bauxites de Guinée (CBG) a récemment engagé le processus de réalisation des études pour la construction d'une raffinerie d'alumine.

D'ici à 2020, année de la fin du quinquennat de votre président de la République, quelles sont votre feuille de route et vos priorités ?

Il nous reste à relever un certain nombre de défis : la diversification de la production minière, la transformation locale des produits miniers, le renforcement des capacités des acteurs et la gestion durable des impacts du développement du secteur minier. Mais, parmi tous ces défis, la gestion durable des impacts économiques, sociaux et environnementaux est celui

« NOUS NE POUVONS LAISSER NOS RICHESSES GÉOLOGIQUES EN JACHÈRE »



Forte de son personnel adéquatement formé et expérimenté, la SOGUIPAMI dirigée par Mamady Fofana, dépositaire et optimisatrice du portefeuille minier de l'État, dépasse sa fonction de gestionnaire administrative pour s'engager dans une démarche résolument prospective au service de la vision du développement portée par les autorités guinéennes.

Mamady Fofana, directeur général de la Société Guinéenne du Patrimoine Minier.

du gouvernement sur les contrats miniers stratégiques établis entre l'État et les investisseurs, effectuant une analyse de modèles financiers tout en développant l'attractivité et la bancabilité des projets d'infrastructures majeurs. La création de cette entité répond donc au besoin de rendre effective la distinction entre les prérogatives de l'administration minière, qui relèvent du domaine public, et celles de la SOGUIPAMI, qui relèvent de l'aspect commercial et transactionnel.

Comment avez-vous vécu votre nomination à la tête de cette institution ?

Je remercie Son Excellence M. le président de la République, le professeur Alpha Condé, de me permettre d'apporter mon humble contribution à l'émergence d'une Guinée forte qui soutient et met en avant sa jeunesse bien formée et compétente pour relever le défi de l'émergence au moyen d'un secteur minier mieux valorisé. La SOGUIPAMI est devenue un partenaire incontournable pour l'investissement minier en Guinée. Les demandes de partenariat affluent grâce à une visibilité accrue et un accompagnement technique et administratif reconnu par les sociétés minières ayant déjà bénéficié de ses services.

En tant que directeur général, pouvez-vous nous présenter la Société Guinéenne du Patrimoine Minier ?

Mamady Fofana : La Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI) est une société commerciale régie par l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) et dont l'actionnaire unique est l'État guinéen. Elle est chargée de la gestion des participations de l'État dans les sociétés minières ainsi que du développement de permis miniers en partenariat technique et financier avec des investisseurs. Mais elle est aussi mandatée par l'État pour commercialiser sa part des minerais produits dans le pays et pour transporter jusqu'à 50 % de cette production sur une base logistique fiable. Elle participe aux négociations

En quoi la SOGUIPAMI participe-t-elle au progrès économique et social voulu par les autorités guinéennes ?

Notre valeur ajoutée réside non seulement dans le fait de défendre les intérêts miniers de la Guinée par une

juste valorisation commerciale des actifs de ce secteur, mais aussi et surtout dans celui d'être un partenaire rassurant et fiable pour des primo-investisseurs dont les modèles de gestion des risques ne sont pas toujours adaptés à nos réalités africaines. Vous le savez, le défi majeur de notre secteur est de transférer la richesse du sous-sol vers nos populations, à commencer par les couches les plus vulnérables, et le gouvernement dirigé par le Premier ministre, le docteur Ibrahima Kassory Fofana, a déjà articulé des mécanismes inédits de répartition de richesse directement ou indirectement basée sur les redevances minières, d'où le rôle majeur de la SOGUIPAMI dans l'accroissement des revenus miniers et des dividendes de l'État.

Sur quelles bases s'appuie la valorisation du patrimoine minier ?

L'exigence d'accroissement passera par la mise en exploitation de nouveaux projets miniers sur des minerais du futur comme le nickel, le cobalt, le manganèse, le lithium et le graphite, qui bénéficient d'une forte demande, à satisfaire de façon écologique pour rester dans le sens de l'histoire. La commercialisation des minerais, notamment de la bauxite, s'appuie sur nos connaissances approfondies du marché et des prix sur toute la chaîne de valeur minière, de l'extraction à la livraison chez le client. Je suis très fier de cette ouverture sur le marché qui permet à la Guinée de parler d'égal à égal avec les acheteurs potentiels. Dans la dynamique

« Notre mine de bauxite de classe mondiale débutera sa production en 2020. »

d'un marché, s'il est porteur et la demande forte, c'est au vendeur de fixer le prix. Nous adoptons donc une approche très stratégique sur certains aspects de nos opérations.

La SOGUIPAMI a pour vocation de jouer pleinement son rôle dans l'accomplissement de la vision minière de Son Excellence M. le président de la République, qui destine le secteur minier à servir de levier de croissance fort pour les autres secteurs de l'économie que sont l'agriculture, l'énergie et l'éducation, sans oublier le fort impact sur le développement de nouvelles infrastructures : port, chemin de fer, raffineries... Je profite d'ailleurs de la tribune que vous m'accordez pour remercier nos partenaires de leur confiance, qui se traduit par des investissements conséquents, et nous les encourageons à se conformer aux dispositions de notre code minier.

Dans un domaine aussi spécialisé que le vôtre, quelle est la place accordée à la formation de votre personnel ?

La direction de la SOGUIPAMI s'inscrit ainsi dans une vision stratégique en appui au programme économique du président de la République. L'opérationnalisation de cette vision, initiée depuis 2014, passe prioritairement par des programmes de formations spécialisées continues de son personnel et de l'administration minière. Ces formations pointues s'inspirent des techniques modernes de gestion de projet et de structuration de partenariat afin de créer des véhicules d'investissement sécurisés et fiables pour attirer davantage d'investisseurs. Notre politique de développement du capital humain est dictée par la nécessité d'avoir des compétences dans certains types de métiers spécialisés et bien identifiés : commodity traders, analystes financiers, project managers prince 2, ingénieurs, etc. Ils sont nécessaires à l'accomplissement de notre mandat, mais aussi et surtout à l'accompagnement de nos partenaires dans le développement de cycles de projets complexes. Nous avons d'ailleurs plusieurs ingénieurs spécialisés et quelques MBA expérimentés.

Quelles sont les perspectives de votre établissement à court, moyen et long termes ?

Nous développons notre propre portefeuille d'actifs miniers en diversifiant les projets par type de minerai afin de construire un solide portefeuille de projets rentables et bancables. Nous visons à devenir un acteur majeur de classe internationale dans les trois prochaines années. Dans cette perspective, notre stratégie a débuté

en août 2017 par l'acquisition de notre premier actif, une mine de bauxite de classe mondiale dont la production débutera en 2020. Nous avons ensuite accéléré notre développement grâce à l'acquisition de

permis d'exploration d'or sur le corridor Birimien de Siguiri et, en 2018, d'un permis de diamant et pierres précieuses offrant un bon potentiel de découverte de nouveaux gisements. Actuellement, nous nous engageons résolument dans l'avenir avec un projet de développement de minerais du futur – nickel, cobalt, scandium – faisant l'objet d'une procédure d'appel à partenariat international. Nous nous intéressons aussi au manganèse, que nous ambitionnons d'être les premiers à développer sur un marché très porteur. Enfin, nos derniers partenariats dans le développement de nouveaux gisements de minerai de fer vont nous permettre de positionner à court terme la Guinée sur le marché international du fer, son minerai naturel, dont les prix ont retrouvé des niveaux propres à nous inciter à réactiver des projets rangés dans les tiroirs. Nous ne pouvons plus nous permettre de laisser en nos richesses géologiques en jachère !

Propos recueillis par Andju Ani

DES SERVICES DE QUALITÉ AUX STANDARDS INTERNATIONAUX

Entrepreneur à succès, Louis Camara, directeur général de Kamsar Petroleum et d'Hummingbird Guinea Mining Corporation, présente sa vision à la tête d'entreprises à l'écoute des objectifs de développement de la Guinée.

Avec juste 4 ans d'expérience et malgré la concurrence, Kamsar Petroleum est un acteur majeur. Comment expliquer ce succès ?

Louis Camara : Depuis sa création en 2015, l'évolution de Kamsar Petroleum, une compagnie de distribution, vente et manutention de produits pétroliers 100 % guinéenne, est surtout le fruit d'un travail d'équipe. À travers le duo que nous formons avec mon associé Mohamed J. Ndao évidemment, mais aussi grâce à une équipe dynamique, soit 240 emplois directs et 22 emplois indirects. De jeunes talents guinéens que j'ai eu à recruter et avec qui nous développons notre entreprise ensemble, au quotidien. Notre ambition est de continuer à fournir un service de qualité aux normes et aux standards internationaux. Par ailleurs, le secteur des hydrocarbures est un secteur névralgique dans la vie économique d'un pays. En Guinée, nous avons la chance d'évoluer dans un environnement réglementé et bien organisé, ce qui facilite le développement de nos activités.

Kamsar Petroleum commercialise et exploite notamment des stations-service, dont certaines sont des stations mobiles. Comment se structure votre réseau ? Pour renforcer votre proximité, réfléchissez-vous à diversifier vos activités ?

L'objectif principal de notre entreprise est de désenclaver les zones les plus reculées en rendant le plus possible les produits pétroliers accessibles, à travers notamment le déploiement de stations-service mobiles. Une innovation ingénieuse pouvant être mise en place à moindre coût à l'aide de simples conteneurs mobiles

« Il faut mettre fin au mythe de « l'herbe est plus verte ailleurs », particulièrement en Europe. »

qui permettent de distribuer un carburant de qualité en Guinée profonde. Cela permet aussi de limiter la spéculation sur les prix du carburant. Aujourd'hui, notre

Un engagement au service de la jeunesse, du sport de la culture

Depuis plusieurs années, les entreprises de Louis Camara sont aussi des piliers dans la vie des communautés locales où elles évoluent. En effet, Kamsar Petroleum n'hésite pas à soutenir les activités sportives de la région. En plus du sponsoring annuel du club local CIKamsar, dont la donation d'un bus neuf, l'entreprise a participé à la grande levée des fonds de soutien au Syli National lors de la CAN 2019. Kamsar Petroleum apporte aussi fréquemment sa contribution à la mise en place d'activités culturelles telles que La nuit du rire ou des concerts dédiés à la jeunesse.

L.B-D

réseau s'étend principalement sur la région de Boké : nous avons notre plus grande station à Kolabougni et une autre à Kamsar, où nous sommes d'ailleurs en cours d'installation d'une deuxième station. En hors réseau, plusieurs stations mobiles sont déployées au cas par cas, particulièrement chez les clients miniers. Nous en comptons une dizaine en total. À court terme, nous prévoyons également d'étendre notre réseau à la capitale : deux stations sont en cours de construction à Kountia et Kagbelen.

Pour ce qui est de la diversification de nos activités, nous envisageons une approche pas à pas : à long terme, nous prévoyons entre autres la mise en place d'un partenariat avec des manufacturiers pour vendre des lubrifiants Kamsar Petroleum.

Votre filiale Hummingbird Guinea Mining Corporation opère dans l'exploitation de carrières. Comment évolue cette activité ?

Hummingbird Guinea Mining Corporation est la dernière-née de nos activités et se spécialise en effet dans l'exploitation de carrières. Le principal projet en

cours d'exploitation est une carrière de dolérite de plus de 5 000 hectares située dans la zone de Boké. C'est une activité à fort potentiel au vu des besoins

croissants et des potentialités économiques dans la zone et, à plus large échelle, dans le pays. Il s'agit cependant d'un secteur très concurrentiel, et ce particulièrement dans la région minière où nous essayons de nous faire notre place. Nos attentes sont grandes en matière de rendement. Avec le temps et en dépit de l'inévitable lot d'imperfections, nous obtiendrons le rendement souhaité en produisant à moindre coût.

En votre qualité d'industriel, quel plaidoyer pouvez-vous tenir à l'endroit des investisseurs européens qui seraient tentés de miser sur la Guinée pour diversifier leurs activités ?

Je leur dirais de ne pas hésiter. Notre pays a de belles opportunités, parmi les plus prometteuses du continent. Le pays regorge de ressources, et les sociétés locales peuvent bénéficier d'un appui financier mais aussi technique et logistique dans leurs exploitations. Cela nécessite du temps et beaucoup de travail, mais l'engagement des autorités et des bailleurs de fonds ainsi que la mobilisation de toutes les ressources du pays augurent de belles perspectives.



Louis Camara,
directeur général de Kamsar
Petroleum et d'Hummingbird
Guinea Mining Corporation.

Bio

Dans son entreprise, on le surnomme « Walironaldo » : « le Ronaldo du travail »... À 35 ans, Louis Camara, originaire de la région de Boffa, marié et père de deux enfants, est déjà une *success story* guinéenne.

Diplômé de l'Institut supérieur des mines et géologie de Boké en 2007, Louis Camara, fondateur de Kamsar Petroleum et d'Hummingbird Guinea Mining Corporation, choisit de débiter sa carrière dans le secteur de la téléphonie mobile. Il crée sa première société en 2009 avec en poche seulement 300 000 francs guinéens (environ 29 euros). Puis désireux de se rendre utile à son pays, il souhaite désenclaver les zones les plus reculées de Guinée en facilitant l'accès des populations au carburant. Il étend ainsi son champ d'action et fonde en 2015 Kamsar Petroleum en partenariat avec Okapi Energy Group, dont il développe les activités en Guinée.

Louis Camara a reçu nombre de récompenses et distinctions, comme le prix du Meilleur manager africain 2016 décerné par le Conseil international des managers africains (CIMA).

À moins de 40 ans, votre parcours force le respect. Parti avec de faibles moyens, vous êtes aujourd'hui à la tête de deux sociétés qui prospèrent. Quelles sont les clés de cette réussite à même d'inspirer les jeunes Guinéens ? Une des valeurs que partagent ceux qui entreprennent est le courage. Le courage de se lancer d'abord, en osant malgré les obstacles, puis le courage de persévérer ensuite, quand le chemin devient sinueux. Il faut donc s'armer de ce courage, avoir confiance en soi et toujours rester positif. Je dirais aussi que l'on s'interroge

souvent sur l'état de notre planète et sur l'environnement que nous laisserons à nos enfants, mais qu'il est tout aussi important de se demander quels enfants nous sommes et laisserons derrière nous. La Guinée est notre héritage, et nous devons nous montrer à la hauteur, innover, la développer et en prendre soin. À l'heure des débats sur l'émigration, il est important de mettre fin au mythe de « l'herbe plus verte ailleurs », particulièrement en Europe. Il faut rappeler à la jeunesse guinéenne de choisir la Guinée non par dépit, mais parce que la première richesse de ce pays, c'est elle. Enfin, à titre personnel, l'opportunité de jouer un rôle aussi central dans l'évolution positive des conditions de vie de la population représente un grand honneur et une fierté.

Propos recueillis par Louise Bibalou-Durand



YOBO

Restaurant Fusion Asiatique BBQ Grill

Traiteur / Livraison / Événements / Privatisation

Venez vivre l'expérience d'une cuisine asiatique authentique, colorée et créative, de produits frais et sains

Asian Barbecue Grill

Restaurant Cuisine fusion asiatique / Événement / Privatisation

Tous les soirs formule BBQ Grill à volonté

Réservation : (+224) 624253030 - LIVRAISON : (+224) 626 63 63 60

Ouvert du Mardi au Dimanche de 19h à 00h30.

Établissement Le Mouv' au Rez-de-chaussée, Cité Ministérielle,
face à la pharmacie Donka, Corniche Nord, Donka, CONAKRY
Site web : www.lemouvrestaurant.com

OÙ EN EST LE PROJET DU « GRAND CONAKRY » ?

Sur l'épineux problème des embouteillages aux heures de pointe à Conakry, Aboubacar Sylla, ministre des Travaux publics, donne un aperçu des projets de route du littoral sud et de nouvelle artère Lambayi-Dubrêka devant décongestionner la circulation.

Demandez à Aboubacar Sylla, ministre des Travaux publics, si ses objectifs seront atteints d'ici à 2020, et il vous rappellera que son pays a subi durant plus de deux ans l'épidémie Ebola, dont les effets continuent à peser sur son économie nationale, donc sur les investissements. Il vous rappellera aussi que les investissements et les efforts pourtant réalisés l'ont été alors même que son pays ployait sous une dette colossale et a dû se résoudre à respecter des contraintes économiques et financières pendant des années. « Depuis 2011, plus de 530 jours ont été perdus pour le développement du pays du fait des manifestations sociopolitiques qui, tout le monde le sait, empêchent toute activité. Nous avons perdu près d'une année et demie dans des manifestations de toutes sortes. Ce ne sont pas des excuses, mais des éléments factuels dont la non-survenance aurait dû nous permettre de faire mieux, beaucoup mieux », ajoute-t-il.

Des éléments factuels qui ont, il est vrai, affecté la plupart des projets visant à améliorer les déplacements dans la ville de Conakry : « un casse-tête aux heures de pointe », reconnaît-il. Cela n'empêche pas son département d'avoir une série de projets d'ensemble dans le cadre du développement du « Grand Conakry », qui prend aussi en compte la viabilisation de la nouvelle zone administrative et commerciale de Koloma Kaporo⁽¹⁾. L'ambition est d'une part d'améliorer le réseau routier de la ville ainsi que les conditions du trafic à l'intérieur de la capitale, et d'autre part de créer de nouveaux accès pour relier les deux sorties du territoire de Conakry que sont Coyah et Dubrêka. « Route du littoral Sud », le premier projet, est une autoroute de contournement au sud de la ville. Elle va partir du centre-ville, Kaloum, en passant par le littoral de la corniche sud (résidence 2000) jusqu'à la sortie au Km36, et elle pourrait même s'étendre sur Kindia. Cette infrastructure construite sur financement PPP (partenariat public-privé) disposera de deux péages au moins, et passera également en aérien à plusieurs endroits, notamment au niveau des mangroves, compte tenu du respect de la composante environnementale.



La construction des échangeurs de Km36 et Kagbelen entre déjà dans cette option. Les études de faisabilité sont disponibles et les discussions majeures sont en cours avec les partenaires afin de peaufiner le montage financier et la réalisation de l'infrastructure.

« Nouvelle Artère Lambanyi-Dubrêka », le second projet, d'une longueur de 32,21 kilomètres, partira du quartier Lambayi pour finir à Dubrêka avec 8 km d'embranchements via les transversales T8 et T10, ainsi qu'une pénétrante au niveau de l'hôpital marocain pour relier la corniche nord. Le tronçon à construire contournera par le nord-est le domaine marécageux de Lambanyi, évitera à l'ouest la base navale ainsi que l'hôpital financé par le Royaume chérifien, et enfin traversera la rivière au nord-est de Lambanyi. « À ce jour, nous en sommes encore aux études et aux discussions avec les partenaires », indique le ministre, qui ajoute qu'en réalisant ces deux projets, le Grand Conakry aura réglé en grande partie son problème de congestion de la circulation et s'ouvrira sur les futures grandes banlieues que sont naturellement Coyah et Dubrêka.

Louise Bibalou-Durand

⁽¹⁾ Elle doit abriter le futur centre administratif de Conakry dans le cadre du plan « Conakry, Vision 2040 » du président Alpha Condé.

« UNE VAGUE DE TRAVAUX ROUTIERS »

Moustapha Naïté, ministre des Travaux publics, présente un état des lieux, ville par ville, de l'ensemble des grands chantiers actuellement en cours dans le pays, et fournit des indications sur leur date d'achèvement.



Moustapha Naïté,
ministre des Travaux publics.

Céleste Diadio

68 km Dabola-Cissela et les 83 km Cissela-Kourroussa financés par la Banque islamique de développement (BAD) ; sur la RN4, les 35 km Coyah-Kouleté et les 40 km Kouleté-Farmorea- frontière avec la Sierra Leone sur financement de la BAD et de l'Union européenne (UE) ; pour la RN7, les 83 km Kankan-Mandiana-fleuve Sankarani, dont le financement est assuré en partie par le Budget national de développement ; sur la RN2, les 35 km Guéckédou-Kondembadou et les 18 km et Kissidougou PK63-Guéckédou sur financement de la Banque islamique de développement (BID), du Fonds koweïtien et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), ainsi que la suite du bitumage du tronçon Lola-Danané avec la BID. Cette vague de reconstruction des routes nationales, dont les travaux finiront en grande partie après 2020, prouvent que le président de la République entend remettre les infrastructures routières au cœur du développement économique, avec la prise en compte

Au mois de mai dernier, vous avez procédé à une mission d'inspection des chantiers de construction et de réhabilitation des infrastructures routières lancés par votre président. Où en sont-ils ?

Moustapha Naïté : Cette vague de travaux routiers lancés par le président de la République est la deuxième grande phase de sa vision de développement des infrastructures routières de Guinée. Une vingtaine de chantiers, notamment sur les routes nationales, les voiries urbaines et les ouvrages de franchissement, sont ouverts dans tout le pays : reconstruction sur la RN1 des 370 km Coyah-Mamou-Dabola financés par l'accord-cadre Guinée-Chine, ainsi que des

des pôles de compétitivité, sachant que le réseau routier guinéen absorbe plus de 90 % du trafic à l'intérieur du pays avec le déplacement des commerçants, des populations, etc. Il s'agit aussi de donner toute sa mesure à l'attractivité de notre potentiel portuaire, industriel, agricole et minier.

Pouvez-vous nous détailler, selon les villes, le nombre de chantiers, leurs spécificités et les bailleurs associés ? Il faut dire qu'avant 2010, seules les villes de Siguiri et Kankan disposaient de réelles voiries construites. Le président de la République a donc initié la construction des voiries des grandes villes de notre pays. Et la

volonté du chef de l'État de procéder à une célébration tournante de la fête nationale a permis de faire avancer les voiries urbaines de nos villes : nous pouvons citer Mamou (15 km), Dalaba (12,6 km), Kindia (12 km), Téliélé (10 km), Labé (15 km), Pita (13 km), Kouroussa (15 km), Siguiri (20 km), Kankan (33 km), Mandiana (5 km), Kérouané (5 km), Beyla (12,6 km), Lola (12 km), Gueckédou (10,6 km), N'zérékoré (30 km) et Baro (8,5 km). Nous pouvons y ajouter 15 km pour Boké-Boffa, 20 km pour Coyah-Forcécariah et pour Kissidougou, Faranah, Dabola, Dinguiraye, Kouroussa, Siguiri, Mandiana et Kérouané, soit un linéaire total de 52 km. Certains projets ont déjà été réalisés depuis 2011, et d'autres en cours depuis ou seront bientôt lancés. Les chantiers lancés récemment par le chef de l'État évoluent, et les premiers bitumes ont déjà été posés à Labé et Pita. À Dalaba, toutes les lignes sont ouvertes et plus de 50 % imprégnées. La plupart des ouvrages d'assainissement sont réalisés. La suite de l'ensemble de tous ces travaux a repris en ce mois d'octobre après la saison des pluies.

La capitale a-t-elle bénéficié d'un traitement spécial ?
En effet, un accent particulier a été mis sur la capitale Conakry, avec non seulement la réhabilitation de la voirie sur plus de 200 km, mais aussi, depuis 2011, la construction de nouvelles voies sur environ 88 km. Une réception provisoire des travaux a été faite pour les transversales T5, T6 et T7 : des réserves sont en train d'être levées. Les travaux des T8, T9 et T10 sont globalement exécutés à 55 % et ont repris

« Un accent particulier a été mis sur la capitale Conakry avec la réhabilitation de la voirie sur plus de 200 km. »

en ce mois d'octobre. Pour Sonfonia-Kagbelen, les travaux de terrassement sont faits, le grave bitume a été appliqué, puis la couche de roulement au mois d'octobre. Concernant le cas de Dabompa-KM36, où les travaux semblent avoir été mal réalisés, j'ai donné des instructions fermes sur avis technique des missions de contrôle, et l'entreprise est sommée de reprendre les travaux, sur fonds propres et sans délai, car nous ne pouvons accepter des travaux mal réalisés.

Bio

Moustapha Naïté, 43 ans, qui était jusqu'alors ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes depuis janvier 2014, est nommé ministre des Travaux publics le 30 mai 2018. Sa mission : remettre les infrastructures routières au cœur du développement de la Guinée.

Un défi de plus pour ce diplômé de la Northeastern University et de la Tufts University du Massachusetts, en poste aux États-Unis jusqu'en 2006 comme ingénieur en génie civil, chef de projets et professeur assistant en mathématiques, physique, ingénierie et français. De retour en Guinée, il s'engage dans plusieurs organisations et mouvements de jeunes. Entrepreneur avant tout, il met en place à Kindia-Ville un centre multimédia destiné à l'initiation et au renforcement des aptitudes des jeunes. Puis la petite entreprise MouNa Internet s'installe à Conakry, y devient MouNa Group Technology, emploie plus de 100 personnes à temps plein et figure parmi les entreprises locales de services NTIC les plus prometteuses et les plus crédibles.

Au plan politique, la carrière de Moustapha Naïté débute après 2010 au poste de directeur adjoint de la communication du RPG, puis porte-parole de la mouvance présidentielle RPG-Arc-en-ciel pour les élections législatives de 2013, coordonnateur du JeMap (Mouvement des jeunes pour la majorité présidentielle) et enfin directeur du Patrimoine bâti public.

D'ici à 2020, pensez-vous que la plupart de ces chantiers seront arrivés à leur terme ?

Dans le cadre de la seconde phase sur la voirie de Conakry, la base logistique de Kagbelen est réalisée à 60 %, et les levées topographiques ainsi que les études de trafic pour 22 voies de routes et d'échangeurs sont achevées. Pour les ouvrages de franchissement, les travaux du pont de 85 mètres linéaires sur le fleuve Milo à Kérouané sont toujours en cours. Il a été constaté un retard manifeste dans le démarrage effectif des travaux, avec un taux d'exécution de 15 %, y compris l'installation du chantier. Nous avons donc convenu d'une prolongation du délai d'exécution à la demande de l'entreprise, et établi un nouveau plan d'approvisionnement du matériel sur le chantier pour éviter la rupture des travaux, qui ont repris début octobre 2019. Le pont de Koussi, de 80 mètres linéaires, qui relie les préfectures de Téliélé et Pita, financé par l'OFID et la BADEA, est réalisé à 65 % et sera bientôt livré à la circulation. Les travaux du pont de Bagou, qui relie les préfectures de Labé et Mali, ont été démarrés en mai 2019 et sont terminés : le pont est donc ouvert à la circulation.

En résumé, voilà l'état des lieux après le lancement des travaux par le chef de l'État en mai 2019. Le cycle de réalisation d'un projet routier est assez long et chronophage. Nous demandons à nos concitoyens de faire preuve de patience. Une fois tous ces travaux réalisés, ce sont des infrastructures de qualité qui seront livrées. Et ce sera un pas de plus vers le développement de notre pays.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet

■ Entretien – Directeur de projet de Leduc succursale Guinée

Pont à structure métallique et tablier en béton préfabriqué réalisé par la société Leduc sur la Dougoufissa à Kamsar.

« LES PROJETS MINIER EN GUINÉE SONT NOTRE PRIORITÉ »

Jean Roubion, directeur de projet de la filiale Leduc en Guinée, donne un aperçu des réalisations de son groupe en Afrique, et particulièrement en Guinée, où le secteur minier est dans sa ligne de mire. Leduc mise sur son expertise pour décrocher des marchés auprès des sociétés minières guinéennes.

Leduc est un acteur majeur du groupe Sartorius, qui emploie près de 300 personnes en France et réalise un CA de 80 millions d'euros. Créé en 1929, il est spécialisé dans le battage des palplanches et des pieux. Pourquoi la Guinée et à quand remonte votre installation dans ce pays de la CEDEAO ?

Jean Roubion : L'entreprise Leduc fête en effet ses quatre-vingt-dix ans cette année et, depuis sa reprise par le groupe Sartorius il y a une vingtaine d'années sous l'impulsion du président du groupe, Monsieur Gérard Comte, et du directeur général de Leduc, Monsieur Étienne Brenckmann, nous manifestons une forte volonté de travailler à l'export, principalement au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Nous avons mené beaucoup de projets en Algérie, en Angola et au Nigeria pour les grands

donneurs d'ordre de l'industrie et de l'exploitation du gaz et du pétrole. Ces projets nous ont conduits à développer d'autres compétences que nos métiers de base, les fondations profondes et spéciales comme la construction de ponts et d'infrastructures portuaires. Nous sommes venus en Guinée en 2007, à Tinguilinta, pour le projet de construction de la raffinerie d'alumine GAC (Guinea Alumina Corporation), malheureusement interrompu en 2009. Nous sommes revenus en 2016, toujours pour GAC, mais cette fois sur le terminal minier de Kamsar avec Colas, du groupe Bouygues, comme partenaire.

Quelles sont les réalisations qui font la fierté de Leduc en Guinée ?

Bien entendu, les projets que nous avons réalisés pour

Leduc



Le batteur réactif et inventif



ESTACADES – PALPANCHES
PIEUX METALLIQUES – PONTS

1, rue de Folenrue – BP 248
27202 – VERNON Cedex – France
Tél. : +33 2 32 51 74 97
Fax. : +33 2 32 51 57 18

www.leductp.com

GAC, et notamment le pont sur la Dougoufissa à Kamsar. Mais, pour l'avenir, le contrat que nous venons de décrocher avec le ministère des Travaux publics de la République de Guinée concernant la construction d'un pont unique à Tanéné en remplacement des quatre ponts existants sur la RN3, entre Dubreka et Boffa, sur l'axe des mines bauxite, et le pont de Diassa, en Haute-Guinée, vers Kérouané, en remplacement de l'ancien pont qui s'est effondré l'année dernière.

Avez-vous d'autres marchés dans la région UEMOA ou dans les pays anglophones de la CEDEAO et de la CEEAC ainsi que dans les pays du Maghreb ? Quelle est la part de marché issue de l'Afrique sur le CA du groupe Sartorius ?

L'entreprise mène actuellement le projet de construction du port de vraquiers de Bargny-Sendou, au Sénégal, à trente kilomètres à l'est de Dakar. En parallèle, nous menons un autre projet au Nigeria, dans l'État de River-State, pour Aveon-Offshore, prestataire, entre autres, de Total pour les champs pétroliers Egina au large de Port-Harcourt. Il s'agit de la construction d'un slipway qui permet de mettre à l'eau des équipements pétroliers, mais aussi d'un quai pour le chargement des autres équipements au profit d'autres clients pétroliers d'Aveon-Offshore. Nous avons beaucoup travaillé en Algérie, en Angola, en Égypte, au Yémen et en Tunisie, où nous gardons beaucoup de contacts à l'écoute des projets à venir. Leduc représente la part export du groupe, avec plus ou moins 50 % de son CA en Afrique suivant les années.

De manière concrète, quels sont les domaines de compétence de Leduc et quelle est la marque de fabrique qui fait sa force ?

La marque de fabrique de l'entreprise est sa réactivité au service de ses clients. Comme il s'agit d'une PME, la décision est rapide et le contact avec les décideurs immédiat, vingt-quatre heures par jour et sept jours sur sept. Les quatre-vingt-dix ans d'expérience de l'entreprise dans ses corps de métier lui confèrent une expertise incontestable. Elle dispose d'un bureau d'étude interne capable de mener les projets en conception, réalisation et suivi d'exécution, que ce soit au niveau des notes

de calcul ou des plans d'exécution de méthodologie. Leduc a fidélisé un noyau de personnel permanent, mobile et compétent. Enfin, l'entreprise est dotée de tout le matériel et des équipements en interne : grues de 40 à 300 tonnes, marteaux hydrauliques et diesel, vibro-fonceurs, barges auto-élévatrices et flottantes, pousseurs, etc.

Pour vos marchés à l'international, notamment en Afrique, être détenteur des labels ISO 18001 et 14001 en matière de qualité et d'environnement ainsi que d'un autre label pour la santé et la sécurité au travail est-il un facteur déterminant de crédibilité auprès de vos interlocuteurs ?

C'est indispensable. Aujourd'hui, nos clients exigent ces niveaux de certification et de qualité, et nous-mêmes, nous devons nous assurer du respect de ces exigences concernant l'environnement ainsi que la santé et la sécurité de nos employés. Il faut noter que plus de 90 % de notre personnel de chantier est local et que nos performances dans ces domaines nous permettent de maintenir le niveau de sécurité et de formation à la hauteur des attentes de nos clients.

Pourquoi vous adresser spécifiquement aux compagnies minières de Guinée lors d'un afterwork le 26 septembre à Conakry ?

Pour nous, les miniers sont des clients essentiels, particulièrement fiables et organisés, et entretenir certes des relations de travail, mais aussi cordiales, nous paraît indispensable. Nous sommes en Guinée avec GAC depuis 2007. Nous répondons sur les différents projets miniers, qui se multiplient ces derniers mois, qu'il s'agisse d'infrastructures portuaires ou de génie civil, et pouvoir se rencontrer en dehors des réunions de travail habituelles nous permet d'échanger et de partager d'une façon plus directe et plus conviviale. En plus du projet des ponts de Tanéné et de Diassa avec le ministère des Travaux publics déjà évoqués, les projets miniers en Guinée sont notre priorité. Nous sommes en mesure d'apporter de l'expertise, mais aussi les engagements fermes qu'exigent ces clients privés en matière de qualité et de délais.

Propos recueillis par Paul de Manfred



leduc

The inventive and reactive piling company

SHEETPILES
PILING AND BRIDGES

1, rue de Folenrue - BP 248
27202 - VERNON Cedex - France
Tél. : +33 2 32 51 74 97
Fax. : +33 2 32 51 57 18

www.leductp.com

Le Groupe de presse Les Editions «Le Pays»

Plus de 26 ans d'expérience dans le paysage médiatique Burkinabè



Le Pays

* Un quotidien à la pointe de l'information

EVASION

* Un hebdomadaire pour vos week-ends

VOTRE
SANTE

* Un mensuel pour votre santé

RADIO
WEND PANGA
La Radio du Progrès

* Une Radio FM 92.3 à Ouahigouya

* Notre site dénommé Actuburkina



Le Pays

Abonnement au quotidien
Le Pays (version PDF)

e-commerce

Espace e-Commerce

www.lepays.bf

Package de prestations :

- @ Bannières publicitaires
- @ Annonces et avis
- @ Annonces nécrologiques
- @ Reportages
- @ Newsletters
- @ Publireportages dans notre espace-vidéo

Abonnement à l'hebd Evasion
(version PDF)



Abonnement au mensuel Votre
Santé (version PDF)

e-commerce

Espace-info mobile

Le Pays
dans votre mobile

Chaque jour, l'actualité vous rejoint
sur votre mobile



Info line:
+226 25 36 20 46 / 72 06 75 99
55 84 26 02
E-mail: lepays91@yahoo.fr
danydane4@yahoo.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



LE GOUVERNEMENT ROULE POUR LA MODERNISATION

Dans tous les compartiments du secteur des transports, les autorités mènent des réformes et réalisent des investissements pour optimiser la compétitivité de ce maillon essentiel de la chaîne de croissance économique.

Le renforcement de la compétitivité économique guinéenne se traduit avec force dans le secteur des transports, où deux maîtres-mots prévalent : renforcement de la fluidité et modernisation du plateau technique. Car les défis sont importants, puisque la mobilité reste un gros problème dans la capitale Conakry au regard de la configuration de la ville, mais aussi dans le reste du pays du fait de la forte dégradation des routes nationales et départementales. Une situation qui plombe le développement économique, social et culturel du pays.

Pour corriger ces dysfonctionnements, explique le ministre des Transports Aboubacar Sylla, les grands chantiers du gouvernement dans ce secteur sont impressionnants : création d'une société de transport de personnes à régime mixte avec ouverture de lignes urbaines et interurbaines, renforcement du parc actuel de la SOTRAGUI avec la récupération de plusieurs dizaines de bus du précédent parc, construction de 8 centres régionaux de contrôle technique automobile, mise en ligne d'un second train de passagers dénommé Dubréka Express sur ligne Fria, finalisation de la mise en place de la compagnie aérienne de droit guinéen Guinea Airlines en partenariat avec Ethiopian Airlines, rénovation des aéroports régionaux de Kankan, Labé et N'zérékoré, ou encore renforcement de effectifs et des capacités du personnel de la Direction nationale de la météorologie. « Ces réformes entamées sous les auspices de Monsieur le président de la République portent sur la réglementation, les infrastructures ainsi que les moyens de transport des personnes et des biens, aussi bien de l'intérieur qu'avec l'extérieur. Ce processus enregistre depuis plusieurs mois maintenant un énorme coup d'accélérateur et assure un fort ancrage grâce à une gestion plus rigoureuse et plus efficace orientée sur les résultats », affirme-t-il.

D'ores et déjà, ajoute le ministre, les réalisations à mettre à l'actif du P^r Alpha Condé dans le domaine des transports sont aussi nombreuses que grandioses. Il cite notamment la mise à disposition de l'État du train de banlieue Conakry Express absorbant un flux

de 10 000 passagers par jour, ainsi que l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation pour le trafic maritime. Il évoque également la mise en place d'un nouveau code de l'aviation civile et l'augmentation concomitante du nombre de compagnies aériennes desservant l'aéroport international de Conakry : de 6 compagnies en 2010, la Guinée est passée à 13 en 2018, ce qui a entraîné une forte hausse du trafic passagers, passé quant à lui de 248 000 en 2010 à 527 000 en 2018, ainsi que du trafic fret, passé de 2 700 tonnes en 2010 à 4 600 en 2018. Beaucoup de compagnies aériennes ont bénéficié d'autorisations d'atterrissage à Conakry, avec pour avantage la baisse du coût du billet. Désormais, les avions se bousculent pour se poser sur le tarmac. Et cette tendance est appelée à se densifier avec le décollage attendu de Guinea Airlines : pour faciliter le démarrage de cette compagnie aérienne nationale en piste depuis 2018, le gouvernement a décidé d'augmenter sa participation au capital de 5 à 20 %.

Les ambitions sont tout aussi grandes dans le secteur du transport maritime, considéré comme l'un des poumons de l'économie, d'autant que le port de Conakry figure parmi les cinq plus grands du continent. L'ambition est d'en faire la meilleure place portuaire de la côte ouest-africaine en réalisant des travaux d'extension et de modernisation.

Enfin, le trafic routier n'est pas en reste en matière de mise à jour. « Notre vision est d'assurer le contrôle et la maîtrise du parc automobile par l'instauration de la visite technique automobile obligatoire et le contrôle rigoureux de l'âge minimum des véhicules à l'importation. Le renforcement du parc automobile ainsi que le régime de gestion de la société publique de transport urbain permettront de consolider l'offre afin de répondre plus efficacement aux besoins de mobilité urbaine des populations, surtout de la capitale. À travers la sécurisation des titres de transport et l'encadrement des auto-écoles, notre vision est de promouvoir davantage la sécurité routière pour l'ensemble des usagers », précise Aboubacar Sylla.

Christian Kouamen

« LE PORT DE CONAKRY SE MODERNISE »

Aboubacar Sylla, ministre d'État en charge des Transports et porte-parole du gouvernement, revient sur les actions menées en 15 mois sur le transport terrestre, aérien et maritime, expliquant par ailleurs pourquoi il est ouvertement partisan d'un changement de Constitution dans son pays.

Déjà un an que vous êtes à la tête du ministère stratégique des Transports. Quel bilan pouvez-vous dresser, sachant que d'ici à 2020, les priorités de votre feuille de route seront plus politiques du fait de la fin du mandat présidentiel ?

Aboubacar Sylla : En termes de bilan, citons le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur des transports. En plus des codes maritime, de la route et de l'aviation civile qui, tous, ont intégré les standards internationaux de sécurité et de sûreté, nous avons créé des institutions : l'Agence guinéenne pour la sécurité routière (AGUISER), l'Autorité de régulation du transport fluvio-maritime (ARTFM), et enfin l'Autorité organisatrice des transports urbains (AOTU) qui, aujourd'hui, renforcent la gouvernance institutionnelle des transports.

En ce qui concerne le chemin de fer, après une longue période d'arrêt, j'ai relancé le train de passagers Conakry Express dont le trafic profite quotidiennement à plus de 10 000 personnes. Dans les semaines à venir, le second train Dubreka Express, qui va exploiter la ligne Rusal-Friguia, entamera son trafic avec la même capacité d'embarquement de passagers. Nous pensons relancer le transport ferroviaire avec le lancement des travaux de construction des chemins de fer Conakry-Kouria, premier lot de la ligne Conakry-Kankan. S'agissant des transports terrestres, j'ai remis sur pied la Société de transport urbain, dont la flotte transporte plus de 40 000 passagers par jour. En matière de signalisation routière, 1 000 nouveaux panneaux ont été installés. Très prochainement, nous lancerons la ré-immatriculation du parc automobile national et la sécurisation des titres de transports.

Dans le secteur maritime, la concession de l'exploitation et de la modernisation du port autonome de Conakry (PAC), grâce à un partenariat passé entre l'État et le groupe Albayrack, une entreprise privée, avec plus de

Bio

Aboubacar Sylla, ministre des Transports et porte-parole du gouvernement depuis 2018, a débuté à la fois comme chef de division des matériaux de construction au ministère de l'Industrie et comme directeur de projet de la cimenterie de Souguéta de 1981 à 1986. Conseiller technique du ministre des Ressources humaines, de l'Industrie et des PME jusqu'en 1988, il sera ensuite secrétaire général de 3 ministères : Industrie, Commerce et Artisanat en 1988-1990, Information, Culture et Tourisme en 1990-1991, et enfin Communication en 1991-1992. Conseiller économique du Premier ministre de 1996 à 1999, il deviendra ministre de l'Information en 2006, puis de la Communication, porte-parole du gouvernement en 2010.

PCA de la SOMIAG de 1987 à 1989, de la SALGUIDIA de 1988 à 1990 et de l'UGAR de 1989 à 1995, il fondera en 1992 le premier groupe de presse guinéen (*L'Imprimerie du Sud, L'Indépendant, L'Indépendant plus, Le Démocrate, Le Républicain*), dont il sera l'administrateur général jusqu'en 1996, puis créera le Complexe scolaire Sylla Lamine en 1999.

Président de l'UFC (Union des Forces du Changement) depuis 2009, il a été de 2011 à 2015 porte-parole de l'Alliance pour le Développement et le Progrès (ADP), de l'Opposition Républicaine (OR) et de l'Alliance Pour l'Alternance Démocratique (APAD).

500 millions de dollars d'investissement, permettra d'en consolider les capacités et la compétitivité dans la sous-région. Nous travaillons aussi au développement du transport maritime avec les bateaux-bus à Conakry, car je pense que l'avenir de la mobilité dans la capitale réside dans le ferroviaire et le maritime. Quant au secteur aérien, grâce au renforcement des capacités de l'aéroport international Conakry-Gbessia, nous avons pu doubler le nombre de compagnies desservant le pays, mais aussi et surtout le trafic. Récemment, avec la réforme du capital de la Société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Conakry (SOGEC), ce sont plus de 100 millions d'euros d'investissement en faveur de la plate-forme aéroportuaire qui ont été mobilisés. Enfin, en matière de météorologie, nous avons modernisé la diffusion du bulletin de la météo.

La modernisation de tous les transports est une priorité du gouvernement figurant en bonne place dans le PNDES. À l'approche de 2020 et de la fin de mandat du président, quelles ont été les avancées ?

En effet, la modernisation des moyens et des infrastructures de transport figure en bonne place dans les priorités gouvernementales et dans le Plan national de développement économique et social (PNDES). Comme avancées, on peut citer le renforcement du réseau routier qui assure, pour l'essentiel, les échanges économiques internes. Avec la modernisation en cours

la position de certains acteurs politiques qui ont fait le choix de s'inscrire dans le déni total du droit du président de la République à proposer, en toute légitimité, une nouvelle Constitution, d'autant plus que nous avons depuis 2010 une Constitution mise en œuvre par des autorités illégitimes. En plus de sa non-légitimité, la Constitution du 7 mai 2010 a révélé à l'usage de nombreuses et

graves insuffisances et lacunes qui affectent le fonctionnement normal de notre vie institutionnelle. C'est pourquoi une démarche révisionniste du texte constitutionnel qui toucherait à près d'une trentaine de dispositions

nous semble opportune. Dans le contexte guinéen, il convient de procéder à l'établissement d'une nouvelle Constitution fondatrice d'une nouvelle République à même d'ouvrir une nouvelle ère dans la gouvernance de notre pays.

*Propos recueillis par
Serge-Henri Malet*

« Une nouvelle Constitution est fondatrice d'une nouvelle République qui ouvre une nouvelle ère dans la gouvernance de notre pays. »

du port autonome de Conakry grâce à la convention Albayrack, celui-ci est en passe d'augmenter ses capacités de traitement du fret de plus de 40 %. Le Plan de déplacements urbains (PDU) constituera quant à lui une réponse efficace aux énormes défis de fluidité dans la circulation routière à Conakry.

Ancien porte-parole de l'opposition, leader du parti UFC, vous avez marqué par votre entrée au gouvernement votre volonté de contribuer au rassemblement défendu par votre président de la République. Selon vous, d'ici à 2020, faut-il s'attendre à d'autres « prises de guerre » de premier plan dans les rangs de l'opposition ?

Comme nous l'avions déjà dit, en entrant au gouvernement de la République, notre volonté était de saisir la main tendue du président de la République dans le cadre d'une ouverture politique. Nous pensons qu'à l'ère des compromis politiques, et pour sortir rapidement notre pays du marasme économique dans lequel il se trouve, il est nécessaire que les acteurs politiques fassent taire leurs divergences et s'accordent sur un programme commun de gouvernement. Je crois que cette volonté du chef de l'État est toujours d'actualité, et je ne serais pas surpris que d'autres acteurs de l'opposition rejoignent la majorité.

En août dernier, comme porte-parole du gouvernement, vous avez tenté d'expliquer pourquoi il faut changer la Constitution et non la modifier. Quelle est la nuance ?

D'abord, je ne comprends toujours pas



Aboubacar Sylla,
ministre d'État en charge
des Transports et porte-parole
du gouvernement.

Cellou Diata

LE PORT DE CONAKRY DEVIENT COMPÉTITIF

Albayrak a planifié un investissement de 492 millions de dollars pour moderniser le port de Conakry. En moins de 5 mois, elle a investi dans 5 grues et a complété la construction d'une pénétrante de 4 km de longueur pour le port ainsi que d'un parking poids lourds de 608 camions.

En accueillant *Économies Africaines*, Efe Hatay, directeur général d'ALPORT Conakry SA, filiale du groupe Albayrak, plante d'emblée le décor en évoquant la portée de la signature du contrat de concession du port de Conakry opérée en 2018 entre son groupe (*lire l'encadré*) et l'État guinéen, ainsi que la valeur ajoutée qui en découle en termes de compétitivité : « *Cette convention s'inscrit dans les objectifs stratégiques du gouvernement guinéen de promouvoir les investissements et la participation du secteur privé au développement du port de Conakry.* »

En effet, ce contrat de concession d'une durée de 25 ans

est très spécifique dans sa nature car il prévoit l'exploitation du port de Conakry en contrepartie de la réalisation des investissements nécessaires à son développement, à sa modernisation et à son extension. Albayrak a planifié un investissement de 492 millions de dollars américains pour la durée de la concession. Elle va également effectuer le dragage du bassin et du chenal d'accès portuaires à -14 m avec la construction de nouveaux quais et terre-pleins à l'est du port. Par ailleurs, à travers sa filiale ALPORT Conakry SA, Albayrak a déjà entamé les projets de réhabilitation du port conventionnel et débuté ses investissements en

équipements portuaires. En moins de cinq mois, on a observé sur place la présence opérationnelle de cinq nouvelles grues Liebherr, dont deux d'une capacité de levage de 140 tonnes, ainsi que celle de nombreux véhicules de construction également importés. ALPORT Conakry SA a en outre complété la construction d'une pénétrante pour le port de 4 km de longueur et d'un parking poids lourds de 608 camions.

S'agissant de la valeur ajoutée en matière de compétitivité, Efe Hatay précise que son groupe entend apporter son expertise essentiellement dans deux domaines : « *D'une part, sur le plan technique, ALPORT Conakry SA apporte son expertise sur la gestion, les capacités, la qualité et l'adaptabilité des infrastructures et superstructures ainsi que sur la*



**FAIRE DU PORT
LE CENTRE DE
TRANSIT DE LA REGION**



conakryport.com



qualité et les performances des services et des équipements. L'investissement d'Albayrak aura un impact direct sur les coûts de passage des marchandises, d'escale des navires, d'occupation des espaces et des opérations de pré et post-acheminement terrestres des marchandises. D'autre part, sur le plan opérationnel, cela a un impact direct sur la performance et l'efficacité des opérateurs portuaires physiques, les rythmes et la cadence de manutention des navires et d'enlèvement des marchandises, et enfin la cadence des rotations des moyens de transport. »

De toute évidence, l'ensemble de cette réorganisation des opérations – accueil des navires, manutention, etc. –, la diminution des surestaries, la rapidité des opérations de déchargement et la diminution des navires à l'escale devraient renforcer de manière conséquente la compétitivité du port dans la sous-région. En prenant possession du port, les experts d'Albayrak ont fait deux constats : les éléments de manutention disponibles sur le port actuel n'étaient pas suffisants, raison pour laquelle le chargement et le déchargement des navires étaient généralement effectués par les grues des navires, et les opérations de manutention dans le bassin et les entrepôts étaient principalement effectuées par une main-d'œuvre humaine dans des conditions lentes et difficiles. Pour remédier à toutes ces insuffisances, Albayrak a ainsi prévu une large gamme d'investissements en équipements, infrastructures et superstructures destinées à accroître les capacités d'accueil : quais, tirant d'eau, terre-pleins, magasins sous douane et hors douane, investissements des opérateurs et chargeurs (céréales et coton), amélioration des infrastructures de desserte, une nouvelle pénetrante et un parking poids lourds en voie d'achèvement en vue de désengorger la circulation du centre ville de Kaloum en 2 x 2 sur 4 km et commandera au total 12 grues mobiles d'une capacité de 100 tonnes chacune durant la concession.

Paul de Manfred



L'ensemble de la réorganisation des opérations, la diminution des surestaries, la rapidité des opérations de déchargement et la diminution des navires à l'escale devraient renforcer de manière conséquente la compétitivité du port dans la sous-région.

ALPORT Conakry

Albayrak tisse sa toile en Guinée

En Guinée, Albayrak est une société possédant trois filiales opérationnelles. « Nous avons la filiale ALPORT Conakry SA qui est la société d'exploitation du port de Conakry, puis nous avons créé une seconde filiale, société Albayrak Guinea Transportation SA spécialisée dans la gestion du transport urbain de Conakry, et enfin une troisième filiale, Yesil Adamlar, qui intervient dans la gestion des déchets de la ville de Conakry », précise Efe Hatay. La société emploie déjà 1 500 personnes à Conakry.

En dehors de la Guinée, le groupe Albayrak possède la concession du port de Mogadishu en Somalie et la délégation du service de transport public et de collecte de déchets des villes de Lahor et Islamabad, au Pakistan où la société emploie 12 000 personnes. Le siège social du groupe, basé à Istanbul, emploie près de 10 000 salariés. Pendant ses trois premières décennies d'existence, il s'agissait d'une entreprise de construction mais depuis 1982, elle s'est étendue à d'autres secteurs, y compris le transport et la logistique, la gestion des déchets et les médias.

ALBAYRAK
LE CONTRAT DE SUCCES
ET DE CONFIANCE

 conakryport.com






« LE TAUX DE PÉNÉTRATION DE LA TÉLÉPHONIE EST DE 101,2 % »

Moustapha Mamy Diaby, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, estime que l'implantation de la 4G aura un impact sur les activités de plusieurs secteurs de l'économie. Son département envisage aussi de renforcer les capacités humaines dans le milieu de l'enseignement.

Depuis janvier 2016, vous êtes ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, et vous nourrissez de grandes ambitions pour ce secteur. Où en êtes-vous avec la construction du backbone national et la commercialisation des premiers tronçons ?

Moustapha Mamy Diaby : L'écosystème des TIC ne se résume pas au projet du backbone national. Nous avons un document de Politique et stratégie nationale pour le développement des TIC et de l'économie numérique qui présente nos objectifs, axes d'intervention, acteurs-clés et résultats attendus. Le projet de backbone national à fibre optique de Guinée s'inscrit dans l'objectif de promotion de la société de l'information. Il a été initialement dimensionné pour couvrir 4 000 km. Puis, pour desservir certaines zones minières rurales qui n'avaient pas été prévues, il a été ajouté près de 500 km. Ainsi, ce réseau est construit selon un modèle hiérarchique à deux niveaux : un réseau de niveau national constitué de deux anneaux principaux comprenant tous les chefs-lieux de région – Conakry, Kindia, Mamou, Labé, Boké, Boffa, Faranah, Kankan, N'Nzérékoré – et les préfectures, et un réseau de niveau régional constitué de bretelles et des axes vers les 6 États frontaliers dans le cadre l'interconnexion régionale. Les derniers réglages sont en cours avant le lancement de la commercialisation des services. Comme vous le savez, avant de lancer un réseau de télécommunications, il faut s'assurer qu'il remplisse les critères de fiabilité, de stabilité et de continuité de service.

Qu'en est-il de vos actions pour développer et promouvoir la gouvernance électronique et moderniser les services de l'administration ? Le centre d'alerte et de lutte contre les attaques informatiques est-il opérationnel et a-t-il déjà fait ses preuves ?

Comme vous le savez, il y a une Agence

nationale de la gouvernance électronique qui existe au niveau de la Primature. Cependant, cette gouvernance électronique et les services modernes de l'administration doivent reposer sur des infrastructures numériques que nous avons en charge de construire et de développer. Nous construisons le backbone national à fibre optique qui reliera les différentes localités du pays. Dans les villes, nous prévoyons la construction de réseaux métropolitains pour connecter les différents services de l'État afin non seulement de les raccorder entre eux, mais aussi de les interconnecter à l'administration centrale via le backbone national. Sur le plan de la sécurité, nous avons une loi qui prévoit la création du Centre national d'alerte précoce et de riposte aux incidents informatiques. Les arrangements institutionnels sont en cours pour la création et l'opérationnalisation de cet organe. Actuellement, nous sommes dans la phase de renforcement de capacités techniques et opérationnelles de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Bio

Moustapha Mamy Diaby est ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique depuis janvier 2016. Cet ingénieur en télécommunications et en technologies de l'information et de la communication (TIC) est également expert en gestion, régulation et économie des TIC ainsi qu'en harmonisation des politiques de régulation des télécommunications et des TIC, en gestion des ressources rares et en systèmes et réseaux de télécommunications. Il est aussi formateur en planification des réseaux de télécommunications, en accès universel et connectivité rurale, et enfin en intégration et mutualisation des infrastructures.

Il débute sa carrière en janvier 2001 comme formateur-consultant à Dakar, à l'École supérieure multinationale des télécommunications (ESMT), centre d'excellence de l'Union internationale des télécommunications, et y exerce jusqu'en août 2006. Il occupera ensuite jusqu'en mars 2011 le poste de fonctionnaire principal chargé des politiques de développement des télécommunications à la Commission de l'Union africaine. Successivement vice-président et président du Forum des régulateurs francophones de télécommunications (FRATEL) en 2012 et 2013, il assumera de mars 2011 à décembre 2015 les responsabilités de directeur général de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPT) de Guinée avant d'être appelé à ses responsabilités actuelles.



Moustapha Mamy Diaby,
ministre des Postes, des
Télécommunications et de
l'Économie numérique.

Le taux de pénétration de la téléphonie en République de Guinée a considérablement évolué, les chiffres en attestent. Nous avons observé qu'en 2015, il était de l'ordre de 99,1 %. Ce chiffre est passé à 97 % en 2016, puis a augmenté à 98 % en 2017 pour passer à 101,2 % en 2018.

La 4G, une réalité en Guinée cette année, donne accès au haut débit. Quel sera son impact sur l'économie numérique ?

La 4G aura plutôt un impact sur Internet. Ce réseau aidera à améliorer l'expérience des consommateurs, mais surtout les activités des professionnels : banques, assurances, industries, universités, etc. Elle se fera donc sentir sur toute la chaîne de valeur.

D'ici à 2020, quelles sont les priorités inscrites sur votre feuille de route ?

Nous savons que le secteur des TIC est en pleine évolution et nous comprenons pleinement

le besoin de continuer l'investissement intelligent et la mutualisation des efforts pour une croissance durable et partagée. Nous envisageons donc dans les meilleurs délais le renforcement des capacités humaines au niveau des écoles et des universités avec l'initiative de connexion des écoles (IPCE), la stimulation de l'entrepreneuriat dans le numérique avec notamment la Semaine nationale de l'entrepreneuriat dans le numérique, le renforcement des capacités des centres d'autopromotion des femmes par la construction de centres

« Nous construisons le backbone national à fibre optique qui reliera les différentes localités du pays. »

La création de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et du GouvLab répondait-elle à un besoin urgent ? A-t-on lieu aujourd'hui d'être rassuré sur la protection des transactions électroniques ?

Comme je le disais, l'ANSSI a été mise en place pour servir d'organe de mise en application de certains aspects de la loi 037, dans sa partie relative à la cyber-sécurité. Le GouvLab, une initiative de notre département, consiste à mettre en place un centre d'apprentissage et d'incubation équipé et ouvert à tous les jeunes étudiants évoluant dans les secteurs des TIC pour apprendre, pour développer des applications, etc. Le cadre réglementaire relatif à la protection des données à caractère personnel est en cours d'élaboration à travers notamment l'opérationnalisation de l'organe en charge de la protection des données à caractère personnel.

Quelle est l'évolution du taux de pénétration de la téléphonie fixe et mobile depuis 2015 ?

d'information et par la formation aux métiers et à la gestion, la commercialisation du backbone national, l'acquisition d'un Data Center, la densification de la couverture du réseau mobile Internet, et enfin l'organisation du Sommet Transform Africa-2020.

Propos recueillis par Serge-Henri Malet



DEUX NOUVELLES BANQUES SUR LA PLACE FINANCIÈRE DE CONAKRY

En 2018, les banques guinéennes ont réalisé un total bilan de 22 717 milliards de GNF, contre 19 653 milliards en 2017. En outre, le secteur accueille deux nouveaux arrivants, dont la première banque nationale d'investissement : l'une de ses priorités est de développer le secteur agroalimentaire.

Dès janvier 2019, dans le cadre de son programme de développement et de financement des infrastructures, la Guinée a manifesté son intérêt pour l'adhésion à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), une banque multilatérale de développement dont la vocation est de financer des projets d'infrastructures dans le monde, notamment en Afrique, et le Parlement a avalisé cette adhésion. Dotée d'un capital de 100 milliards de dollars, l'AIIB compte plusieurs dizaines de membres depuis sa création en 2014, dont des membres régionaux d'Asie mais aussi les pays africains. L'AIIB finance donc les projets d'investissement en infrastructures nécessaires à la Guinée.

Un financement des infrastructures dans lequel les banques locales ne sont pas en reste. C'est le cas de la Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC Guinée),

qui s'implique pour l'investissement dans l'économie guinéenne. Selon Mohamed Attaher Maïga, nouveau directeur général (*lire son interview p. 104-105*), BSIC Guinée entend jouer un rôle dans le Plan de déve-

Situation de la place bancaire au 31 décembre 2018 (en milliards de GNF)

	2017	2018
TOTAL RESSOURCES	15 427 302	17 458 749
PARTICULIERS	7 072 263	7 380 871
ENTREPRISES	7 445 421	9 528 826
DIVERS	734 752	383 620
TOTAL EMPLOIS	7 362 551	8 816 964
PARTICULIERS	1 706 559	1 230 528
ENTREPRISES	5 520 140	6 676 261
TOTAL BILAN	19 653 851	22 717 648
CAPITAL	1 604 677	1 692 282
RÉSERVES	562 562	1 164 091
NOMBRE DE CLIENTS ENTREPRISES	47 975	50 613
NOMBRE DE CLIENTS PARTICULIERS	558 513	564 566
NOMBRE D'AGENCES	170	178
NOMBRE DE DISTRIBUTEURS	159	174
EFFECTIFS	2 245	2 308

Source : Banque centrale de la République de Guinée

loppement économique et social (PNDES) : « *Nous participons activement au financement du PNDES à travers des dossiers importants : BTP, transport, pétrole, secteur minier... C'est à ce titre que nous intervenons fortement dans le financement des infrastructures publiques : routes, voiries urbaines, construction*

Le Parlement a avalisé l'adhésion à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

d'universités, adduction d'eau, pistes rurales, diverses infrastructures régionales dans le cadre de la fête tournante de l'indépendance nationale... Dans le même cadre, nous accompagnons plusieurs PME pour la réalisation d'infrastructures rurales : écoles, latrines, centres de santé, électrification solaire, etc. ».

Ajoutons que la place bancaire de Conakry compte 17 banques en incluant les deux derniers arrivants. Le premier, la banque nationale d'investissement BNIG, a noué un partenariat avec le Camerounais Afriland

First Group, l'État guinéen s'appuyant sur lui pour créer cet établissement opérationnel depuis octobre 2019. L'objectif assigné à la BNIG est de permettre aux entrepreneurs guinéens d'obtenir des prêts à des taux préférentiels ne dépassant pas 10 %, avec pour priorité de développer le secteur agroalimentaire et les

projets liés à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Le second, Vista Bank, a été opéré par le rachat du groupe sierra-léonais First International Banking Group, renommé Vista

Bank Group par l'homme d'affaires burkinabè Simon Tiemtoré. Ses deux filiales, à Banjul et Conakry, sont ainsi passées sous contrôle de Vista Bank.

Par ailleurs les 17 établissements de la place bancaire de Conakry ont réalisé en 2018 un total bilan de 22 717 milliards de GNF, contre 19 653 milliards en 2017. L'ensemble des banques totalise 50 613 comptes entreprises en 2018, contre 47 975 en 2017 (*lire le tableau ci-contre*).

Louise Bibalou-Durand

Ecobank a distribué 20 M\$ d'encours de crédit aux PME

Diawadou Bah, le tout nouveau directeur général de la filiale Ecobank Guinée (*lire son interview p. 102-103*), avoue avec modestie qu'il serait « *prétentieux* » de sa part d'affirmer maîtriser « *la complexité inhérente à la gestion d'une banque de la taille d'Ecobank, et de surcroît sur un marché en pleine évolution comme celui de la Guinée* ». Un marché qui, en 2018, a enregistré à Conakry l'implantation par le groupe Ecobank d'un club d'affaires dénommé Emerald Business Club dont l'objectif premier est d'accompagner des PME locales et de contribuer à leur croissance économique. Au-delà d'Emerald Business Club, l'on peut s'intéresser à la façon dont Ecobank Guinée articule sa politique de financement du secteur privé, notamment minier, mais aussi des PME-PMI locales. « *L'économie guinéenne est fortement dominée par le secteur informel. Les entreprises y sont faiblement structurées, et les informations financières quasi inexistantes ou pas suffisamment fournies, donc inexploitable. C'est dans cet environnement plein d'incertitude que nous accompagnons certaines entreprises grâce à des programmes de financement adaptés à la nature du besoin : financement d'investissement, de fond de roulement, etc.* », répond M. Bah.

Par ailleurs, ajoute la direction d'Ecobank Guinée, depuis plusieurs années, cinq produits spécifiques appelés Product Program ont été élaborés pour accompagner ces PME dans leur développement. Les critères d'accès sont fondés sur la capacité pour l'entreprise à générer du cash flow d'une part, et d'autre part pour la banque à en assurer le suivi, c'est-à-dire la domiciliation des flux entrants. Toutefois, une difficulté majeure intervient dans le financement des PME-PMI, « *la complexité de l'environnement juridique, qui ne protège pas suffisamment les créanciers face à leurs débiteurs, empêchant la réalisation des garanties* », déplore le nouveau patron d'Ecobank Guinée,

qui se veut néanmoins optimiste avant tout, car malgré cet environnement insuffisamment favorable, sa banque, dit-il, s'est engagée aujourd'hui sur 20 millions de dollars d'encours de crédit distribués aux PME.

Concernant le secteur minier, Ecobank Guinée a revu sa politique de marché-cible et prévoit de mettre un accent particulier sur le financement de ce secteur. « *Notre ambition n'est pas de se limiter aux multinationales, mais d'accompagner la chaîne de valeur gravitant autour de ces grandes entreprises* », précise M. Bah. Bien sûr, la qualité de service figure au rang des priorités stratégiques de toutes les filiales du groupe Ecobank : il s'agit d'assurer à la clientèle une qualité de service irréprochable. En ce sens, Ecobank ne lésine pas sur les moyens pour investir dans l'innovation technologique ainsi que pour la formation et la motivation de son personnel. En effet, l'enjeu de la qualité de service est d'autant plus important que la concurrence est devenue rude et que les exigences du client sont de plus en plus grandes, allant parfois au-delà de la simple satisfaction du besoin bancaire. Ainsi, la proposition de valeur de service qu'offre chaque segment d'activité à tous les points de contact avec la clientèle vise à garantir une expérience client positive.

Quant à la politique de proximité d'Ecobank Guinée, le directeur général indique que sa stratégie actuelle est d'être de plus en plus proche de sa clientèle pour mieux la servir. « *Pour cela, nous avons mis en place un réseau de 2 500 Points Xpress afin de permettre à nos clients de faire des opérations de dépôt et retrait un peu partout. Ce réseau est appelé à se densifier pour accompagner le déploiement de nos produits digitaux tels qu'Ecobank Mobile, qui compte plus de 380 000 clients enrôlés à ce jour* », se réjouit Diawadou Bah.

P. de M.

« UN TOTAL BILAN DE 577 M\$ EN 2018 »

Diawadou Bah, nouveau directeur général d'Ecobank Guinée, dévoile ses objectifs de gouvernance pour cette filiale implantée depuis 20 ans, et indique quel rôle va jouer Emerald Business Club, le club d'affaires créé par le groupe Ecobank en 2018 à Conakry.

Présenté au personnel d'Ecobank Guinée le 6 août dernier dans le hall de l'agence principale de Kaloum, avez-vous pris la mesure des enjeux qui vous attendent à la tête de cette filiale guinéenne ?

Diawadou Bah : Le premier enjeu sera de consolider notre position de première banque du pays en continuant d'être un partenaire privilégié pour l'État dans le financement des projets stratégiques : concernant les PME-PMI, soutenir la création d'un tissu industriel fort afin de doter nos économies d'une capacité de transformation locale susceptible de générer de la valeur ajoutée ainsi qu'un savoir-faire, et surtout de participer à la création d'emplois pour la jeunesse, et concernant le contribuable guinéen, favoriser l'émergence d'une classe moyenne à travers l'accès au financement bancaire à moindre coût. Le second enjeu sera d'apporter notre pierre à l'inclusion financière. Comme vous le savez, le groupe Ecobank a entrepris un ambitieux programme dans le but de vulgariser nos produits de banque digitale. Nous espérons placer Ecobank Guinée dans le peloton de tête au sein du groupe Ecobank, mais surtout contribuer fortement à la bancarisation en République de Guinée. Enfin, renforcer les capacités restant un enjeu majeur dans notre société, nous aurons

pour objectif la promotion des jeunes talents que nous nous attacherons à faire éclore ainsi que l'investissement dans la formation afin de renforcer les compétences. Cela impactera positivement une qualité de service propre à fidéliser notre base clientèle.

Ecobank Guinée a été créée en mai 1999, soit il y a tout juste vingt ans. Quel est le poids de son réseau d'agences dans le pays ?

Ecobank a démocratisé les pratiques bancaires en Guinée depuis son installation en 1999. Nous avons introduit l'ouverture des agences le samedi et avons donné la possibilité à chaque Guinéen d'avoir un compte bancaire dans le respect de la réglementation et des règles de conformité. Nous avons bâti un réseau de vingt agences, dont 8 à Conakry et 12 à l'intérieur du pays. Nous sommes depuis plusieurs années la première banque de la place en termes de collecte de dépôts, avec 26 % de part de marché, et de total bilan avec 23 % de part de marché pour un total de 16 banques. À présent, nous nous inscrivons dans une seconde phase, celle de la consolidation. C'est pour cette raison que nous avons entamé un virage très ambitieux, celui de la digitalisation. L'objectif est de rendre la banque accessible à tous partout et à tout moment via des canaux alternatifs.

Le groupe Ecobank a lancé l'année dernière à Conakry un nouveau club d'affaires, l'Emerald Business Club, qui s'ajoute à la trentaine que vous avez en Afrique pour accompagner les PME locales. Comment comptez-vous identifier ces entreprises et quel processus de sélection avez-vous mis en place ?

Le club Emerald est une initiative du groupe Ecobank qui consiste à identifier des champions potentiels de la croissance inclusive de l'économie africaine. Ces PME sont donc choisies parmi les secteurs à fort potentiel : industries, com-

Bio

Diawadou Bah, 42 ans, marié et père de 5 enfants, est le tout nouveau directeur général d'Ecobank Guinée, filiale d'un groupe qu'il connaît bien. Depuis ses débuts en avril 2003, il a été auditeur financier-comptable pour le cabinet S. Reydel Fall à Dakar, Treasury Marketing Unit (TMU) et chargé d'affaires grands comptes chez Citibank Dakar, responsable vente des produits de trésorerie chez Ecobank Sénégal, directeur de la trésorerie et directeur intérimaire des grandes entreprises chez UBA Sénégal, directeur régional de la trésorerie francophone chez UBA Côte d'Ivoire, directeur régional de la trésorerie UEMOA chez Ecobank Côte d'Ivoire, Senior Group Manager-FICC Sales pour le compte du groupe Ecobank puis Senior Group Manager et directeur régional de la trésorerie pour l'international dans le même groupe.

Au plan académique, ce plurilingue français, anglais, pulaar et wolof est titulaire d'un master d'administrateur privé option finance délivré par l'université de Reims, en France, où il a suivi tout son cursus depuis le DEUG.



Diawadou Bah,
directeur général d'Ecobank Guinée.

merce, agrobusiness, mines... La sélection s'opère sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs : réputation, chiffre d'affaires prévisionnel, création d'emplois... Le club a été lancé en 2018 à Conakry et comprend une centaine de membres. À ces entreprises championnes de demain, la banque a accordé des conditions tarifaires préférentielles et une amélioration significative des conditions d'accès au financement. Un mécanisme d'accompagnement technique est en cours de réflexion afin de contribuer au renforcement des capacités du club et de faciliter l'accès à l'information, facteur-clé de réussite dans le monde des affaires. Notre objectif est d'aider à la formation de grandes entreprises africaines en mettant à disposition notre expertise, notre réseau de 33 pays en Afrique subsaharienne, notre plate-forme digitale pour faciliter les transactions financières et nos solutions de financement adaptées aux besoins spécifiques de ces entreprises.

Comment ont évolué les chiffres-clés d'Ecobank Guinée en 2018 par rapport à 2017 ?

Le total bilan s'élève à 577 millions de dollars US en 2018, contre 463 millions en 2017, soit un taux de croissance de 24,5 %. Les dépôts de la clientèle s'élèvent à 475 millions de dollars US en 2018, contre 393 millions en 2017, soit une augmentation de 22,10 % (83 M\$). L'encours net de crédits accordés

à la clientèle s'élève à 110 millions de dollars US en 2018, contre 105 millions en 2017, soit un taux de croissance de 5,2 %. Cette hausse porte essentiellement sur les découverts en comptes courants et les prêts

« Ecobank a démocratisé les pratiques bancaires en Guinée depuis son installation en 1999. »

amortissables. Enfin, le produit net bancaire (total des revenus) s'établit à 52 millions de dollars US en 2018, contre 45 millions en 2017, soit une hausse de 15,10 %.

Qu'en est-il de vos aides à l'économie en 2018, voire en 2019 puisque l'exercice en cours tire quasiment à sa fin ? Et à ce titre, quelle a été votre feuille de route pour 2019 ?

Ecobank Guinée participe activement au financement de l'économie nationale à travers des concours accordés au secteur privé pour un montant total de 232,2 millions de dollars US en 2018, contre 228,6 millions à fin septembre 2019, à l'État et à ses démembrements pour un montant total de 231,5 millions de dollars US en 2018, contre 210,4 millions à fin septembre 2019, et enfin aux entreprises locales avec un encours net de crédit de 20 millions de dollars US pour les PME à la date du 30 septembre 2019.

Propos recueillis par Paul de Manfred

« UN TOTAL BILAN DE 955 MILLIARDS DE GNF EN 2018 »

Mohamed Attaher Maïga, nouveau dirigeant de la Banque sahélo-saharienne pour l’investissement et le commerce (BSIC) de Guinée, a de quoi avoir le sourire : les chiffres-clés de sa banque sont en hausse. D’où sa volonté d’améliorer les principaux ratios et de maintenir une bonne rentabilité.

Pouvez-vous nous présenter votre banque et résumer l’évolution de ses activités depuis son installation en Guinée en 2009, soit il y a 10 ans ?

Mohamed Attaher Maïga : La Banque sahélo-saharienne pour l’investissement et le commerce (BSIC) est un groupe bancaire panafricain né de la vision des chefs d’État et gouvernement de la communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD. Institution bancaire régionale au capital social de 750 millions d’euros entièrement détenu par les États, la BSIC a étendu l’implantation de ses filiales dans quatorze pays à travers le continent africain : Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libye, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Soudan, Tchad et Togo. La BSIC Guinée SA, au capital social de 100 milliards (Mds) de francs guinéens (GNF), a son siège à Kaloum, 7^e Avenue. Elle a ouvert ses guichets au public le 4 mai 2009 et dispose d’un réseau de quinze agences, dont 7 à Conakry.

En 10 années d’exploitation, nous pouvons résumer l’évolution de notre activité par la progression significative des principaux indicateurs de performance au 31 décembre 2018 : contribution au relèvement du taux de bancarisation avec 25 676 comptes actifs,

encours moyen de collecte de ressources de 796 Mds GNF, contribution au financement du développement avec un encours de prêts de 740 Mds GNF et un total bilan de 955 Mds GNF.

En ce qui concerne les différents concours consentis à l’économie guinéenne, la part englobée par le secteur agricole est de 3 %, et celle des infrastructures et du secteur du BTP de plus de 27 % (*lire notre tableau ci-dessous*), ce qui est en phase avec le Plan national de développement. Notre intervention sur le secteur minier prendra son envol suite à notre installation à Kamsar et Boké.

Pour l’exercice 2018, comment a évolué l’ensemble des chiffres-clés de votre banque par rapport à 2017, et qu’en est-il de la croissance de la banque sur la même période et de son positionnement dans le secteur ?

Comme c’est le cas depuis plusieurs années, la BSIC Guinée a connu en 2018 une évolution de l’ensemble des principaux indicateurs de gestion : en matière de distribution de crédits à la clientèle, on enregistre 520 Mds GNF, contre 410 Mds en 2017, soit une hausse de 27 % ; même tendance haussière observée sur les comptes clients, créditeurs de 748 Mds GNF, contre 620 Mds en 2017. Quant au PNB et au total bilan, ils ont connu respectivement une progression de 23 % et 22 %.

Quelle va être votre politique de financement à l’endroit du monde de l’entreprise, notamment des PME-PMI ?

Notre ambition est de continuer à développer un partenariat stratégique avec les PME-PMI, qui sont les principaux vecteurs de développement. Nous avons étudié et mis en place des produits adaptés à leurs besoins et continuons à développer notre

Concours consentis à l’économie guinéenne par la BSIC de 2009 à 2018

Secteurs	Montant en millions de GNF	%
Agriculture	99 114	2,91
Industries	12 694	0,37
Commerce	606 708	17,84
Hydrocarbures et énergie	928 583	27,30
Infrastructures et BTP	936 359	27,53
Transports et télécommunications	83 699	2,46
Administration publique, services, particuliers et autres	689 036	20,26
Titres publics	45 400	1,33
TOTAL	3 401 593	100

Source : BSIC Guinée

Mohamed Attaher Maïga,
administrateur directeur général
de BSIC Guinée.



réseau d'agences pour être au plus près de leurs zones d'activité.

Peut-on considérer comme des défis de votre gouvernance les emprunts obligataires que doit contracter la Guinée et la construction du prochain siège de la BSIC ?

Notre participation aux appels publics à l'épargne (souscription aux emprunts obligataires) s'inscrit dans la droite ligne de notre politique d'accompagnement et de financement des projets prioritaires de l'État.

S'agissant de la construction prochaine de notre siège, il constitue un réel défi stratégique pour notre groupe dans sa politique d'implantation durable dans les pays membres. À cet effet, nous remercions l'État guinéen qui vient de nous attribuer un terrain devant abriter ledit siège. Les travaux de construction ne devraient plus tarder.

Comme nouvel administrateur directeur général, quels sont vos objectifs et priorités pour 2019 en termes de croissance et de développement de la BSIC ?

L'objectif de 2019 est de continuer à améliorer notre

Bio

Mohamed Attaher Maïga, 55 ans, administrateur directeur général de BSIC Guinée SA depuis le 1^{er} mars de cette année, peut se prévaloir d'une riche carrière bancaire en général, et au sein du groupe BSIC en particulier, où il œuvre depuis le démarrage de la banque en 2003 au Mali et en Côte d'Ivoire, soit à ce jour 16 ans de bons et loyaux services et d'échelons régulièrement gravis.

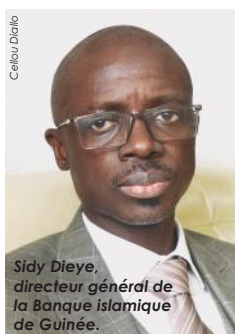
En 2016, il est nommé administrateur directeur général de BSIC CAPITAL, société de gestion et d'intermédiation du groupe à Abidjan.

Titulaire d'un DESS en techniques bancaires et analyses financières, il a commencé son parcours professionnel en 1992 en tant qu'auditeur dans un cabinet d'expertise comptable, puis a successivement exercé comme financier à la Banque commerciale du Sahel (Mali), à Ecobank Mali et à la Banque malienne de Solidarité (BMS SA).

part de marché, de développer le réseau, d'élargir la base clientèle, d'améliorer les principaux ratios et de maintenir une bonne rentabilité. C'est dans ce cadre que nous avons ouvert en avril 2019 deux nouvelles agences en Guinée maritime – zone minière par excellence –, ce qui nous a permis de nous rapprocher de nos clients évoluant dans la zone et d'entrer en relation avec les acteurs du secteur minier. Sur la base des chiffres au 30 septembre 2019, nous avons grand espoir que le pari soit tenu.

Propos recueillis par Louise Bibalou-Durand

« LA SEULE BANQUE EN GUINÉE À OFFRIR DES PRODUITS DE FINANCE ISLAMIQUE »



Aux dires de son directeur général Sidy Dieye, la Banque islamique de Guinée (BIG) nourrit de grandes ambitions de développement.

La Banque islamique de Guinée (BIG) a plus de 35 ans. Peut-on avoir un aperçu des services qu'elle propose à ses clients et de ce qui fait sa particularité ?

Sidy Dieye: Les principaux produits que nous offrons à notre clientèle sont Moudharada, Mourabaha, Ijara, Istisna et Comptes d'investissement. Notre particularité essentielle réside dans le fait d'être la seule banque en Guinée à offrir des produits conformes à la finance islamique.

Pourquoi avoir lancé à destination des Guinéens de l'étranger la plate-forme BIG-DIASPORA ? Comment fonctionne-t-elle et en quoi est-elle un produit original ? BIG-DIASPORA a été lancée suite au constat du besoin constant qu'ont les Guinéens de l'étranger d'envoyer des fonds au pays pour investir, épargner ou aider leurs parents. Il s'agit donc d'une plate-forme qui permet à la diaspora guinéenne d'ouvrir un compte bancaire, de l'approvisionner, d'effectuer des transactions (mise à disposition, virement, etc.) ou de soumettre les demandes de financement.

Vous avez inauguré en février dernier une agence BIG à Boké. À quel rythme va se poursuivre votre politique de proximité avec l'ouverture d'autres agences ?

Conformément à notre business plan 2019-2024, nous prévoyons d'ouvrir deux nouvelles agences par an pendant les cinq prochaines années en vue d'un maillage optimal du territoire national. Cette stratégie nous permettra d'être plus proche de notre clientèle et de favoriser l'inclusion financière.

En 2018, comment a évolué votre croissance par rapport à 2017 ?

La banque a enregistré une croissance significative en 2018 par rapport à l'exercice 2017 sur de nombreux indicateurs: 14 % pour les ressources, 60 % pour les

emplois, 115 % pour le hors bilan, 12 % pour le total bilan, 28 % pour le PNB et 66 % pour le résultat net. Ce niveau de croissance devrait se poursuivre dans les 5 prochaines années à un rythme soutenu.

Quelle est votre stratégie pour attirer dans votre portefeuille la cible des PME-PMI et des grandes entreprises ?

Notre stratégie vis-à-vis de la clientèle entreprises est axée sur la démarche qualité et l'offre de produits et services adaptés à ses besoins. Nous espérons ainsi fidéliser les clients existants et concrétiser de nouvelles entrées en relation. En outre, un dispositif formel d'accompagnement des PME-PMI à fort potentiel a été mis en place pour les financer et les soutenir.

Depuis votre arrivée en 2017, quels renforcements avez-vous opérés en matière de gouvernance ?

La bonne gouvernance est au centre de nos préoccupations quotidiennes. C'est pourquoi nous avons fait fonctionner tous les comités internes (Risk, Audit, ALCO, etc.), initié des séances d'information et de sensibilisation à l'endroit du personnel sur les règles d'éthique et de déontologie, et enfin vulgarisé les chartes et procédures liées à la gouvernance. En outre, nous avons instauré une démarche qualité de service visant à la satisfaction continue de la clientèle : ses suggestions, réclamations et plaintes sont prises en charge par nos services avec la plus grande célérité.

Quels objectifs souhaiteriez-vous avoir atteints à la fin de cette année 2019 ?

Nos priorités pour cette année sont entre autres le renforcement continu des règles de bonne gouvernance, l'amélioration continue du service offert à la clientèle, l'offre de nouveaux produits, l'accélération des services digitaux, le renforcement du système de gestion des risques, et enfin la réalisation d'une croissance d'au moins 20 % par rapport à l'exercice 2018 pour notre taille du bilan. *Propos recueillis par Andju Ani*

LE CODE DES ASSURANCES GUINÉEN S'ALIGNE SUR CELUI DE LA CIMA

Selon une note de la Banque centrale de Guinée, le secteur des assurances a contribué en 2017 en tant qu'investisseur institutionnel à 0,48 % de l'investissement national et à 0,54 % de l'investissement du secteur privé.

Adopté au Parlement le 22 juin 2016, le code des assurances guinéen est une version révisée du code de 1995. Ses nouvelles dispositions doivent permettre au marché des assurances de contribuer plus activement au développement économique du pays. C'est Louceny Labé, gouverneur de la Banque centrale de la république de Guinée (BCRG), qui l'a défendu il y a trois ans devant les parlementaires : ils l'ont ensuite adopté à l'unanimité. Les textes du code de 1995 étaient devenus obsolètes eu égard aux profondes mutations que le secteur avait connues.

Le nouveau code ouvre donc au secteur des assurances la voie à une pleine participation au développement de la Guinée. À en croire le gouverneur de la BCRG, « *il a été ajouté la micro-assurance sur la micro-finance ainsi que l'assurance agricole, quelques modifications ont été apportées sur les assurances-maladie, et enfin des dispositions ont été prises pour la création d'une*

branche de réassurance en Guinée. On observe que toutes les compagnies d'assurance de Guinée se réassurent à l'étranger et que l'essentiel de leurs marges sort du pays. C'est pourquoi la Guinée envisage de créer sa propre compagnie de réassurance afin de retenir toutes ces devises qui sortent de notre pays. » Profitant des avantages de cette loi, NSIA Guinée s'apprête à créer NSIA Vie Assurances avant fin 2019, une société bien distincte de NSIA Assurances Guinée (*lire l'interview p. 110-111*). C'est dire que la Guinée, avec ce nouveau code, se rapproche des standards internationaux, et notamment du code CIMA qui régit les activités d'assurance des 15 pays francophones.

Ajoutons que le CA du marché de l'assurance rapporté au PIB nominal reste encore faible par rapport à la moyenne africaine : le CA du secteur des assurances représente 0,36 % du PIB en 2017, selon une note d'information du gouverneur de la BCRG publiée en janvier 2019, alors que la prime moyenne par habitant (chiffre d'affaires/population) est de 31 668 GNF (moins de 4 dollars) en 2017, contre 762,5 dollars en Afrique du Sud et 6,2 dollars au Nigeria.

Sur la même période, en termes d'investissement, la Banque centrale précise que le secteur des assurances a contribué en tant qu'investisseur institutionnel à 0,48 % de l'investissement national et à 0,54 % de l'investissement du secteur privé. À l'image d'autres pays de la sous-région ouest-africaine, ce secteur rencontre quelques difficultés relatives à la faiblesse de la culture de l'assurance, au non-respect des assurances obligatoires et au phénomène de délocalisation des gros risques, notamment dans les secteurs minier et du transport. Le marché guinéen est aujourd'hui composé de 13 compagnies d'assurance, d'une société de réassurance et de soixante-dix intermédiaires d'assurance. Le chiffre d'affaires du secteur dépasse depuis 2016 les 315 milliards de GNF.

L.B.-D. (avec l'agence Xinhua)

NSIA Assurance Guinée : la formation au premier plan

Momar Seck, directeur général de NSIA Assurances Guinée, et Maimouna Baldé, directrice générale adjointe, sont d'accord quant à la place occupée par la formation dans leur compagnie. « *Elle reste une préoccupation majeure de notre groupe, et particulièrement au sein de notre filiale* », expliquent-ils.

Depuis avril 2019, les deux dirigeants font remarquer que la filiale guinéenne, en vue de réussir un alignement stratégique, s'est inscrite dans un programme de transformation managériale de son comité de direction avec des séances de coaching personnalisé, et de l'ensemble du staff. Même le personnel de base bénéficie de formations importantes dans le but de renforcer continuellement ses capacités pour assurer une meilleure productivité. « *Nos cadres techniques ont été inscrits dans des classes d'excellence organisées par le premier réassureur mondial, et nos cadres commerciaux, financiers et administratifs sont également constamment formés. Cela découle de notre conviction selon laquelle sans une bonne formation de nos équipes, il nous sera difficile d'atteindre les objectifs qui nous sont fixés* », indique Momar Seck.

« UNE CROISSANCE DE 17 % EN 2018 »

Mandiaye Gueye, directeur général de SUNU Assurances Guinée, et la directrice générale adjointe Soona Bah Ndiaye décrivent l'évolution de l'activité de leur compagnie, déclinent leurs objectifs prioritaires et mettent en avant les atouts de leur nouveau produit : Auto Connectée. Il offre aux clients un service de géolocalisation, de sécurisation, d'anti-démarrage à distance en cas de vol et d'optimisation dans l'exploitation de leur parc automobile.

Comment a évolué l'activité de la compagnie SUNU Assurances Guinée entre 2017 et 2019 ? Qu'en est-il de votre part de marché et de votre positionnement dans un secteur certes étriqué, mais où la concurrence reste malgré tout rude ?

Mandiaye Gueye et Soona Bah Ndiaye : Après seulement huit années d'existence en Guinée, SUNU Assurances s'est positionné comme un acteur de référence en passant de la 11^e place en 2012 à la 3^e en 2018. Avec un chiffre d'affaires en constante progression depuis 2012, nous avons réalisé une performance de 40 milliards de GNF en 2018, contre 34 milliards en 2017, soit une croissance de 17%. En dépit du contexte du marché, nous comptons nous hisser à la première place en améliorant la qualité de nos prestations, la célérité dans le traitement des dossiers sinistres, une constante adaptation de nos produits aux nouveaux besoins des clients ainsi qu'une optimisation de notre système d'information pour un meilleur accès à nos produits, et ce toujours en plaçant le client au cœur de toutes nos initiatives. Nous ambitionnons d'être leader du marché des assurances dommages en Guinée.



Celou Dialo

Bio

Mandiaye Gueye, 52 ans, sénégalais né à Thiés, est directeur général de SUNU Assurances Guinée depuis le 3 septembre 2018. Il connaît bien le groupe SUNU, présent dans 14 pays africains avec 25 filiales, pour y être entré en juillet 2012 au poste de directeur général adjoint de la filiale guinéenne. Parallèlement, il s'est montré très actif au sein de l'APAG (Association professionnelle des assureurs de Guinée) d'abord comme responsable de la commission formation en 2013, puis comme 2^e vice-président chargé des affaires techniques du marché des assurances de 2016 à 2018, et enfin comme responsable de la Commission IRA chargé des recours inter-compagnies depuis 2018.

Mais sa carrière débute en 1996 au Sénégal, où il est jusqu'en 2018 professeur de mathématiques dans l'enseignement secondaire. Il « entre en assurances » en 2000 au service développement des produits de l'ONAC Sénégal par un stage assorti d'un mémoire de fin de formation à l'IIA (Institut international des assurances) de Yaoundé. Suivront des années à enseigner et à animer des séminaires dans son domaine de compétences, tout en exerçant de 2001 à 2008 les fonctions d'adjoint au contrôleur de gestion à AGF Sénégal puis en réalisant un beau parcours à ASKIA Assurances Sénégal : chef de département finance et comptabilité en 2008-2009, directeur administratif et financier en 2010, puis directeur central jusqu'à fin juin 2012. Il est alors également membre de la commission finances et comptabilité de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances (FSSA) de 2009 à 2012.

Dans votre portefeuille, avez-vous comme les autres compagnies de la place pour les produits santé ? Si oui, comment fonctionnent-ils ?

SUNU Assurances Guinée attache une importance capitale à la protection sociale du personnel des entreprises, et c'est la seule compagnie du marché à offrir à ses assurés une territorialité élargie à l'ensemble des 14 pays de présence du groupe SUNU sans que cela

« **Nous ambitionnons de devenir leader sur le marché des assurances.** »

se ressent sur les montants des primes. En termes de fonctionnement, nous avons bien évidemment un réseau de prestataires locaux (cliniques et hôpitaux) avec des médecins expérimentés dont les plateaux médicaux permettent de prendre en charge la plupart des pathologies observées chez nos patients. Les produits santé proposés offrent plusieurs services dont la prise en charge de blessures corporelles, l'assistance et les conseils grâce à un call center 24/7, l'optimisation des évacuations sanitaires, et enfin l'aide à la mise à disposition de médicaments et de matériels médico-chirurgicaux non disponibles localement.

Quelle est la place occupée par la branche automobile en termes de valeur ajoutée ?

L'automobile est la branche leader de notre portefeuille. Nous veillons à innover à travers le lancement de nouveaux produits, et à cultiver plus de proximité avec nos clients pour mieux répondre à leurs besoins. SUNU Assurances Guinée a été la première compagnie sur le marché guinéen à avoir signé des conventions de partenariat et d'assistance avec les services de gendarmerie et de police dans les 4 régions naturelles du pays pour la diligence des services de constat, avec les garages agréés pour la réparation rapide des véhicules accidentés, et enfin avec les pharmacies et hôpitaux publics pour la prise en charge immédiate des victimes accidentées. Aujourd'hui, SUNU Assurances Guinée, avec son nouveau produit Auto Connectée, offre à ses clients assurés en dommages tous accidents un service de géolocalisation, de sécurisation, d'anti-démarrage à distance en cas de vol et d'optimisation dans l'exploitation de leur parc automobile. Ce produit vient compléter un dispositif de garanties à valeur ajoutée déjà existantes, à savoir l'avance sur recours et l'indemnisation rapide de l'assuré (IRA).



Cellou Diello

Bio
Mme Soona Bah Ndiaye, directrice générale adjointe à SUNU Assurances Guinée depuis septembre 2018, est titulaire d'un DESS en ingénierie mathématique financière, d'un DEA en statistiques et probabilités et d'un master 1 en actuariat. Ayant séjourné au pays du Soleil-Levant, elle parle japonais. Elle débute sa carrière en 2005 au Niger pour étudier au Centre régional AGRHYMET du CILSS les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables en matière de sécurité alimentaire. Elle sera ensuite directrice des études de l'Institut des sciences de l'ingénieur au Sénégal en 2006-2007, puis commencera son parcours chez AXA Assurances : responsable des études statistiques et du reporting commercial au Sénégal de 2007 à 2009, puis responsable du pôle partenariat, des études statistiques et du reporting commercial de 2009 à 2012, et enfin chef du département des études statistiques et du pilotage technique à la direction des opérations d'AXA Afrique subsaharienne de 2012 à 2017. Elle intègre le groupe SUNU au Togo en août 2017 au poste de directrice centrale opérationnelle jusqu'à sa nomination en Guinée.

En votre qualité de dirigeants, quelles sont vos objectifs prioritaires pour SUNU Assurances Guinée en 2020 ?

SUNU Assurances Guinée ambitionne – nous le relevons à l'instant – de devenir la compagnie d'assurances leader sur le marché. Les performances réalisées depuis 2012, en dépit du contexte socio-économique, nous permettent d'y croire. Nous renforcerons la proximité avec nos assurés, clients et partenaires et comptons rendre encore plus accessibles les produits que nous offrons. Au quotidien, nous travaillons à accompagner ceux qui nous font confiance dans la protection et la sécurisation de tout ce qui leur est cher.

*Propos recueillis par
Louise Bibalou-Durand*

« NSIA VIE ASSURANCES EN GUINÉE NAÎTRA AVANT FIN 2019 »

Momar Seck, directeur général de NSIA Assurances Guinée, et Maïmouna Baldé, directrice générale adjointe, se réjouissent de voir le résultat net de la compagnie en constante évolution, et le chiffre d'affaires attendu augmenter d'au moins 15 % en 2019. La création de NSIA Vie illustre d'ailleurs parfaitement l'engagement du groupe en Guinée.

Quelle a été l'évolution de votre CA des branches IARD et vie sur l'exercice 2018 par rapport à 2017 ?

Momar Seck et Maïmouna Baldé : Globalement, notre chiffre d'affaires a augmenté de 4 % en 2018 comparé à 2017. Cette même tendance à la hausse se constate également cette année avec une progression attendue beaucoup plus forte car supérieure à 15 % à fin 2019 comparé à 2018. Il y a lieu ici de remercier nos clients, partenaires, courtiers et agents qui ne cessent de nous faire confiance et qui nous permettent d'accroître régulièrement notre chiffre d'affaires. Leur confiance reste l'une de nos principales sources de motivation. Nos deux activités vie et non-vie se portent bien, avec des résultats positifs sur les deux branches et un résultat consolidé en constante évolution positive.

Afin de vous conformer aux nouvelles dispositions du code des assurances de Guinée datant de 1995 et révisé en 2016, vous comptez créer NSIA Vie Assurances Guinée. Comment ce changement va-t-il se répercuter auprès de votre clientèle mais aussi dans votre management au niveau de la direction ?

Nous sommes effectivement dans le processus de création de notre filiale essentiellement dédiée à l'assurance-vie dans le cadre du respect de la réglementation qui nous impose la séparation des activités au plus tard le 31 décembre 2019. Au niveau du management, les deux sociétés seront gérées par des directions générales distinctes. Il faut également préciser que la décision de notre groupe et de nos actionnaires de créer NSIA Vie Assurances en Guinée est la parfaite illustration de notre engagement en Guinée, pays dans lequel nous continuons à beaucoup investir afin de contribuer significativement au relèvement du taux de pénétration et à la démocratisation de l'assurance pour la porter vers les couches les plus démunies, mais également pour participer au développement socio-économique du pays. C'est ainsi que NSIA Vie Assurances en Guinée est née, avec l'appui de nos filiales en Guinée, mais également de nos actionnaires locaux et de notre groupe.

Nous voulons aussi en profiter pour remercier encore nos clients vie et non-vie, les rassurer et leur dire que la transition a été bien maîtrisée, et que tous leurs contrats produiront leurs pleins et entiers effets dans le strict respect de la loi et des conventions qui nous lient. Nous resterons toujours à leurs côtés pour leur offrir les meilleurs produits et services adaptés à leur besoin et à des coûts raisonnables.

Quelles sont les autres nouveautés de la révision du code des assurances opérée par la Banque centrale de Guinée il y a trois ans susceptibles de permettre au secteur des assurances de participer plus activement au développement économique du pays ?



La réforme a également été porteuse de décisions subséquentes pour le renforcement des capacités financières des compagnies d'assurances. C'est ainsi que le capital social minimum a été porté de 10 à 40 milliards à l'horizon 2022, avec un échéancier annuel. Le niveau de ce nouveau capital montre encore à souhait l'engagement du groupe NSIA auprès de la Guinée et des Guinéens : il a été décidé de recapitaliser non seulement la société NSIA non-vie, mais également de créer la société NSIA Vie avec les mêmes exigences de capital social minimum, à savoir 40 milliards, soit un cumul de 80 milliards, sans compter notre banque NSIA Banque Guinée. Ensuite, les plus hautes autorités ont pris dans la foulée un décret important portant sur l'obligation de domiciliation de l'assurance des marchandises à l'importation. En clair, tous les biens et équipements qui entrent en Guinée doivent, avant de franchir le cordon douanier, être assurés par une compagnie d'assurances basée en Guinée. Cela permettra au marché de l'assurance de recevoir des primes qui jusque-là lui échappaient.

Pour vos branches vie et IARD, prochainement distinctes, quels sont les produits ayant le plus d'attractivité et de valeur ajoutée, et observez-vous un regain d'intérêt pour vos services santé ?

Pour nos activités vie, nous allons continuer à renforcer nos produits de prévoyance et d'épargne. En clair, celui qui désire protéger sa famille après sa disparition pourra souscrire à une assurance prévoyance décès chez NSIA. Une fois que le décès survient, ce qui est malheureusement un événement inéluctable, NSIA

« Pour nos activités vie, nous allons continuer à renforcer nos produits de prévoyance et d'épargne. »

versera à sa famille le montant du capital souscrit. Cela évitera à la famille ou à la personne protégée d'être soudainement confrontée à des difficultés à faire face à des dépenses telles que le loyer, la scolarité, les frais d'entretien ou même la nourriture. Nous avons ensuite les produits d'épargne tels que la retraite complémentaire individuelle ou collective, cette dernière étant en général souscrite par les entreprises au profit de leurs employés, sans compter les produits études, indemnités de fin de carrière (IFC), emprunteurs, etc. que nos conseillers se feront le plaisir de présenter au public et aux entreprises. Pour la non-vie, le produit santé, qui est un produit d'appel car en général les compagnies d'assurances n'y gagnent pas d'argent, reste effectivement attractif. Cela se comprend aisément lorsque l'on connaît le niveau de prise en charge sani-



Maimouna Baldé,
directrice générale adjointe de
NSIA Assurances Guinée.

taire dans nos pays et l'intérêt qu'ont les populations à se couvrir en santé.

En termes de positionnement et de parts de marché, quels sont votre parcours et votre évolution en matière de développement de la compagnie NSIA en Guinée depuis votre installation en 2010 ?

Depuis 2010, NSIA Assurances a eu un très beau parcours. Très vite, nous nous sommes positionnés comme l'assureur de référence. Nos volumes d'affaires ne cessent de croître, et la séparation des activités vie et non-vie ne fera

que renforcer cette tendance au développement par les synergies et les actions commerciales communes de toutes nos filiales en Guinée.

En 2019, année qui tire à sa fin, quels défis et priorités étaient inscrits sur votre feuille de route ?

Comme nous l'évoquions, le renforcement en compétence technique et managériale a été un point essentiel pour nous. Nous avons également le défi de d'accroître notre part de marché dans un secteur très concurrentiel, avec comme levier le développement de la bancassurance. Nous avons mené avec succès la création de notre société vie en Guinée et comptons mener une campagne de communication institutionnelle et grand public pour accroître encore notre notoriété.

Propos recueillis par Louise Bibalou-Durand

UNE PUISSANCE AGRICOLE EN DEVENIR ?

En Guinée, la croissance du secteur agricole, pourtant supérieure à la croissance démographique, pourrait être encore plus forte compte tenu du potentiel de ce pays. Mais à ce jour, elle reste limitée par des contraintes macroéconomiques et un manque de structuration.

Les différentes politiques nationales de développement agricole ont tenté de lever ou d'atténuer les contraintes macroéconomiques pesant sur le secteur agricole et sur son manque de structuration en améliorant l'efficacité des exploitations familiales et de l'entrepreneuriat agricole ainsi que l'accès aux marchés, tout en assurant une gestion durable de l'environnement. Pour atteindre ces objectifs, elles se sont appuyées sur des dynamiques d'investissement privé, de production et de recherche de productivité. Le défi majeur de ces politiques est le passage d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture de marché, et c'est dans le cadre de cette évolution que le secteur privé a un rôle essentiel à jouer, car l'État ne peut soutenir financièrement toutes les initiatives, tous les secteurs, toutes les localités en même temps et sans considération de critères d'efficacité.

Un critère simple d'efficacité, dans cette période où les financements sont insuffisants par rapport aux besoins et où il faut absolument favoriser la croissance, est le choix de soutenir essentiellement les dynamiques économiques qui démarrent. Cela concerne la production vivrière de riz, céréales, tubercules, banane plantain et légumineuses alimentaires, la diversification de la production alimentaire de fruits et légumes, et enfin les productions d'exportation comme l'ananas, la pomme de terre, le café, le cacao, l'anacarde, l'hévéa, le palmier à huile, etc. La dynamique dépend de facteurs tels que le niveau de développement des infrastructures de production et de transport, le fonctionnement des marchés, les potentialités de production du milieu ainsi que la capacité d'initiative des sociétés agricoles tant au niveau des collectivités locales – communes rurales – qu'au niveau de l'initiative privée: organisations paysannes, entrepreneurs, commerçants.

Dans les conditions actuelles, on peut envisager quatre dynamiques. La première est d'induire une diversification bien ciblée en Guinée maritime avec le riz de mangrove, les fruits et légumes, l'anacardier et le palmier à huile. La seconde concerne la pleine exploitation du potentiel de production de la Guinée forestière : riz de

bas-fonds, café, palmier à huile, hévéa et banane plantain. La troisième a trait aux possibilités de débloquer la production cotonnière et de donner de l'ampleur aux cultures de riz des plaines alluviales, de maïs, d'arachide, d'anacarde, d'igname et de manioc en Haute-Guinée. Et enfin, la quatrième renvoie au développement des cultures de céréales et légumineuses comme celles du fonio, du maïs et de l'arachide, ainsi que des cultures maraîchères et fruitières de rente comme celle du café arabica et de la pomme de terre en Moyenne-Guinée. En outre, il conviendrait d'élaborer les mesures d'accompagnement nécessaires à l'efficacité des investissements, notamment l'essor d'un secteur agricole privé dynamique, et ce en améliorant les outils de financement ainsi que l'environnement législatif et réglementaire pour construire un système viable de financement des producteurs et des professionnels à travers le crédit agricole. Il serait également souhaitable de mettre à niveau les infrastructures socio-économiques du monde rural.

Abraham Kayoko Doré

Forte hausse de la production de riz en 7 ans

Le développement des cultures vivrières, et notamment du riz, demeure un enjeu stratégique. Une telle option se fonde sur son importance comme aliment de base en Guinée ainsi que sur la nécessité de préserver de la vulnérabilité alimentaire les populations rurales productrices.

La production du riz est passée de plus de 1,700 million de tonnes en 2011-2012 à 2,197 millions de tonnes en 2017-2018. La filière riz a engrangé des acquis autorisant des perspectives de croissance durable. Le riz local bénéficie jusqu'à présent d'une prime de qualité décernée par les consommateurs ayant les moyens de l'acheter : ils sont prêts à le payer plus cher, mais... ils ne représentent pas la majorité de la population. Il est donc nécessaire de bien moduler la protection en fonction des marges de progrès obtenues dans l'amélioration de la productivité de la filière nationale de riz pour ne pas porter préjudice aux nombreux consommateurs de riz importé qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour payer le riz local.

A.K.D.

SUNU ASSURANCES

A LE BON PROFIL POUR VOUS ACCOMPAGNER




♦ Pays de présence
♦ Pays dans lesquels le Groupe SUNU est en cours d'installation

Bénin - Burkina Faso - Cameroun - Centrafrique - Côte d'Ivoire - RD Congo
Gabon - Ghana - Guinée - Libéria - Mali - Mauritanie - Niger - Nigéria - Sénégal - Togo

Présent dans plus de **14 pays** d'Afrique subsaharienne et comptant une vingtaine de sociétés d'assurances et autres sociétés affiliées, le Groupe SUNU est un groupe africain d'assurances créé en 1998. En Guinée, SUNU Assurances a le bon profil pour vous accompagner que vous soyez **une personne, une entreprise, une association ou un groupe de personnes.**

SUNU Assurances Guinée
Immeuble KALETA - Rue KA 050
Teminetaye, commune de Kaloum
BP 1618 Conakry



Tél. : (224) 666 10 10 27
E-mail : guinee.sunu@sunu-group.com
Site web : monbonprofil.com
 SUNU Assurances

NOS CONVICTIONS PARTAGÉES



BICIGUI

Financer l'économie guinéenne de manière éthique
Favoriser le développement et l'engagement de nos collaborateurs
Contribuer à l'émergence d'une société plus solidaire

www.bicigui.com



BICIGUI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change